

Université de Montréal

La présence militaire britannique et les réseaux d'affaires
dans le Haut-Richelieu (1812-1836)

par
Matthieu Paradis

11806995

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en histoire

Avril 2007

© Matthieu Paradis, 2007



D

7

U54

2007

V. 023

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

IDENTIFICATION DU JURY

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La présence militaire britannique et les réseaux d'affaires
dans le Haut-Richelieu (1812-1836)

présenté par :

Matthieu Paradis

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Ollivier Hubert
Président-rapporteur

Christian Dessureault
Directeur de recherche

Roch Legault
Membre du jury

25 SEP. 2007

Résumé

Ce mémoire dépeint les liens économiques entretenus par les militaires britanniques avec les fournisseurs coloniaux pour l'approvisionnement des garnisons du Richelieu de 1812 à 1836. Au cours de cette période, la « vallée des forts » connaît un développement fulgurant et la concentration d'effectifs militaires la plus importante de son histoire. Les liens et réseaux d'affaires ainsi que l'impact économique engendrés par les garnisons sur le milieu rendent compte des interactions entre les forces armées et la sphère civile à l'extérieur des grands centres comme Québec et Montréal.

Des sources complémentaires, actes notariés, correspondance officielle des militaires et journaux reçoivent ici un traitement qualitatif. Elles présentent les principes et pratiques des forces armées lorsqu'elles font des affaires, dévoilent les principaux bénéficiaires des dépenses militaires ainsi que leur impact sur le développement de la vallée du Richelieu.

Il en ressort des conclusions intéressantes. La guerre de 1812 permet aux autorités militaires d'éprouver leur système de ravitaillement à partir de la colonie, bien que celles-ci doivent mettre de côté certaines de leurs pratiques commerciales. Par la suite, l'approvisionnement suit plus fidèlement les procédures prévues. L'importance de l'activité dans les postes du Richelieu, particulièrement à Chambly et à l'île aux Noix, amène des dépenses considérables dans la région. Appuyés par des réseaux économiques, les hommes d'affaires montréalais et « régionaux » se partagent le marché militaire de la « vallée des forts ». Notre recherche montre l'importance continue de l'étude des manifestations militaires dans l'histoire canadienne, en temps de guerre comme en temps de paix.

Mots-clés : Grande-Bretagne – Canada – Armée – Histoire militaire – 19^e siècle – Haut-Richelieu – Chambly – île aux Noix – Histoire économique – Garnisons britanniques

Abstract

This thesis depicts the economic links maintained by the British Army with the colonial suppliers for the supply of the Richelieu's garrisons from 1812 to 1836. This period, which corresponds to the height of the military presence in the "Valley of the Forts", was characterized by a remarkable development of the region. The existence of business networks and economic impact of the garrisons in the area indicate interactions between the armed forces and civilians outside the urban centers such as Quebec and Montreal.

This thesis is based to a significant extent on the qualitative analysis of complementary sources, such as notarial acts, official military correspondence and newspapers. These documents reveal the principles applied by the armed forces in their business practices, inform about the identity of main beneficiaries of military expenditures as well as about their impact on the development of the Richelieu valley.


Conclusions are drawn from this analysis. First, the War of 1812 allowed the military authorities to test their supply system even if they had to put aside some of their commercial practices. After the war, the supply followed more faithfully the planned procedures. Second, the importance of the activity in the Richelieu's military posts, particularly at Chambly and Isle aux Noix, led to considerable investment in the area. Third, supported by economic networks, the Montreal and "regional" businessmen divided up the military market of the "Valley of the Forts". Our research shows the ongoing relevance of the study of Canadian history from a military perspective, in wartime as in peacetime.

Key words : Great Britain – Canada – Army – Military history – 19th century – Upper Richelieu – Chambly – Isle aux Noix – Economic history – British garrisons



Remerciements

À tous ceux qui m'ont appuyé professionnellement et/ou personnellement au cours de cette merveilleuse entreprise, je tiens à vous exprimer ma plus vive gratitude. À mon directeur de recherche, Christian Dessureault, pour sa confiance, sa grande disponibilité, son soutien bien présent et fort apprécié, un énorme merci. À mes appuis professionnels à Parcs Canada, l'équipe du lieu historique national du Canada du Fort-Lennox, Doris Drolet-Dubé et André Charbonneau, qui m'ont ouvert les portes de leur centre de documentation et m'ont offert leurs suggestions ainsi que de précieux conseils. Je remercie aussi, avec la plus grande chaleur, les membres de ma famille, mon père Paul, ma mère Jocelyne, ma grande sœur Evelyne et à ma conjointe Valérie pour leur aide, leur support, leur écoute, leur affection et leur grand amour. Un remerciement tout spécial à cette dernière qui m'a offert son aide pendant de nombreuses heures passées en archives ou à la rédaction de ce mémoire.



À tous, je vous dis un gros merci.

TABLE DES MATIÈRES

Identification du jury.....	ii
Résumé/ <i>abstract</i>	iii
Remerciements.....	iv
Table des matières.....	v
Liste des tableaux.....	vii
Liste des graphiques.....	vii
Liste des abréviations.....	viii
 INTRODUCTION	1
HISTORIOGRAPHIE.....	5
SOURCES	8
 CHAPITRE UN: LE HAUT-RICHELIEU AU XIX^E SIÈCLE (1800-1836)	10
LE HAUT-RICHELIEU : DÉVELOPPEMENT ET COLONISATION.....	11
<i>Du XVII^e au début du XIX^e siècle.....</i>	11
<i>L'essor du Haut-Richelieu</i>	14
LES POSTES MILITAIRES DE LA VALLÉE DES FORTS (1812-1836)	18
<i>De la guerre de 1812 aux Rébellions.....</i>	19
LES EFFECTIFS MILITAIRES DANS LE HAUT-RICHELIEU (1812-1836)	21
 CHAPITRE DEUX: LES MODALITÉS GÉNÉRALES D'APPROVISIONNEMENT DE L'ARMÉE : ANNONCES ET CONTRATS.....	28
LES PRINCIPES ET POLITIQUES DE L'APPROVISIONNEMENT DES FORCES ARMÉES.....	29
LES APPELS D'OFFRES DANS LES JOURNAUX : 1812-1830	31
<i>Description des appels d'offres.....</i>	32
<i>Les années de guerre.....</i>	33
<i>Les années d'après-guerre.....</i>	37
<i>La fin de la période : 1830-1836.....</i>	40
<i>Les délais d'affichage : 1812-1830.....</i>	40
LES CONTRATS NOTARIÉS.....	42
 CHAPITRE TROIS: CHAMBLY ET LES POSTES DU RICHELIEU PENDANT LA GUERRE DE 1812	47
CHAMBLY DANS LA POLITIQUE DE DÉFENSE COLONIALE	48
<i>Renouveau défensif : 1812-1814.....</i>	49
<i>Le camp militaire de Chambly.....</i>	52
LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES DU CAMP : LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	53
<i>Les réseaux d'affaires dans la construction du complexe militaire.....</i>	55
LES LIENS D'AFFAIRES ET LE RAVITAILLEMENT DES TROUPES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL :	
L'EXEMPLE DE LA VIANDE	57
<i>Le ravitaillement des troupes en 1813-1814 : les réseaux d'affaires des marchands montréalais.....</i>	58
<i>Le ravitaillement des troupes dans le Haut-Richelieu : les liens d'affaires locaux.....</i>	65

LES FOURNITURES DIVERSES : LES BESOINS EN PAILLE ET EN BOIS DE CHAUFFAGE	68
<i>La vente de paille et de foin à l'armée</i>	69
<i>Le bois de chauffage : une denrée nécessaire aux troupes</i>	71
CHAPITRE QUATRE: LE FORT LENNOX : CHANTIER MILITAIRE ET GARNISON ÉLOIGNÉE (1819-1836)	74
LES POLITIQUES DE DÉFENSE EN AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE APRÈS LA GUERRE DE 1812..	75
<i>La défense navale</i>	76
<i>Le système défensif</i>	77
LE CHANTIER DE L'ÎLE AUX NOIX : L'ARMÉE BRITANNIQUE COMME MAÎTRE D'OEUVRE	81
<i>L'ingénieur</i>	81
<i>Le personnel de soutien</i>	83
LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION (1819-1829)	86
<i>La construction de l'enceinte fortifiée : fossé et rempart</i>	86
<i>À l'intérieur de l'enceinte : les bâtiments du fort Lennox</i>	89
LES ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION	92
<i>Les réseaux d'affaires des entrepreneurs en construction : les sous-contrats</i>	99
LES BESOINS DE L'ARMÉE : LE BOIS DE CONSTRUCTION	104
LE RAVITAILLEMENT DES TROUPES ET DES TRAVAILLEURS	107
<i>La vente de viande à l'armée</i>	107
<i>L'approvisionnement en pain</i>	109
<i>Les besoins en bois de chauffage</i>	110
LE CHANTIER DU FORT LENNOX : UNE OCCASION D'AFFAIRES?	111
CONCLUSION	115
SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES	121
APPENDICES	i
Annexe 1	ii
Annexe 2	iii
Annexe 3	iv
Annexe 4	iv

Liste des tableaux

Tableau I	Croissance démographique dans les seigneuries Christie (1825-1851).....	16
Tableau II	Quelques populations villageoises du Haut-Richelieu	17
Tableau III	Les troupes britanniques au Canada et dans le Haut-Richelieu (1809-1836).....	23
Tableau IV	Répartition des annonces d'après les catégories de contrat.....	35
Tableau V	Nombre d'annonces et d'appels de soumission parus par année.....	35
Tableau VI	Nombre d'appels d'offres par année.....	38

Liste des graphiques

Graphique I	Les troupes régulières britanniques à Chambly (1812-1817).....	24
Graphique II	Les effectifs présents à l'île aux Noix (1819-1836).....	25



Liste des abréviations

ANC : *Archives nationales du Canada*

ANQ-M : *Archives nationales du Québec à Montréal*

DBC : *Dictionnaire biographique du Canada*

Introduction

Notre mémoire ambitionne d'étudier les liens économiques entre les militaires et les fournisseurs civils dans la vallée du Richelieu au cours du premier tiers du XIXe siècle. Nous cherchons ainsi à rendre compte d'une partie importante des interactions entre l'armée britannique et la sphère civile à l'extérieur des grands centres comme Québec, Montréal et Kingston. L'étude des aspects militaires apparaît généralement dans l'historiographie canadienne pendant les conflits pour ensuite être perdu de vue ou traitées de façon limitée. Quant aux relations entre les militaires et les civils, elles figurent dans l'historiographie des forces armées britanniques au Canada pour les grands centres urbains comme Québec et Montréal, mais restent peu étudiées au niveau des garnisons éloignées, surtout celles du Bas-Canada.

Nous voulons présenter les liens et réseaux d'affaires ainsi que l'impact économique engendrés par des garnisons éloignées¹ sur leur milieu environnant. Nous savons que certaines fournitures militaires comme les armes et les uniformes provenaient de la métropole. Qu'en est-il des autres besoins des forces armées britanniques? Le ravitaillement est-il fait par l'entremise des grands centres ou est-il régional, c'est-à-dire effectué par des fournisseurs résidant à proximité des postes militaires? Cela dépend-t-il du type de fourniture? La conjoncture militaire (temps de guerre ou temps de paix) a-t-elle une influence sur la provenance du ravitaillement? Qui sont les personnes qui obtiennent les contrats de l'armée? Ont-elles déjà entretenu des liens étroits avec celle-ci? Ces différentes questions alimentent notre réflexion.

La Grande-Bretagne effectue différents types de dépenses pour maintenir un cadre colonial au Canada. Les dépenses militaires sont l'un d'entre eux. Elles comprennent les

¹ Nous utiliserons le terme «garnison éloignée» afin de décrire une garnison se trouvant en milieu rural ou ce que les historiens anglophones appellent «*the frontier*». Le terme «garnison éloignée» s'oppose à «garnison urbaine» qui désigne une garnison militaire se trouvant dans un grand centre comme Québec et Montréal. Nous croyons qu'il vaut mieux employer ce terme afin d'éviter les ambiguïtés se rapportant aux termes «fortification de campagne» et «garnison de campagne» qui désignent davantage le moment d'une action guerrière. Évidemment, les garnisons étudiées jouent un rôle important au cours d'une action guerrière sans toutefois «naître» de cette action. En effet, les lieux de garnison étudiés existaient déjà avant le début des hostilités en 1812.

dépenses de l'armée, de l'*Ordnance*, du *Commissariat* et du département de la marine. Comme nous le verrons, la force navale britannique au Canada se trouve notablement réduite suivant les dispositions de l'accord Rush-Bagot conclu avec les États-Unis en 1817. Les budgets à ce chapitre sont ainsi limités. Les dépenses de l'armée, du département du Génie et de l'Artillerie (*Ordnance*) et du *Commissariat* représentent les plus importants déboursés de la métropole au Canada. D'ailleurs, les sommes mises à la disposition du *Commissariat* font de ce département le principal intermédiaire entre les forces armées et les civils coloniaux.² Comme le mentionne certains auteurs, les questions économiques et les dépenses militaires méritent d'être examinées plus attentivement.³

Notre mémoire ne cherche pas à connaître l'ampleur des déboursés et la façon dont les sommes sont dépensées par les différents départements de l'armée britannique, ce qui nous amènerait vers une étude quantitative des impacts dans une région de la colonie. Notre recherche tente plutôt de présenter les impacts qualitatifs de la présence des militaires dans le Haut-Richelieu. Nous laissons de côté le fonctionnement interne de l'administration militaire chargée des questions financières⁴ afin de nous concentrer sur les liens d'affaires établis entre l'administration militaire et la société coloniale canadienne. Notre questionnement se divise en quatre chapitres.

Au cours du premier chapitre, nous dresserons tenterons un portrait du Haut-Richelieu dans les premières décennies du XIX^e siècle. Il sera question, dans un premier temps, de l'évolution du développement de la région. Dans un deuxième temps, nous dresserons un bilan historique de l'importance du Richelieu dans la défense de la colonie. Puis, par le biais des

² Roch Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses militaires au Canada (1815-1830)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1995, p. 5.

³ *Ibid.*, p. 2 et George Bervin, *Québec au XIX^e siècle. L'activité économique des grands marchands*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1991, p. 163-164.

⁴ Voir à ce sujet Legault, *op. cit.*

effectifs, nous toucherons à la présence militaire dans cette région stratégique de la province bascanadienne.

Dans un deuxième chapitre, nous étudierons de manière détaillée les pratiques et principes de l'approvisionnement des troupes britanniques au Canada. D'une part, il sera question de la place des annonces passées par les différents départements des forces armées dans les journaux de la colonie afin de combler les besoins des postes du Richelieu, plus particulièrement ceux de Chambly et de l'île aux Noix. D'autre part, nous nous attarderons aux contrats notariés passés entre l'administration militaire et les fournisseurs.

Le troisième chapitre sera consacré aux liens d'affaires et aux impacts engendrés par l'établissement d'un complexe militaire à Chambly et par l'importante présence des troupes dans les avant-postes du Richelieu pendant la guerre de 1812. La mise en place d'infrastructures engendre une demande en matériaux de construction pour les nombreux bâtiments qui verront le jour, notamment à Chambly. Ce chapitre nous permettra d'observer les relations et les réseaux d'affaires qui ont cours lors du conflit.

Le dernier chapitre portera sur les liens économiques produits par la construction d'une nouvelle fortification, le fort Lennox, sur l'île aux Noix. De fait, l'armée britannique investit d'importantes sommes d'argent dans la décennie 1820 afin de doter ses colonies d'Amérique du Nord d'un important système défensif. Représentant l'un des piliers de la défense, d'énormes montants sont investis dans la vallée du Richelieu. Le chantier du fort Lennox nécessite de vastes ressources sur les plans humain et matériel. Ce chapitre nous permettra d'observer les relations d'affaires établies par les autorités militaires afin de pourvoir aux besoins d'un chantier et d'une garnison éloignée au cours d'une période de paix.

En ce qui a trait à la période de notre étude, nous avons choisi le premier tiers du XIX^e siècle. Le Haut-Richelieu connaît alors un essor important. Aussi, c'est au cours de cette période que la région verra la plus grande concentration d'effectifs militaires de son histoire. Quant aux dates choisies (1812-1836), nous avons décidé d'inclure la période de la guerre de 1812-1814, car nous voulons observer les effets de la guerre sur les liens d'affaires et le ravitaillement de l'armée britannique au Canada. Par contre, nous n'avons pas étendu la période de recherche au-delà de 1836 afin de ne pas inclure la période des Rébellions. Sans doute aurait-il été intéressant d'étudier les liens économiques pendant cette période trouble. Ainsi, nous aurions été en mesure de comparer le ravitaillement des forces armées en temps de crise externe (guerre) et de crise interne (rébellion). Cette question représente une avenue intéressante qui pourrait faire l'objet d'éventuelles recherches.

Historiographie

Les travaux portant sur l'activité des forces armées britanniques à l'extérieur de la Grande-Bretagne ne sont pas nombreux. Roch Legault explique cette situation par «les limites que s'imposent les historiens : celles des institutions et de l'espace national.»⁵ Cependant, de notre côté de l'Atlantique, les études de Parcs Canada ont donné un éclairage et une visibilité exceptionnelle aux forces armées britanniques au Canada. Christian Rioux est l'un de ceux qui y a grandement contribué en se penchant sur l'organisation et les effectifs de l'armée britannique dans la ville de Québec aux XVIII^e et XIX^e siècles. Il a aussi débuté des recherches sur les relations entre les civils et les militaires.⁶ Par la suite, il a entrepris, avec sa collègue Michelle Guitard, des recherches sur la présence militaire dans la vallée du Richelieu.⁷

⁵ *Ibid.*, p. 7.

⁶ Sur l'organisation et les effectifs de l'armée britannique à Québec : Christian Rioux, *L'armée britannique à Québec au XVIII^e siècle : organisation et effectifs*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 418), 1980. Christian

Parcs Canada a aussi permis à André Charbonneau, Yvon Desloges et Marc Lafrance de produire trois thèses de doctorat très intéressantes⁸ où les auteurs ont mis au cœur de leur analyse des aspects politiques, sociaux, économiques et urbains de la ville de Québec, les forces armées métropolitaines françaises et britanniques. Par la suite, André Charbonneau a produit une étude sur les différentes fortifications construites sur l'île aux Noix en abordant davantage les considérations stratégiques, militaires et architecturales plutôt que les aspects socio-économiques des fortifications.⁹

Récemment, Larry Ostola¹⁰ a présenté une thèse de doctorat sur les liens entre les militaires britanniques en poste à Québec entre 1759 et 1838.¹¹ À l'aide de différents types de sources tels les journaux et les archives judiciaires, l'auteur apporte un nouvel éclairage sur différents types de relations qu'entretenaient la garnison et la population de Québec; à savoir les relations socioculturelles et les relations d'Ordre. Contrairement à l'historiographie traditionnelle qui maintient que la présence de l'armée britannique dans la capitale ait été majoritairement conflictuelle, Ostola avance que cette présence était vue favorablement par une grande partie de la population québécoise.

Rioux, *La garnison britannique à Québec*, Québec, Parcs Canada, 1996. Christian Rioux, *La présence du régiment Royal Artillery à Québec de 1759 à 1871 : organisation, effectifs, fonctions*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 331), 1979.

Sur les relations entre la population et les militaires : Christian Rioux, *Quelques aspects des effets sociaux et urbains de la présence d'une garnison britannique à Québec entre 1759 et 1871*, Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 112), 1983.

⁷ Christian Rioux, *L'armée britannique au fort Lennox de 1819 à 1870 : organisation et effectifs*, Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 206), 1985 et Michelle Guitard, *Le camp militaire de Chambly (1812-1869)*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 416), 1980.

⁸ Les thèses furent publiées dans un seul volume : André Charbonneau, Yvon Desloges et Marc Lafrance, *Québec, ville fortifiée du XVIIe au XIXe siècle*, Ottawa Éditions du Pélican et Parcs Canada, 1982.

⁹ André Charbonneau, *Les fortifications de l'île aux Noix : Reflet de la stratégie défensive sur la frontière du Haut-Richelieu aux XVIIIe et XIXe siècles*, Ottawa, Parcs Canada, 1994.

¹⁰ Larry Ostola travaille à Parcs Canada où il est le directeur des lieux historiques nationaux depuis 2006.

¹¹ Larry Ostola, *A Very Public Presence : the British Army Garrison in the Town of Quebec, 1759-1838*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 2007.

La chercheuse Elinor Kyte Senior a beaucoup contribué à la compréhension des relations que pouvait entretenir les forces armées britanniques avec le milieu colonial canadien. Dans son ouvrage, *British Regulars in Montreal. An Imperial Garrison, 1832-1854*,¹² elle se questionne sur l'influence de l'armée sur la société coloniale et consacre certains chapitres à des sujets jusque-là inexplorés tels les loisirs et les pratiques financières des militaires.¹³

Les questions économiques relatives à l'armée britannique ont été, quant à elles, abordées plus en détails par George Bervin et Roch Legault à l'intérieur de thèses de doctorat. Le premier a étudié l'activité des marchands de la ville de Québec au XIX^e siècle et consacre un chapitre à l'étude des liens d'affaires de ces derniers avec l'administration militaire.¹⁴ De son côté, Roch Legault a étudié, par l'entremise du département du *Commissariat*, les dépenses militaires et leurs impacts dans les colonies canadiennes,¹⁵ plus particulièrement à Montréal. Depuis, il poursuit ses recherches sur différents aspects de la milice sous le régime britannique.¹⁶

Ces quelques historiens ont su montrer à divers degrés l'impact des forces armées sur le milieu colonial canadien. Pourtant, comme le mentionne Legault, «le sujet ne possède pas la cote d'amour auprès des historiens canadiens pas plus que chez leurs collègues de l'ancien empire britannique si l'on considère son potentiel heuristique.»¹⁷

¹² Elinor Kyte Senior, *British Regulars in Montreal. An Imperial Garrison, 1832-1854*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1981.

¹³ Dans cet ouvrage, Elinor Kyte Senior touche différents sujets concernant l'armée britannique à Montréal; un peu à l'image de Christian Rioux pour l'étude de la garnison britannique à Québec.

¹⁴ Bervin, George, *Les marchands-négociants et la diversité de leurs activités économiques à Québec entre 1800 et 1825*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1989. Thèse publiée sous le titre : *Québec au XIX^e siècle. L'activité économique des grands marchands*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1991.

¹⁵ Roch Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses militaires au Canada (1815-1830)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1995.

¹⁶ Roch Legault, «L'organisation militaire sous le régime britannique et le rôle assigné à la gentilhommerie canadienne (1760-1815)», *RHAF*, vol. 45, no. 2, automne 1991, p. 229-249 ainsi que Roch Legault et Christian Dessureault, «Les officiers de milice de Saint-Hyacinthe : une étude de cas, 1790-1830», *SHC/JAC*, 1998.

¹⁷ Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses...*, p. 9.

Notre mémoire s'inscrit dans un courant d'études appelé *War and Society*¹⁸ par les historiens anglo-saxons, *Armed Forces and Society*¹⁹ par les sociologues anglo-saxons ou guerre et société par les historiens français.²⁰ Notre recherche s'inscrit dans ce courant, car elle s'intéresse à des activités des forces armées qui sont autres que le déroulement de la guerre, c'est-à-dire l'activité économique de l'armée britannique dans la vallée du Richelieu pendant une période de guerre et de paix.

Sources

Nos recherches nous ont mené à explorer différents fonds d'archives. Des Archives nationales du Canada, nous avons consulté la série RG8 intitulée « documents militaires britanniques ». Cette série contient les papiers militaires gardés au Canada par les différents départements militaires de l'armée britannique. Elle comprend des documents présentant la réalité militaire coloniale et locale. Elle contient, entre autres, la correspondance des officiers du département du Génie et de l'*Ordnance*, des officiers du *Commissariat*, la correspondance de certains gouverneurs et la correspondance établie entre les différents officiers en poste et le quartier-général (à Québec ou Montréal). De même, les Archives nationales du Canada possèdent des copies de certaines séries du *Colonial Office* et du *War Office*. Ces séries contiennent la correspondance officielle entre les gouverneurs de la colonie et la métropole, en

¹⁸ Legault nous signale l'existence de périodiques telle la revue britannique, *War in History*, qui a vu le jour au début de 1994 avec comme objectif de publier des articles qui, selon les éditeurs «... will embrace war in its economic, its social, and its political aspects as much as its purely military.» [vol. 1, no. 1, mars 1994, p.1]. Voir *Ibid.*, p. 10, notes en bas de page no. 10.

¹⁹ Un séminaire intitulé *Inter-University Seminar on Armed Forces and Society* qui, ayant obtenu un tel succès, est à l'origine de la revue.

²⁰ Le champ de bataille est relégué au second rang afin de se concentrer sur tout ce qui entoure l'armée, c'est-à-dire son approvisionnement, la vie quotidienne des combattants, le sort des civils subissant la guerre, les relations qu'elle (l'armée) entretient avec les populations locales. Dans Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses...*, p. 10-11.

plus de certains documents concernant les différents départements des forces armées au Canada, autres que les documents se trouvant dans la série RG8.

Parmi les autres sources utilisées, citons les différents greffes de notaires conservés aux Archives nationales du Québec. Ces documents contiennent des informations tant quantitatives que qualitatives qui nous ont permis de cerner certains aspects du déroulement de la relation économique entre la population et l'administration militaire. Les journaux coloniaux ont aussi été une source précieuse d'informations. À l'aide des appels d'offres parus dans les journaux pour le compte des forces armées, nous avons été en mesure de connaître les besoins de l'armée en matière d'approvisionnement pour ses troupes stationnées au Bas-Canada et dans le Haut-Richelieu. Nous analyserons et présenterons davantage ces dernières sources dans un prochain chapitre.

Le *Dictionnaire biographique du Canada en ligne* et plusieurs sites Internet consacrés à la généalogie se sont avérés forts utiles dans l'obtention d'informations relatives aux fournisseurs des forces armées. Bien sûr, nous devons exercer un regard critique quant à l'utilisation de telles sources. Il s'avère cependant que ces liens Internet sont bien documentés. Par ailleurs, nous avons été en mesure de valider les informations qu'ils contenaient. En nous appuyant sur ces informations et celles obtenues des actes notariés, nous avons été en mesure d'élaborer de petites « biographies » des entrepreneurs et fournisseurs ayant entretenu des liens avec les forces armées.

CHAPITRE UN
Le Haut-Richelieu au XIX^e siècle (1800-1836)

Dans le cadre de ce chapitre, nous voulons dresser le portrait du Haut-Richelieu dans la première moitié du XIX^e siècle. Précisons qu'il s'agira d'un portrait général puisque notre mémoire ne cherche pas à présenter une histoire détaillée de la colonisation de la vallée du Richelieu, mais bien à étudier l'impact économique de la présence de l'armée britannique dans cette région reconnue pour sa valeur stratégique. Il nous semble nécessaire de procéder ainsi afin de mieux comprendre le milieu dans lequel évoluent les garnisons britanniques du Richelieu, particulièrement celles de Chambly et de l'île aux Noix de 1812 à 1836.

La vallée du Richelieu représente une part importante de la grande plaine du Saint-Laurent. Située sur la rive sud du fleuve, elle se divise en deux parties : le Bas et le Haut-Richelieu. La première correspondant aux terres comprises entre l'embouchure du Richelieu, située au niveau de Sorel, et Chambly; la deuxième, le Haut-Richelieu, correspondant au territoire compris entre Chambly et l'entrée du lac Champlain, soit plus ou moins à l'emplacement de l'actuelle frontière canado-américaine. La division des terres avait été effectuée selon les règles du système seigneurial. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, cette partie du territoire canadien comprenait les seigneuries de Chambly, de Monnoir, de Longueuil, de Bleury, de Sabrevois, de Léry, de Noyan, de Lacolle et de Foucault.²¹ Le présent chapitre portera sur la partie méridionale de la vallée du Richelieu.

Le Haut-Richelieu : développement et colonisation

Du XVII^e au début du XIX^e siècle

Au XVII^e siècle, le Richelieu ne s'ouvre que très lentement à la colonisation, puisque les expéditions guerrières menées par les Amérindiens n'offrent guère de sécurité aux colons. Dès lors, les différents postes militaires de la région attirent dans leur voisinage une population

²¹ Ludger Beauregard, «Le peuplement du Richelieu», *Revue de géographie de Montréal*, vol. 19, no. 1-2 (1965), p. 50.

soucieuse de se protéger. Il ne faut donc pas s'étonner de retrouver les premiers îlots de population autour des fortifications. Certains de ces postes, tel Chambly, deviennent des pôles d'attraction tellement importants que les autorités coloniales françaises songent même à y établir un gouvernement. En effet, de la fin du XVII^e au début du XVIII^e siècle, soucieuses de mettre en valeur ce coin de terre et d'en interdire le passage à l'ennemi, de nombreuses figures influentes de l'administration coloniale évoquent régulièrement, la plupart pour leurs profits personnels, l'idée d'élever Chambly au rang de gouvernement comme Montréal et Trois-Rivières.²² Le projet ne se concrétisa jamais.

Jusqu'en 1731, le peuplement s'effectue principalement entre Sorel et Chambly. Au sud, le pays reste inhabité et aucune concession de terre n'est encore faite. Au cours de la même année, les Français s'implantent au sud du lac Champlain en érigeant une redoute à la Pointe-à-la-Chevelure. Par ce geste, les autorités françaises veulent empêcher les Anglais de venir s'installer dans cette région comme ceux-ci l'avaient fait sur la rive sud du lac Ontario, au fort Oswego, sur un territoire qu'ils considéraient être le leur. La présence militaire française dans cette région crée un climat psychologique propice à la colonisation. C'est ainsi qu'en 1733, l'intendant Hocquart concède sept seigneuries dans le Haut-Richelieu et dans la région du lac Champlain.²³

La concession des terres dans le Haut-Richelieu s'effectue à un moment où la demande en bois de qualité s'accroît afin de fournir en matériaux les chantiers de construction navale à Québec. Comme le mentionne Muller, « it was in the forest that the French took the greatest advantage of the region's possibilities. The area was surveyed for its timber potential as early as

²² Cyrille Gélinais, *Le rôle du fort de Chambly dans le développement de la Nouvelle-France de 1665 à 1760*, Ottawa, Parcs Canada, 1983, p. 27-28.

²³ Cyrille Gélinais, *Réflexions préliminaires à une étude de la vallée du Richelieu; Quelques observations générales sur trois siècles d'agriculture et d'exploitation forestière*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 414), 1980, p. 31-32.

1734, and by the 1740's it became familiar ground for cutting white oak and naval timber. »²⁴

Toutefois, cette situation n'entraîne pas une exploitation intensive du territoire de sorte que le paysage reste à l'état sauvage. À la même époque, les rumeurs de guerre avec les colonies britanniques ralentissent aussi le développement et l'exploitation du territoire. Selon Ludger Beauregard, seulement quelques îlots de population sont présents sur les terres comprises entre Chambly et le lac Champlain. Il mentionne « sept habitants à Noyan, autant à Foucault, deux à Lacolle, un dans l'île aux Noix et nous conviendrons que le Haut-Richelieu reste pratiquement désert. »²⁵

En 1754, la guerre menace à nouveau l'Amérique du Nord. La vallée du lac Champlain, devenue une cible alléchante pour les colonies britanniques, se transforme en immense champ de parade. Le péril d'une invasion ou seulement de raids meurtriers engendre un climat d'insécurité. D'ailleurs, les colons ne tardent pas à délaisser leurs propriétés pour des lieux plus hospitaliers.²⁶

Progressivement, dans les années qui suivent la Conquête, une partie des terres du Haut-Richelieu devient la propriété de Gabriel Christie, un officier du 48^e régiment d'infanterie de l'armée britannique. Seules les seigneuries de Chambly, de Monnoir, de Longueuil et de Foucault échappent à son contrôle. Christie établit quelques infrastructures seigneuriales dans la région au cours de la période précédant la Révolution américaine; par exemple, il fait construire une scierie à Lacolle. Néanmoins, les terres de Christie et, parallèlement, le Haut-Richelieu, se développent lentement. Françoise Noël affirme même que « the permanent settlement of the Christie seigneuries in the Upper Richelieu Valley did not get under way, therefore, until after

²⁴ Henry N. Muller III, *The Commercial History of the Lake Champlain – Richelieu River Route 1760-1815*, Thèse de Ph.D., University of Rochester, 1968, p. 13.

²⁵ Beauregard, *op. cit.*, p. 52.

²⁶ Gélinas, *Réflexions préliminaires à une étude de la vallée du Richelieu...*, p. 33.

1783 »²⁷ avec l'arrivée des loyalistes qui s'établissent d'abord dans les villages comme Saint-Jean, appelé Dorchester, et Chambly.²⁸ À la fin du XVIII^e siècle, Isaac Weld rapporte une situation similaire. Il écrit que :

*« St. John's is a garrison town; it contains about fifty miserable wooden dwellings, and barracks, which a whole regiment is generally quartered. [...] In proportion to the increase of trade between New York and Lower Canada this town must improve, as it is the British port of entry on Lake Champlain. »*²⁹

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, le développement du Haut-Richelieu est intimement lié à la conjoncture politique et militaire, ce qui le ralentit considérablement. Avec la période de paix de la fin du XVIII^e siècle, la colonisation et l'essor de la région semblent enfin pouvoir s'intensifier. Le déclenchement de la guerre avec les États-Unis en 1812 va de nouveau tout freiner.

L'essor du Haut-Richelieu

Pendant les premières années du XIX^e siècle, le Haut-Richelieu, du fait de l'abondance de ses ressources forestières qui avaient été jusque-là très peu exploitées, devient une source d'approvisionnement potentielle pour la métropole anglaise aux prises avec le blocus napoléonien. Pendant la guerre de 1812-1814, la demande en matériaux de construction pour les activités militaires sur le corridor lac Champlain-rivière Richelieu est par ailleurs assez considérable.

Le retour de la paix marque une étape importante dans le peuplement du Haut-Richelieu et Edme Henry, l'un des grands responsables. C'étant vu confier la responsabilité de développer les terres de Napier Christie Burton, l'héritier des terres seigneuriales du général Christie, Henry ne ménage aucun effort pour y attirer un grand nombre de colons. D'une part, il profite des

²⁷ Françoise Noël, *The Christie Seigneuries. Estate Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 40.

²⁸ Beauregard, *op. cit.*, p. 64.

²⁹ Isaac Weld, *Travels Through the States of North America and the Provinces of Upper and Lower Canada During the Years 1795, 1796 and 1797*, Londres, Stockdale, 1799, p. 174-175. Souligné par l'auteur du mémoire.

importants mouvements de population qui se manifestent au Canada au cours de la période. La famine qui sévit en Irlande ainsi que le sous-emploi dans les villes industrielles en Grande-Bretagne entraînent une forte augmentation de l'immigration britannique au Canada.³⁰ Des Anglais et des Irlandais se joignent aux loyalistes qui s'étaient, dans un premier temps, établis près de la frontière. Ces immigrants sont à l'origine des villages comme Henryville, Clarenceville, Noyan et Saint-Thomas de Foucault. À l'ouest du Richelieu, ils développent Lacolle, Napierville et Saint-Jean (Dorchester).³¹ D'autre part, les Canadiens français, se trouvant trop à l'étroit dans les vieilles seigneuries du Bas-Richelieu et du Saint-Laurent, constituent un autre bassin de population dans lequel puise Henry.³²

Quant aux centres urbains de la région, Bouchette les décrit comme suit lors de son passage en 1815. À propos de Chambly, il écrit :

*« Le village de Chambly [...], non loin du fort; il contient 90 ou 100 maisons, la plupart de bois, qui forment une principale rue (sic). À l'extrémité sud du village sont plusieurs grands moulins précieux, qui appartiennent au Général Christie Burton; ils sont situés tout près du rapide de Chambly, ce qui leur donne l'avantage de pouvoir travailler dans toutes les saisons de l'année: près des moulins est une belle maison seigneuriale, qui appartient au même particulier. »*³³

Sur le village de Saint-Jean, Bouchette en arrive à la même conclusion que Weld quelques années plus tôt. Il mentionne que :

« Dorchester mérite à peine le nom de ville, contenant tout au plus 80 maisons, dont plusieurs servent de magasins; mais probablement sous peu d'années il deviendra plus important, étant situé assez favorablement pour devenir, entre les deux provinces, tant en été qu'en hiver, l'entrepôt des marchandises qui y passent par terre ou par eau; pendant l'hiver il y a une communication très-active (sic) par le moyen des traîneaux qui voyagent sur

³⁰ André Charbonneau, *Les fortifications de l'île aux Noix : Reflet de la stratégie défensive sur la frontière du Haut-Richelieu aux XVIIIe et XIXe siècles*, Ottawa, Parcs Canada, 1994, p. 165.

³¹ Ludger Beauregard, *La vallée du Richelieu*, Thèse de Ph.D. (Géographie), Université de Montréal, 1957, p. 96.

³² Charbonneau, *op. cit.*, p. 165.

³³ Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada, avec des remarques sur le Haut-Canada, et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, W. Faden, 1815, p. 175-176.

la surface glacée des lacs et des rivières. Avant la guerre on y faisait un commerce très-étendu (sic) de bois de construction, et il est probable qu'il reprendra son activité avec le retour de la paix. »³⁴

Tableau I
Croissance démographique dans les seigneuries Christie (1825-1851)

Seigneurie	Paroisses	1825	1831	1846	1851
Bleury		1402	2283		
	Christieville				1294
	Saint-Athanase			4605	2682
	Saint-Alexandre				2203
Sabrevois		550	1124		
	Saint-Georges-d'Henryville			3622	4577
Noyan		1839	2429		
De Léry		4248	5422		
	Saint-Cyprien			3825	4495
	Saint-Valentin			2340	3052
Lacolle		1857	2154		
	Saint-Bernard			3228	3483
Total		9896	13 412	17 620	21 786
Augmentation (%)		-	36	31	24
Augmentation 1825-1851 (%)				120	

Source : Recensement du Canada, tiré de Françoise Noël, *Gabriel Chritie's Seigneuries, Settlement and Seigneurial Administration in the Upper Richelieu Valley, 1764-1854*, Thèse de Ph.D., Université McGill, 1985, p. 153.

Bien que la description faite par Bouchette ne semble pas faire état d'un développement avancé des principaux pôles du Haut-Richelieu, il en ressort tout de même une réflexion assez exacte sur la croissance à venir. Jacques Castonguay confirme les propos tenus par Bouchette au XIX^e siècle. Il mentionne que la ville connaît un grand essor. Les importations et les exportations y sont considérables. Saint-Jean, alors quatrième port au Canada, reçoit en 1822

³⁴ *Ibid.*, p. 177. Souligné par l'auteur du mémoire.

pour £223 209 de marchandises, tandis qu'il en exporte pour £91 925. Toutes les voies de communication sont alors améliorées.³⁵

Tableau II
Quelques populations villageoises du Haut-Richelieu

Village	1831	1851
Chambly	443	1190
Saint-Mathias	379	345
Christieville	713	1294
Saint-Valentin	-	3052
Clarenceville	-	267
Saint-Bernard	-	3483
Saint-Jean (Dorchester)	878	2916
Blairfindie	-	466

Source : Données tirées de Serge Courville, *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990, p. 281-284.

Progressivement, le paysage du Haut-Richelieu se transforme. Des sentiers et des routes commencent à parsemer ce territoire jusqu'alors à peine habité, réunissant ainsi les petites agglomérations qui, dans certains cas, connaissent une évolution rapide. Par exemple, en 1817, une route principale est aménagée, reliant ainsi la pointe de la baie Missisquoi à Christieville (Iberville) face à Saint-Jean.³⁶ Quelques années plus tôt, Joseph Bouchette écrivait à ce sujet :

« Une nouvelle route, appelée la Barrière de Bedford, qui traverse diagonalement la seigneurie jusqu'à la rivière, vis-à-vis le Fort St. Jean, a été tracée et arpentée sur le terrain, et se continue à présent. Elle a été entreprise par une compagnie qui a obtenu un acte du parlement provincial à cet effet: quand elle sera finie, elle ajoutera beaucoup à la valeur de cette propriété et

³⁵ Jacques Castonguay, *Le fort Saint-Jean : trois siècles d'histoire*, Montréal, Éditions du Lévrier, 1965, p. 83.

³⁶ Charbonneau, *op. cit.*, p. 167.

*des autres par où elle passera, en ouvrant une communication plus courte avec Montréal, et en rendant plus aisée la correspondance avec des places éloignées. »*³⁷

Donc, « between 1815 and 1835 the Upper Richelieu Valley began to lose its frontier appearance as villages and rural industries emerged and schools and churches were built.»³⁸ Au grand désarroi des militaires qui voient ainsi une frontière naturelle disparaître,³⁹ les garnisons britanniques du Haut-Richelieu évoluent dans un milieu en plein développement entre 1812 et 1836.

Les postes militaires de la vallée des forts (1812-1836)

Tout au long de l'histoire coloniale canadienne, le Haut-Richelieu représente un milieu important pour le développement et la défense de la colonie, qu'elle soit française ou britannique. Depuis longtemps, le couloir navigable de la rivière Richelieu et du lac Champlain a été d'une importance capitale pour le développement économique. Avant même l'arrivée des Européens, les Amérindiens avaient fait du Richelieu une importante voie de communication et d'échanges. Avec la canalisation du Richelieu et de la rivière Hudson au XIX^e siècle, ce couloir permet d'importants échanges commerciaux entre New York et Montréal. Ce corridor est aussi reconnu pour sa valeur stratégique. L'une des principales voies d'invasion, la rivière Richelieu joue un rôle important dans la plupart des conflits impliquant le Canada entre le XVII^e et le XIX^e siècle. Que ce soit lors des guerres iroquoises, des conflits opposant la France et la Grande-Bretagne sur le continent nord-américain ou encore durant les luttes armées entre les colonies

³⁷ Bouchette, *op. cit.*, p. 187-188.

³⁸ Noël, *The Christie Seigneuries. Estate Management...*, p. 75.

³⁹ Voir à ce sujet André Charbonneau, *op. cit.*, chapitre 4, intitulé « L'articulation d'une nouvelle stratégie défensive », p. 159-194.

britanniques d'Amérique et les États-Unis, la rivière Richelieu a été constamment le théâtre d'opérations de premier plan.⁴⁰

De la guerre de 1812 aux Rébellions

Bien que la vallée du Richelieu demeure un lieu majeur pour la défense de la colonie, à la veille de la guerre, les postes militaires sont en mauvais état. Dans un rapport à Castlereagh en 1809, le gouverneur Craig explique que :

*« Reverting to the principal and certainly most probable Route which an Enemy could take, vizt that of Lake Champlain, it most be remark'd and it is much to be lamented, that we are totally cut off from the Lake, on which we have not a single vessel of any description nor could we now venture to build because having no Fort under cover of which they could be constructed and not having any body of troops which could be posted there for their protection. The proximity of the American settlements would furnish them with every facility for interrupting the work and destroying the vessels or materials that might be collected. »*⁴¹

En 1811, dans son rapport sur l'état des postes militaires, l'ingénieur Ralph H. Bruyères ajoute que les fortifications de Saint-Jean et de l'île aux Noix ne valent même pas la peine d'être réparées.⁴²

Pourtant, Bouchette souligne avec raison que « la rivière Richelieu et la route auprès d'Odell Town (sic) étant les deux principaux points d'entrée dans le Bas Canada (sic), ont fait dernièrement de cette place la scène des opérations militaires [...] »⁴³ D'ailleurs, les Américains prévoient concentrer leurs opérations sur le territoire compris entre le Richelieu et le Saint-Laurent. Que ce soit l'intervention de Henry Dearborn en 1812, l'expédition de Wade Hampton sur la Châteauguay en 1813, ou encore la marche de James Wilkinson en 1814, les trois

⁴⁰ Charbonneau, *op. cit.*, p. 11.

⁴¹ Craig cité par Charbonneau, *Ibid.*, p. 126.

⁴² ANC, RG8, I, vol. 1706, p. 161-162, microfilm, « Report on the State of Fortified Military Posts in both the Canadas », R. Bruyères, 24 août 1811. Déjà à la fin du XVIII^e siècle, Isaac Weld présentait le mauvais état des fortifications de Saint-Jean : « *The fortifications are entirely out of order, so much so that it would be cheaper to erect fresh works than to attempt to repair them.* » Dans Isaac Weld, *op. cit.*, p. 174-175.

⁴³ Bouchette, *op. cit.*, p. 184.

opérations empruntent la route principale longeant le lac Champlain et la rivière Richelieu, et toutes traversent la frontière à Odelltown. La stratégie américaine décide donc les autorités britanniques à restaurer et à améliorer leur système de défense dans la vallée du Richelieu. Le poste de Chambly y joue un rôle considérable. Les autorités y érigent un complexe militaire devant servir de dépôt et de point de rassemblement des troupes et des provisions en prévision des opérations le long de la frontière.

Quoique présenté par Bouchette comme « principale station » de la marine britannique,⁴⁴ le fort Saint-Jean tient le rôle d'arsenal pour la base navale établie sur l'île aux Noix. Devenue la principale base du couloir navigable Richelieu-lac Champlain du fait de l'aménagement d'un chantier de construction navale, l'île aux Noix constitue un important complexe pour les forces armées britanniques. D'ailleurs, Joseph Bouchette la décrit en ces termes :

« [...] elle est à 10½ milles de la frontière, dans une excellente position pour arrêter toute communication par eau avec le Lac Champlain (sic); conséquemment c'est une position militaire très-importante (sic), qui a été fortifiée avec tout le soin que mérite sa situation imposante. À l'ouest de cette île (sic), le principal ouvrage est un fort irrégulier, très bien construit, et d'une grande force, entouré d'un fossé, et garni de canons de gros calibre; en avant, à une courte distance, sont deux forts moins considérables, mais fortifiés en proportion, aussi entourés de fossés: il y a en outre plusieurs redoutes sur différens (sic) points où un ennemi entreprenant pourrait former des attaques. En 1814, l'île fut encore fortifiée d'une chaîne qui s'étendait à travers la rivière, et une ligne de chaloupes canonnières fut amarrée dans une direction telle que leur feu pouvait enfilier tout le passage; par ce moyen elle était toujours à l'abri de l'attaque, quand même l'ennemi aurait eu sur le lac une force qui n'eût pas éprouvé d'opposition. À l'extrémité orientale du fort est un chantier pour la construction des vaisseaux, et c'est là que fut lancée la Confiance de 32 canons. »⁴⁵

Malgré le revers subi par les forces armées britanniques dans la région de Plattsburgh en septembre 1814, les effectifs militaires restent importants dans les postes du Richelieu jusqu'à l'annonce de la fin des hostilités en 1815. Les autorités métropolitaines et coloniales,

⁴⁴ *Ibid.*, p. 178.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 181.

préoccupées par la sauvegarde de leurs colonies canadiennes, mettent alors en place une nouvelle stratégie de défense en Amérique du Nord britannique.

Avec la fin des guerres napoléoniennes, la Grande-Bretagne entreprend de sabrer dans les dépenses militaires. Pourtant, l'administration britannique investit des montants considérables afin de mettre en place un nouveau système de défense dans les Canadas. Les Britanniques entreprennent donc d'importants chantiers militaires visant à doter les colonies canadiennes d'un système de fortifications. L'armée établit des citadelles à Québec et à Halifax. Une nouvelle fortification voit le jour à Kingston. Les militaires améliorent aussi les communications entre le Haut et le Bas-Canada. Afin de défendre adéquatement Montréal, de nouvelles fortifications sont construites à l'île Sainte-Hélène et, sur le Richelieu, à l'île aux Noix.

Les effectifs militaires dans le Haut-Richelieu (1812-1836)

Comme nous venons de le constater, les principaux postes du Richelieu jouent un rôle primordial dans la défense du territoire. À l'aide des chiffres présentés par différents chercheurs, considérons maintenant l'importante présence des troupes britanniques entre la guerre de 1812-1814 et les années 1830.

Tout d'abord, le tableau III nous permet de constater que les autorités britanniques avaient renforcé leurs garnisons au Canada avant même le déclenchement des hostilités. Le climat de tensions qui caractérise les relations entre les Américains et les Britanniques dans la première décennie du XIXe siècle explique cette situation. D'une part, les blocus commerciaux que s'imposent mutuellement la France et la Grande-Bretagne et l'inspection des navires neutres entraînent d'importantes tensions avec les États-Unis.⁴⁶ D'autre part, l'arraisonnement du navire

⁴⁶ En effet, l'interdiction imposée par la flotte britannique à tout navire, même ceux battant pavillon neutre, d'accéder aux ports français et européens, crée certains remous chez les voisins du Sud qui se voient ainsi privés d'un négoce lucratif. Dans Charbonneau, *op. cit.*, p. 124. Voir aussi, George Stanley, *The War of 1812. Land*

américain *U.S.S. Chesapeake* par la marine britannique illustre bien la situation et marque un point culminant dans la rivalité qui oppose Anglais et Américains en Amérique du Nord.⁴⁷

Dans le contexte des guerres napoléoniennes, les autorités britanniques ne peuvent dépêcher massivement de nouvelles troupes dans leurs colonies. Toutefois, la défaite de Napoléon se traduit par une augmentation substantielle des effectifs de l'armée en 1814. Malgré tout, les effectifs présents dans le Haut-Richelieu sont très importants et représentent près de la moitié (48,1%) des troupes au Canada en 1813.⁴⁸ Cette situation s'explique par les opérations entreprises par l'état-major américain dans la région située entre le Saint-Laurent et le Richelieu entre 1812 et 1814.

Comme nous le verrons au chapitre trois, « à partir de 1812 [...] Chambly ne fut pas un lieu défensif, mais un camp militaire où la garnison pouvait facilement se déplacer vers plusieurs postes stratégiques pour la défense du pays. »⁴⁹ Cette situation explique donc la variation des effectifs au cours de la période 1812-1814, et plus particulièrement durant les années 1813 et 1814, où les opérations militaires dans la région requièrent une importante présence en hommes. Ce rôle de « plaque tournante » entraîne des va-et-vient d'effectifs qui rendent la présentation de chiffres exacts difficile, voire impossible. C'est pourquoi ces chiffres doivent être interprétés comme des minimas possibles.⁵⁰

Operations, Ottawa, Macmillan et Musées nationaux du Canada, 1983. Le deuxième chapitre de cet ouvrage traite principalement des années qui précèdent la guerre de 1812-1814.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 124.

⁴⁸ Ces chiffres ne tiennent pas compte des effectifs de la milice canadienne. Dans une telle situation, le pourcentage des troupes présentes aurait été encore plus élevé. Cette situation fait en sorte que les militaires étaient omniprésents dans la région du Richelieu au cours de la guerre de 1812-1814.

⁴⁹ Michelle Guitard, *Le camp militaire de Chambly (1812-1869)*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 416), 1980, p. 9.

⁵⁰ Pour les chiffres des années 1813, 1814 et 1815, les relevés mensuels des effectifs militaires sont faits en date du 25 de chaque mois. Voir *Ibid.*, p. 177-182.

Tableau III
Les troupes britanniques au Canada et
dans le Haut-Richelieu (1809-1836)⁵¹

Date	Canada	Richelieu	% des troupes dans le Richelieu	Date	Canada	Richelieu	% des troupes dans le Richelieu
1809	4806	N/D	N/D	1823	3249	314	9,7
1810	4217	N/D	N/D	1824	3302	181	5,5
1811	5134	N/D	N/D	1825	3122	161	5,2
1812	5702	749	13,1	1826	2978	365	12,3
1813	8727	4199	48,1	1827	3243	215	6,6
1814	15550	4636	29,8	1828	3411	258	7,6
1815	30824	1692	5,5	1829	3339	208	6,2
1816	9496	370	3,9	1830	3424	178	5,2
1817	5551	165	3,0	1831	3644	148	4,1
1818	4269	157	3,7	1832	3278	82	2,5
1819	4254	471	11,1	1833	2900	58	2,0
1820	3704	519	14,0	1834	2793	57	2,0
1821	3437	184	5,4	1835	2749	56	2,0
1822	3607	325	9,0	1836	2720	58	2,1

Source : Christian Rioux, *L'armée britannique au fort Lennox de 1819 à 1870 : organisation et effectifs*, Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 206), 1985, p. 13.

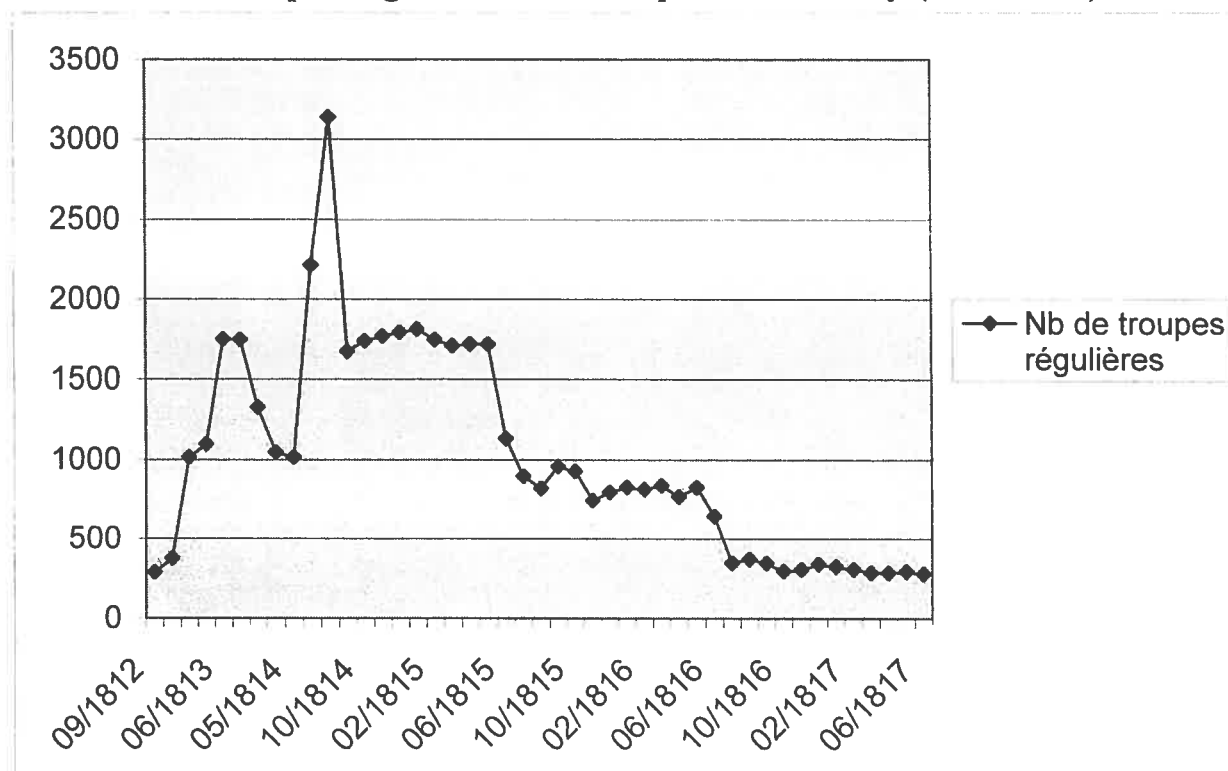
Les effectifs militaires présentés dans le tableau 4 n'incluent pas les effectifs de la milice canadienne. De nombreux ouvrages et documents d'archives mentionnent une importante présence des différents corps de milice à Chambly à l'époque de la guerre de 1812. Comme le mentionne Margaret Duffett, avant même le déclenchement des hostilités, le fort Chambly était le quartier général des Voltigeurs canadiens.⁵² De même, un *District Orders* de mai 1812 mentionne que « the party of the Light Infantry Canadian Voltigeurs in this garrison will be in readiness to proceed tomorrow morning at Six o'clock, under the command of Captain Perrault, to Chambly, where it will be stationed 'till further Orders. »⁵³

⁵¹ En plus de Chambly, de Saint-Jean et de l'île aux Noix, nous retrouvons, entre autres, les postes de Lacolle et de Blairfindie (L'Acadie). Ces derniers complètent le système défensif du Haut-Richelieu pendant la guerre de 1812. Cependant, la fin des hostilités les relègue à un rôle secondaire.

⁵² Margaret Duffett, « Fort Chambly during the War of 1812, dans Pierre Nadon *et al.*, *Fort Chambly : Interpretation Themes*, Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 169), 1966, p. 100.

⁵³ Archives de l'Université de Montréal, Collection Baby, P2/180 (microfiche 2612), *Brigade Majors Office*, Montréal, 17 mai 1812, Shekleton à Perrault.

Graphique I
Les troupes régulières britanniques à Chambly (1812-1817)



Source : Guitard, *Le camp militaire de Chambly...*, p. 176-184.

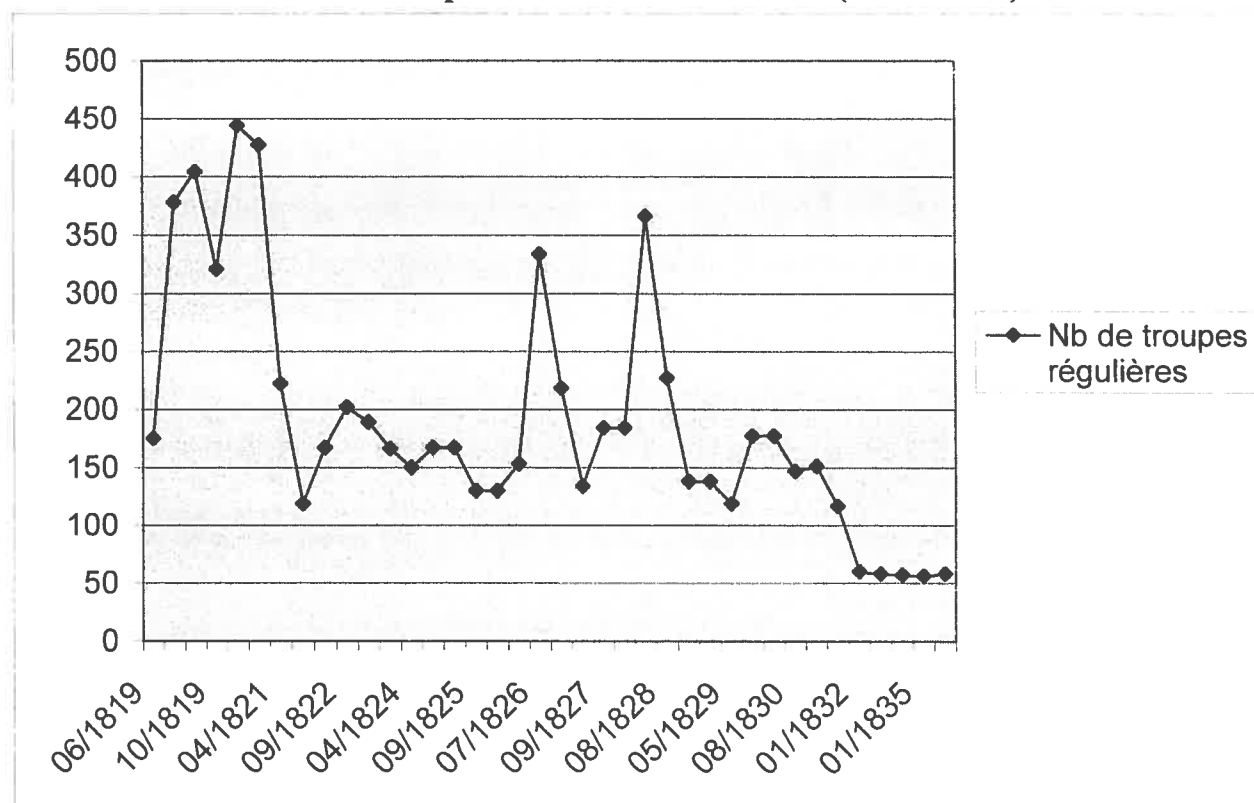
S'il faut en croire certains témoignages, les effectifs de la milice canadienne augmentent considérablement la présence militaire à Chambly. Joseph Bouchette écrivait que « [...] durant la saison des opérations, en 1812, 1813, 1814, il y a toujours eu une force considérable campée dans la plaine qui est auprès, et la dernière année cette force excédait 6000 hommes [...] »⁵⁴ En effet, à l'été 1814, les autorités britanniques regroupent leurs forces en vue des opérations qui auront lieu sur le lac Champlain. Le complexe militaire de Chambly sert alors de base de départ pour l'offensive sur Plattsburgh qui se soldera par un échec en septembre 1814.

Malgré la signature du traité de Gand à la fin de cette même année, les effectifs militaires à Chambly restent importants et ce, même durant la saison hivernale. Il faut attendre l'annonce

⁵⁴ Bouchette, *op. cit.*, p. 175.

de la fin de la guerre en 1815 pour voir une diminution considérable de la population militaire au camp de Chambly.

Graphique II
Les effectifs présents à l'île aux Noix (1819-1836)



Source : Rioux, *L'armée britannique au fort Lennox...*, p. 11, 13 et 86-88.

Bien que les chiffres soient moins importants que ceux du camp militaire de Chambly pour la période précédente, il n'en reste pas moins que les effectifs sont élevés pour une garnison éloignée d'après-guerre. Encore une fois, des précisions sont nécessaires.

Certains pourraient s'étonner de la date des relevés pour la période. Dans son rapport sur le fort Lennox, Christian Rioux précise qu'aucune compilation détaillée de la série WO 17 existe avant 1832. La documentation note les effectifs par régiment avec le lieu du quartier général de chaque régiment ou bataillon. Sous la colonne « *on command* » sont comptabilisés les soldats

envoyés en détachement dans les postes éloignés.⁵⁵ Les chiffres présentés indiquent donc des maximas possibles. Par la suite, les effectifs sont inventoriés officiellement une fois par mois, habituellement en date du 1^{er} du mois.

De 1819 à 1829, les données apparaissent surtout pour les mois de mai à novembre. En fait, nous avons voulu lier les effectifs militaires aux travaux de construction qui se déroulaient au cours de ces mois de l'année. En effet, les autorités militaires utilisaient leurs troupes dans la construction des fortifications (fossé et rempart) du fort Lennox. C'est pourquoi les chiffres des années 1819-1821 révèlent une importante garnison.

En ce qui a trait aux années 1822-1829, nous constatons une diminution des effectifs présents à l'île aux Noix avec quelques périodes d'augmentation. Cette situation s'explique par les problèmes encourus pendant la construction du fort Lennox. En effet, une lettre mentionnant l'affaissement d'une partie des remparts de la fortification nous permet de croire à une hausse des effectifs à la fin de l'été 1824.⁵⁶ André Charbonneau mentionne que « dès 1828, nouveau cri d'alarme, le revêtement du rempart ne tient plus en plusieurs endroits, particulièrement sur le front sud et au ravelin. »⁵⁷ Les fluctuations sont donc liées aux besoins en main-d'œuvre de l'armée.

Pour la période suivant la construction du fort Lennox, nous notons une baisse considérable des effectifs de la garnison. Comme nous le verrons plus en détails au chapitre quatre, l'importance stratégique de l'île aux Noix avait été remise en question avant même la fin des travaux. Le contexte de paix entourant les relations entre les Britanniques et les Américains

⁵⁵ *Ibid.*, p. 12.

⁵⁶ ANC, RG8, I, vol. 420, p. 1-2, microfilm, bobine C-2943, *Royal Engineer Office*, Montréal, 3 août 1824, E.W. Durnford, Lieutenant-colonel Royal Engineer, à Dalhousie.

⁵⁷ Charbonneau, *op. cit.*, p. 237.

permet aussi à l'administration militaire de diminuer les effectifs postés à l'extérieur des grands centres.

Au cours du premier tiers du XIX^e siècle, la colonisation et le développement du Haut-Richelieu entraînent de profondes transformations. La population s'accroît, les moyens de communication se développent, modifiant ainsi le paysage de la région. Malgré une évolution du milieu, l'importance militaire reste, quant à elle, inchangée. Depuis les débuts de la colonie, l'axe rivière Richelieu-lac Champlain est considéré comme une voie d'invasion. Les opérations entreprises au cours de la guerre de 1812 et la stratégie défensive adoptée au lendemain de la guerre démontrent une certaine continuité de l'importance de la région dans l'histoire militaire canadienne.

Les effectifs de l'armée britannique au Canada et, plus précisément dans la vallée du Richelieu, fluctuent, quant à eux, selon le contexte international et la conjoncture militaire. Néanmoins, les effectifs militaires dans la vallée des forts représentent en moyenne 8,8% du total des effectifs de l'armée britannique au Canada entre 1812 et 1836. En nombre réel, cela se traduit par des effectifs d'environ 630 hommes. Par comparaison, à la même époque, la garnison britannique à Québec se chiffrait en moyenne à 1 400 hommes. La région du Richelieu est donc un secteur très important aux yeux des autorités militaires. Mais cette présence importante engendra-t-elle des impacts au niveau du développement de cette région et de sa population? C'est ici que débute notre enquête.

CHAPITRE DEUX

Les modalités générales d'approvisionnement de l'armée : annonces et contrats

Pendant la période étudiée, le ravitaillement de l'armée britannique au Canada est principalement effectué à partir de la colonie en entretenant une relation d'affaire avec la société civile canadienne. Les forces armées britanniques sont loin de veiller à leur ravitaillement par voie de réquisitions et, semble-t-il, n'utilisent en aucun temps la force. D'ailleurs, au cours de la guerre de 1812, les autorités ont tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec la population qui représente, par le biais de la milice, une large part des effectifs militaires disponibles, surtout dans les premières années du conflit.⁵⁸

Les principes et politiques de l'approvisionnement des forces armées

Les politiques et instructions générales concernant le ravitaillement colonial datent des guerres napoléoniennes. Celles-ci sont élaborées et détaillées, ce qui indique l'importance que leur accorde le ministère des Finances. Elles requièrent des officiers du *Commissariat* qu'ils s'informent localement de la meilleure façon de subvenir aux besoins de l'armée si l'approvisionnement ne s'effectue pas directement de la métropole.⁵⁹ C'est d'ailleurs à partir du moment où les ressources locales sont mises à contribution que le rôle des hommes du *Commissariat* devient nécessaire aux forces armées britanniques. Dans la mesure où ceux-ci se soumettent aux directives du commissaire en chef, ils sont laissés juges des moyens les plus efficaces à employer.⁶⁰

Avec le retour de la paix, le ministère des Finances souhaite standardiser la façon de travailler des commissaires généraux à travers l'empire. La période d'accalmie permet à la Grande-Bretagne d'étendre à l'ensemble de son armée l'approvisionnement par contrats. Pour ce

⁵⁸ René Chartrand, *Le patrimoine militaire canadien d'hier à aujourd'hui*, Tome II; 1755-1871, Outremont, Art Global, 1995, p. 96-97 et J. Mackay Hitsmann, *Safeguarding Canada, 1763-1871*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, p. 79-82.

⁵⁹ Roch Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses militaires au Canada (1815-1830)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1995, p. 107.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 108.

faire les forces armées doivent respecter, en toutes occasions, les principes suivants : une compétition publique, ouverte et équitable. Comme le mentionne Legault, ceux-ci constituent « la meilleure garantie d'utilisation efficace des deniers publics et l'assurance contre leur dilapidation. »⁶¹ C'est donc la libre concurrence qui oriente les décisions du personnel des différents départements de l'armée, en particulier les employés du *Commissariat*. Pour ce faire, les forces armées ont recours au marché.⁶²

Pour rejoindre le plus vaste éventail de fournisseurs possibles et ainsi susciter la compétition, l'annonce des soumissions dans les journaux devient primordiale. Pour ce faire, l'officier responsable du *Commissariat* procède par étapes. Dans un premier temps, il informe le commandant. Puis, il fait paraître les renseignements relatifs à l'appel d'offre, à moins qu'ils ne soient trop compliqués ou nombreux. « Dans ce cas, ils doivent être disponibles en entier au bureau du *Commissariat* local ou encore au bureau des ingénieurs royaux. »⁶³ Quoiqu'il en soit, une annonce paraît dans les journaux en reprenant les grandes lignes du service ou des produits recherchés. La période d'affichage de l'annonce est laissée à la discrétion du *Commissariat*.⁶⁴ Afin de respecter leurs propres principes, les autorités doivent allouer, comme le souligne Legault, « suffisamment de temps pour recevoir le plus grand nombre d'offres possibles et, idéalement, permettre ainsi à tous les fournisseurs potentiels de se manifester. »⁶⁵ Nous discuterons plus loin du délai généralement accordé dans le district de Montréal.

Une fois reçues, les soumissions scellées sont décachetées par l'officier supérieur du *Commissariat* et celui du département des comptes de la garnison. Les deux responsables dressent alors une liste des soumissions reçues et recommandent au commandant en chef celle

⁶¹ *Ibid.*, p. 108.

⁶² *Ibid.*, p. 108.

⁶³ *Ibid.*, p. 109.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 109.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 109.

qui devrait être acceptée. Leur présence est formellement souhaitée par Londres qui y voit une précaution pour « l'économie des deniers publics et pour un choix plus éclairé. »⁶⁶ Un autre principe guide la conduite des liens d'affaires de l'armée britannique : en tout temps, l'offre retenue doit être la moins élevée. Dans le cas contraire, la raison doit être clairement indiquée sur le rapport acheminé au commandant. Ce dernier approuve le choix effectué en apposant sa signature au bas de la liste des soumissions.⁶⁷

En recevant l'accord du commandant, l'officier du *Commissariat* poursuit son travail. Il dresse alors lui-même ou fait dresser le contrat. Il y inscrit « les mesures contractuelles nécessaires afin de s'assurer que le fournisseur livre les produits ou exécute son travail tel que promis. »⁶⁸ Comme l'explique Legault, il s'agit du dernier élément de la procédure du ministère des Finances, « celle de la sécurité de l'approvisionnement, la pierre angulaire des exigences des militaires proprement dit. »⁶⁹

L'approvisionnement des forces armées britanniques au Canada repose donc sur la libre concurrence entre les fournisseurs et la sécurité dans l'exécution de la tâche. Pour l'historien, différents types de sources peuvent permettre de rendre compte des principes et pratiques de l'activité commerciale des militaires britanniques dans la colonie canadienne.

Les appels d'offres dans les journaux : 1812-1830

Comme nous l'avons déjà mentionné, le début du XIXe siècle marque un tournant dans la façon de ravitailler les troupes britanniques au Canada. Progressivement, les autorités militaires, par l'entremise des différents départements des forces armées, ont recours aux journaux

⁶⁶ *Ibid.*, p. 111.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 111.

⁶⁸ ANC, RG8, I, vol. 123, p. 166, microfilm, bobine C-2683, *Treasury Chambers, Commissariat Department*, 25 juillet 1818, Circular no. 15, cité par Legault, *Ibid.*, p. 112.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 113.

coloniaux pour faire connaître leurs besoins à la sphère civile. Sur le plan pratique, nous sommes conscients que le dépouillement des différents journaux ne couvre pas entièrement la période étudiée (1812-1836). La période allant de 1812 à 1830 se caractérise par une intensité peu commune des activités des forces armées britanniques au Canada. Les activités militaires tendent à décroître dans les années 1830 avant de reprendre lors des troubles de 1837-1838.

De même, l'état de la recherche nous a contraint à subdiviser notre période. En effet, au cours de ses recherches doctorales, Roch Legault avait dépouillé plusieurs journaux montréalais de la période 1815-1830.⁷⁰ Nous avons donc complété le dépouillement de quelques-uns de ces journaux afin d'inclure la période de la guerre de 1812-1814. De plus, nous avons inclus dans notre dépouillement un journal québécois. En effet, dans un contexte de guerre, les autorités militaires cherchent à s'assurer d'un marché aussi large que possible. C'est pourquoi, nous étudierons les appels d'offres que font paraître les forces armées dans les journaux coloniaux pendant et après le conflit afin d'y voir les continuités et les ruptures du système de ravitaillement au Canada.

Description des appels d'offres

Les appels de soumission prennent une forme similaire tout au long de la période (1812-1830). La partie principale de l'annonce se compose généralement des éléments suivants : la quantité et la description du bien, les dates et lieux de livraison ou la description sommaire des travaux à entreprendre; le lieu, la date et l'heure de clôture de l'appel; les exigences posées aux soumissionnaires (trouver des répondants pour garantir leur offre, être en mesure de fournir une quantité minimale); la date de la rédaction de l'appel et l'identification du département des forces armées qui s'adresse au public.

⁷⁰ Il s'agit de la *Gazette de Montréal*, du *Montreal Herald*, du *Montreal Courant* et du *Canadian Spectator*.

Les appels d'offres se présentent généralement avec les titres anglais de « *Government Contract* », « *Army Contract* » ou sous les titres français de « contrat pour le gouvernement » ou « contrat pour l'armée ». Ces titres paraissent en lettres majuscules et en gros caractères bien qu'à quelques reprises d'autres présentations sont retenues. Les simples mots « *Notice* », « *Wanted* » ou « *Advertisement* » ou la formule « *To Contractor* » apparaissent ainsi en quelques occasions. Les annonceurs des forces armées qui utilisent ces en-têtes sont souvent étrangers au département du *Commissariat*.⁷¹

C'est ce dernier département des forces armées qui fait paraître la majorité des annonces tel que le stipule le règlement. Néanmoins, nous retrouvons des appels d'offres d'officiers appartenant au département de la Marine ainsi qu'au département du Génie et de l'Artillerie. De plus, à l'époque de la guerre, le quartier-maître général des Milices fait paraître à quelques reprises des annonces, majoritairement pour de l'équipement militaire.⁷²

Les années de guerre

De 1812 aux premiers mois de 1816, les forces armées et navales britanniques ont recours à 223 reprises aux journaux coloniaux pour annoncer leurs besoins, ce qui tend à démontrer l'importance des journaux dans le système de ravitaillement des forces armées britanniques au Bas-Canada. Contrairement à la période suivante, les appels d'offres sont majoritairement bilingues (82,5%) et sont répartis de la sorte dans les journaux coloniaux favorables au pouvoir établi : 102 annonces dans la *Gazette de Québec*,⁷³ 80 dans la *Gazette de Montreal* et 41 dans le *Montreal Herald*. Journal bilingue, c'est-à-dire qu'il est traduit de

⁷¹ Legault, *op. cit.*, p. 232.

⁷² Les annonces provenant du bureau du quartier-maître général des Milices paraissent le 5 janvier 1813 et le 12 janvier 1813 dans la *Gazette de Montréal*, et le 7 janvier 1813, le 14 janvier 1813, le 2 septembre 1813 et le 9 septembre 1813 dans la *Gazette de Québec*.

⁷³ Selon Claudette Lacelle, même si son contenu est davantage orienté vers les nouvelles internationales et ne consacre que quelques paragraphes aux nouvelles locales, il est, par contre, celui qui publie tous les documents officiels du gouvernement. Dans Claudette Lacelle, *La garnison britannique dans la ville de Québec d'après les journaux de 1764 à 1840*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 183), p. 3.

l'anglais au français jusqu'en 1832, la *Gazette de Québec* paraît une fois par semaine. Dans sa mise en page, la *Gazette de Québec* fait une place importante aux appels d'offres, les mettant grandement en évidence. La *Gazette de Montreal* et le *Montreal Herald* sont aussi des hebdomadaires. Dans le cas de la *Gazette de Montréal*, toutes les annonces sont bilingues. Quant au *Montreal Herald*, les annonces paraissent à 71% en anglais seulement au cours de la guerre. D'après Legault, le *Montreal Herald* fait paraître des annonces bilingues l'espace de quelques mois en 1822 « pour ensuite disparaître sans que jamais l'expérience ne soit reprise. »⁷⁴

Nous avons divisé les appels d'offre en quatre catégories de contrats. La première concerne les provisions : il s'agit principalement de produits comme la viande de bœuf, la farine, les pois et les biscuits. La deuxième catégorie comprend des denrées non comestibles; en font partie le bois de chauffage, le foin, la paille et les matériaux de construction. Dans la troisième catégorie, nous avons inclus les appels de services pour le transport d'équipement ou encore pour la construction et la réparation de bâtiments. Enfin, la dernière catégorie correspond aux demandes en fournitures militaires telles les bottes, les havresacs et les gamelles; les annonces de cette dernière catégorie présentent les besoins des milices bas-canadiennes et non des régiments de l'armée régulière. Le tableau IV présente la répartition des annonces selon les différentes catégories de contrat.

En 1815 et 1816, nous constatons une baisse des annonces dans les journaux concernant les provisions et les fournitures militaires. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les réserves issues de la guerre sont encore élevées et les effectifs militaires sont à la baisse. Quant aux denrées non comestibles et les appels de service, elles représentent la majorité des annonces passées en 1815. De plus, nous remarquons qu'une grande part de ces demandes concerne la garnison et la propriété militaire de Québec.

⁷⁴ Legault, *op. cit.*, p. 229.

Tableau IV
Répartition des annonces d'après les catégories de contrat

Catégories de contrat	Nombre d'annonces	Proportion (%)
Denrées de bouche	93	41,7
Denrées non comestibles	88	39,5
De service	16	7,2
Fournitures militaires	26	11,7

Les garnisons de Québec et de Montréal font connaître leurs désirs de recevoir des soumissions à 93 reprises chacune. Ces annonces mentionnent l'une et/ou l'autre des villes. À 73 occasions au cours de la période de guerre, les annonces présentent les besoins de l'ensemble ou de plusieurs des postes du Bas-Canada. Il s'agit des postes de Québec et de Trois-Rivières ainsi que des postes du district de Montréal qui englobent les garnisons de Montréal, Lachine, Coteau-du-Lac, Longueuil, Blairfindie, Chambly, Saint-Jean et de l'île aux Noix.

Tableau V
Nombre d'annonces et d'appels de soumission parus par année

ANNÉES	ANNONCES	APPELS DE SOUMISSION
1812	58	14
1813	50	12
1814	80	17
1815	32	15

Les 223 parutions démontrant les besoins des forces armées britanniques représentent un total de 58 appels de soumission. L'étude de ces annonces nous permet de connaître la place des postes de la vallée du Richelieu, notamment Chambly et l'île aux Noix. Bien qu'aucune annonce ne soit passée pour combler les besoins spécifiques de ces derniers, la place des garnisons du Richelieu est relativement importante; 66 parutions font état de leurs besoins, pour un total de 11 appels de soumission. Cela nous semble plutôt limité, considérant l'importance militaire de cette région au cours de la guerre de 1812-1814. Cependant, cette situation tend peut-être à démontrer la place centrale occupée par Montréal et Québec dans les décisions relatives au ravitaillement des différents postes du Bas-Canada. Afin d'accélérer le processus de ravitaillement en période de guerre, les autorités annoncent sans doute qu'une part seulement de leurs besoins dans les journaux, comblant l'autre partie en contractant directement avec la population.

Quoiqu'il en soit, les besoins des nombreux postes du district de Montréal font l'objet de parutions dans lesquels on précise les besoins spécifiques des garnisons comme Chambly et l'île aux Noix. En 1812-1813, la majorité des annonces a trait aux denrées de bouche, le reste des besoins étant remplis par l'entremise de Montréal et de Québec. Précisons que les besoins de l'île aux Noix apparaissent tardivement en 1812. En effet, ce n'est qu'à l'automne de cette même année que le poste est réactivé par les autorités britanniques. En 1814, probablement en prévision des opérations dans la vallée du lac Champlain, les journaux démontrent que la garnison de Chambly devient un point important pour le ravitaillement des troupes au même titre que Québec et Montréal. Entre 1812 et 1815, les denrées de bouche, principalement le bœuf et les pois, représentent la majorité des produits demandés par les postes du Richelieu. Cependant, en 1815,

nous voyons apparaître des annonces pour des produits tels la paille, l'avoine et le foin. Cette situation témoigne de la présence des régiments de cavalerie à Chambly à la fin de la guerre.⁷⁵

Les années d'après-guerre

De 1816 à 1830, 318 appels de soumission concernant les forces armées britanniques apparaissent dans les journaux. Malheureusement, nous ne connaissons pas la répartition des annonces dans les différents journaux dépouillés par Legault, c'est-à-dire dans la *Montreal Gazette*, le *Montreal Herald*, le *Montreal Courant* et le *Canadian Spectator*.

Entre 1815 et 1818, relativement peu d'appels d'offres paraissent dans les journaux, car les réserves issues du conflit de 1812-1814 sont encore élevées et les effectifs militaires sont en baisse. À partir de 1819, le nombre d'annonces augmente et passe à un peu plus d'une vingtaine par année durant les années 1820 et se maintient à ce niveau avec régularité. Plus d'une trentaine d'annonces paraissent à partir de 1829, moment où la construction du canal Rideau atteint sa vitesse de pointe.⁷⁶

Parmi les 318 appels d'offres, 24 portent la mention du département du Génie et de l'Artillerie (*Ordnance Office*), des ingénieurs royaux (*Royal Engineers*) ou du groupe des officiers (*Respective Officers*)⁷⁷. Notons aussi que 21 appels d'offres portent la mention du département de la Marine (*Naval Department*).⁷⁸ Comme le souligne Legault, « les annonces de

⁷⁵ Michelle Guitard, *Le camp militaire de Chambly (1812-1869)*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 416), 1980, p. 15.

⁷⁶ Legault, *op. cit.*, p. 230.

⁷⁷ Les services dépendant du *Master General of Ordnance* sont dirigés au Canada par le comité des *Respective Officers* formé du commandant des *Royal Engineers*, du commandant du *Royal Artillery* et du *Storekeeper General of Ordnance* qui résident au quartier général. Des comités subalternes de *Respective Officers* sont également formés dans les chefs-lieux de district, par exemple Montréal, et dans les postes de garnison. Selon Christian Rioux, la formation de ce comité ressemble plus à une procédure administrative de routine qu'à un comité décisionnel, car les réquisitions, suggestions ou demandes sont acheminées aux *Respective Officers* du district de Montréal et du quartier général. Dans Christian Rioux, *L'armée britannique au fort Lennox de 1819 à 1870 : organisation et effectifs*, Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 206), 1985, p. 31.

⁷⁸ Legault, *op. cit.*, p. 233.

ces deux départements sont de l'ordre de l'exceptionnel ou de l'urgent. »⁷⁹ La grande majorité des annonces publiées dans les journaux relève donc du département du *Commissariat* de Québec et plus particulièrement de Montréal.

Tableau VI
Nombre d'appels d'offres par année

ANNÉE	APPELS DE SOUSSION	ANNÉE	APPELS DE SOUSSION
1815	3	1823	18
1816	5	1824	19
1817	6	1825	29
1818	9	1826	29
1819	13	1827	24
1820	29	1828	22
1821	22	1829	34
1822	24	1830	32

Source : Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses...*, p. 230.

Néanmoins, d'après Legault, « le poste de Québec fait connaître ses désirs de recevoir des soumissions pour plusieurs postes ou pour l'ensemble des postes du Bas-Canada à 8 occasions sur les 25 annonces parues au nom du commissaire général dans les journaux montréalais. »⁸⁰ Entre autres, il s'agit de trouver du transport entre la ville de Québec et les autres garnisons du territoire. Cependant, au tout début de la période, deux annonces sont pour

⁷⁹ *Ibid.*, p. 233.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 234-235.

l'approvisionnement en bœuf pour tout le Bas-Canada et « elles rappellent que les forces armées recherchent une plus grande centralisation du ravitaillement des troupes. »⁸¹

Bien que l'étude de Legault porte sur le milieu montréalais, il nous est possible de faire ressortir la place des postes du Richelieu, notamment de l'île aux Noix. Les appels d'offres les plus nombreux du *Commissariat* à l'extérieur de Montréal concernent l'île aux Noix et l'île Sainte-Hélène, avec respectivement 55 et 53 demandes de la part des militaires.⁸² Les travaux qui ont cours durant la période en sont la principale raison. Quant à Chambly, les effectifs militaires étant à la baisse après la guerre, la garnison se compose, jusqu'en 1823, d'un détachement d'une centaine d'hommes du *Royal Staff Corps*⁸³. Néanmoins, pas moins de 48 directives de livraison pour Chambly paraissent dans les journaux montréalais.⁸⁴

Au cours de la période d'après-guerre, les forces armées achètent une grande variété de biens. Nous retrouvons de nombreux appels d'offres pour la construction, la réparation, l'entretien et le transport. Comme nous l'avons précédemment mentionné, cette période est caractérisée par de nombreux travaux et chantiers de construction. Quant à la demande pour les denrées de bouche et les denrées non comestibles, elle reste importante malgré la baisse marquée des effectifs dans les années 1820. En effet, les autorités militaires se trouvent toujours avec quelques milliers de bouches à nourrir quotidiennement. Par contre, comparativement à la période précédente, les quantités demandées par les forces armées sont moins importantes lorsqu'elles font l'objet d'une mention spécifique.

⁸¹ *Ibid.*, p. 235.

⁸² *Ibid.*, p. 240.

⁸³ Il s'agit d'une équipe d'ingénieurs qui n'est pas rattachée au Conseil du Génie et de l'Artillerie (*Board of Ordnance*), mais qui relève du Grand quartier général. L'existence de ce groupe d'ingénieurs fut brève (1799 à 1838).

⁸⁴ Legault, *op. cit.*, p. 241.

La fin de la période : 1830-1836

À la fin de la période étudiée, les principes et pratiques de l'armée sont modifiés, l'administration « décentralisée ». Ce n'est plus aux officiers du *Commissariat* à Montréal à qui revient la tâche d'annoncer les besoins des différentes garnisons, mais bien à ses représentants locaux. À plusieurs occasions entre 1830 et 1836, le représentant du *Commissariat* au fort Lennox annonce les besoins de la garnison par l'entremise des journaux montréalais. Par exemple, le 17 novembre 1830, un appel de soumissions paraît dans la *Gazette de Montréal* pour la livraison de diverses denrées (viande fraîche, avoine, paille, foin, pain et biscuits) à l'île aux Noix et à Saint-Jean. Les soumissions devront être reçues par l'officier du *Commissariat* à l'île aux Noix. Les autorités militaires conservent l'exigence des deux répondants.⁸⁵

Les délais d'affichage : 1812-1830

Les instructions de Londres stipulent que les forces armées doivent laisser suffisamment de temps à tous les fournisseurs potentiels de se manifester. Cette règle est respectée pour l'ensemble de la période 1812-1830. Les annonces placées dans les journaux nous fournissent trois dates : celle de la rédaction du message par les autorités militaires, celle de la parution dans les journaux ainsi que celle de l'échéance pour faire parvenir les soumissions. Il s'agit donc de calculer le temps écoulé entre celles-ci pour vérifier si effectivement le délai prescrit est respecté. Nous devons cependant tenir compte de la date de la première parution, car les annonces paraissent généralement plus d'une fois. Pour la période 1812-1815, la normale se situe entre 2 et 4 semaines de parution alors qu'elle se situe entre 1 et 3 semaines pour la période 1815-1830.⁸⁶ Legault observe toutefois certaines exceptions. Il mentionne quelques annonces pour le *Naval*

⁸⁵ *La Gazette de Montréal*, 17 novembre 1830.

⁸⁶ Legault, *op. cit.*, p. 236.

Department à Kingston qui demeurent dans le journal pour plus d'un mois.⁸⁷ Par contre, à plusieurs reprises au cours de la guerre, les annonces paraissent jusqu'à 6 semaines dans les journaux ; situation pour le moins curieuse, considérant les besoins logistiques d'une armée en campagne militaire.

Pour toutes les annonces relevées entre 1812 et 1815, une moyenne de 24 jours sépare la parution de l'appel d'offres dans les journaux et la date limite pour faire parvenir les soumissions alors qu'elle est de 16 jours pour la période suivante.⁸⁸

« Les officiers du *Commissariat* ou les autres annonceurs des forces armées ne font pas immédiatement suivre la rédaction de leurs appels au public par la publication. »⁸⁹ Le temps moyen écoulé entre la préparation de l'annonce et sa publication est de 4,9 jours pendant les années de conflit et de 3,5 jours au cours de l'après-guerre. En tout, plus de 28 jours s'écoulent habituellement en temps de guerre, entre l'annonce des besoins et la réception des soumissions des fournisseurs potentiels, alors que le délai n'est que de 19 jours en période de paix. Concernant la deuxième période, Legault mentionne qu'il s'agit d'un « laps de temps appréciable qui ne peut être possible que lorsque l'armée ne fait pas campagne. »⁹⁰ C'est toutefois la situation inverse que l'on rencontre lors de la guerre de 1812-1814. Comment faut-il interpréter ce délai de près de 10 jours de plus lors d'une période de campagne militaire? Comme il s'agit de contrats très importants (le ravitaillement de l'ensemble des militaires présents dans le district de Montréal), l'armée accorde du temps aux fournisseurs potentiels afin d'être en mesure de planifier adéquatement le ravitaillement des différents postes. Cette situation laisse aussi entrevoir l'importante planification effectuée par les forces armées en période de campagne

⁸⁷ *Ibid.*, p. 236-237.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 237.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 237.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 237.

militaire. Sans doute pouvons-nous avancer que les forces armées utilisent un système de ravitaillement « à deux vitesses », où les besoins planifiés à moyen et à long terme apparaissent dans les journaux alors que les contrats pour combler les besoins à court terme ou supplémentaires sont accordés sans tenir d'affichage public. Les forces armées britanniques outrepassent ainsi, dans certains cas, leurs directives afin de voir au ravitaillement de leurs troupes. D'ailleurs, la guerre de 1812-1814 représente un « test » pour le nouveau système de ravitaillement de l'armée britannique au Canada alors que les autorités font appel à la société et à l'économie coloniale afin de combler la plupart de ses besoins. S'il semble que les autorités militaires délaissent à des moments précis les annonces publiques au cours de la guerre, la situation est tout autre pour les contrats qu'elles continuent de faire signer à ses fournisseurs.

Les contrats notariés

Les contrats notariés impliquant les garnisons du district de Montréal, et plus particulièrement celles du Haut-Richelieu comme Chambly et l'île aux Noix, ressemblent aux autres ententes commerciales de la communauté d'affaires de Montréal. L'armée métropolitaine respecte les règles et les coutumes de la société civile locale. Elle se présente donc, habituellement, devant un notaire public ou un notaire royal afin d'établir et de signer les ententes.

Les traces de l'activité commerciale des forces armées dans la vallée du Richelieu se trouvent ainsi de 1812 à 1836, dans les greffes des notaires Charles Ainslie, Thomas Barron, Pierre Besse, René Boileau, Louis DeCoigne, Joseph Demers, Nicolas-Benjamin Doucet, Henry Griffin, André Jobin, Charles Lagorce et Jean-Marie Mondelet fils. Nous possédons plus d'une centaine de contrats qui s'étendent sur l'ensemble de la période. D'autres contrats se trouvent sans aucun doute dans des greffes isolés, mais leur repérage devient extrêmement compliqué

compte tenu du nombre très élevé de notaires au XIX^e siècle et de l'absence d'instruments de recherche adéquats. De même, le repérage des contrats ou sous-contrats liant les fournisseurs « officiels » de l'armée et les membres de leur « réseau de ravitaillement » s'ajoute aux difficultés rencontrées. Néanmoins, le dépouillement systématique de certains greffes nous a permis de dénicher des sous-contrats passés entre le principal fournisseur et ses relations d'affaires.

De son côté, Jean-Marie Mondelet conserve, en marge de son registre régulier, un registre particulier pour les contrats concernant le monde militaire, une indication de l'importance qu'il accorde aux opérations avec le client particulier que représentent les forces armées britanniques.⁹¹ Il en vient même à offrir une présentation professionnelle et standardisée d'actes imprimés à ce client.⁹² En plus de s'occuper des contrats d'approvisionnement, Legault ajoute que Mondelet est aussi « le notaire attitré aux actes de marché pour des terrains dont se défont les forces armées à Montréal et aux actes de concessions des terres de la seigneurie de Sorel. Cette seigneurie appartient à la Couronne. »⁹³

Dans les greffes, nous retrouvons les contrats sous les titres anglais de *Agreement* ou *Contract* ou en français sous le titre de « marché ». Habituellement, il possède trois pages. Au départ, nous présentons les parties contractantes. Les différents membres des forces armées sont alors identifiés comme le représentant du roi. Cette section nous permet de connaître le nom des fournisseurs des forces armées, leur fonction ainsi que leur lieu de résidence. De même, elle nous permet d'identifier les fournisseurs de l'armée britannique pour les postes du Haut-Richelieu. La

⁹¹ *Ibid.*, p. 246.

⁹² *Ibid.*, p. 246. ANQM, greffe J.M. Mondelet (concession), no. 547, 557, 558, 573 et 590. Nous pouvons lire, par exemple, sur la forme standardisée des actes de Mondelet, l'extrait suivant : *Appeared* (Nom) *Esquire*, (Titre) *Commissary General, residing in the said City of Montreal, acting for and on behalf of our Sovereign Lord the King, of the one part [...]*.

⁹³ *Ibid.*, p. 246.

deuxième partie identifie les biens (denrées de bouche ou non comestibles) demandés ou les travaux à exécuter. C'est dans cette partie que l'on différencie les contrats de biens de ceux de services. Ces dernières sont plus élaborées que les ententes concernant la fourniture de biens. Cette section est le cœur de l'acte de marché.⁹⁴

Avec les constructions du camp militaire de Chambly au cours de la guerre de 1812-1814 et du fort Lennox sur l'île aux Noix dans les années 1820, des plans et des spécifications sont inclus au contrat. Legault remarque que « ces addendas deviennent la norme pour les contrats de service au milieu des années 1820, tout en se complexifiant sans cesse. »⁹⁵ Ces pages supplémentaires font augmenter sensiblement le nombre de pages du contrat. Comme l'explique Legault, « c'est là le fruit de l'évolution des techniques de construction et de l'expérience commerciale accrue du *Commissariat* issue des mésententes passées avec les fournisseurs. »⁹⁶

Le prix et la façon d'effectuer le paiement forme la troisième partie du contrat. On y retrouve généralement une clause indiquant la somme forfaitaire à verser (d'un montant variable) en cas de défaut au contrat. Enfin, le contrat comprend, dans la plupart des cas, les noms de deux intervenants qui agissent comme garants de la transaction.

Les besoins des postes de Chambly et de l'île aux Noix ressortent davantage des sous-contrats que des contrats principaux. À l'image des annonces paraissant dans les journaux, les contrats concernant la catégorie des provisions comme le bœuf sont faits la plupart du temps pour l'ensemble des postes du district de Montréal; ce sont les sous-contrats qui sont plus spécifiques aux besoins de Chambly et de l'île aux Noix. Comme ces derniers, les contrats pour les denrées non comestibles et les services se rapportent aux demandes précises des militaires pour les garnisons de Chambly et de l'île aux Noix.

⁹⁴ Voir aussi, *Ibid.*, p. 246.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 247.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 247.

À partir des contrats dépouillés, les noms qui ressortent le plus souvent sont les suivants : Horatio Gates, William Johnson Holt, John Finlay, John Yule et Louis Papineau, pour Chambly et Peter Rutherford, Thomas McKay, Robert Drummond, Oliver Wait, Theodore Davis et Robert Lang pour l'île aux Noix. Nous explorerons plus en détails les fournisseurs et leur réseau d'affaires pour les postes de Chambly et l'île aux Noix dans les deux prochains chapitres.

Il serait intéressant de déterminer la valeur totale de toutes les ententes commerciales. Cela n'est toutefois pas l'objectif de notre recherche. De même, les obstacles pour déterminer les valeurs des contrats sont nombreux. D'une part, les actes notariés pour les services restent quelquefois muets quant aux coûts totaux même si un ou plusieurs prix unitaires apparaissent dans le document notarié. Il apparaît en effet téméraire pour les parties et pour l'accomplissement correct des travaux de fixer à l'avance la somme de travail nécessaire sans tenir compte des inévitables contretemps. D'autre part, il arrive bien souvent que les fournisseurs doivent approvisionner la garnison « sur demande ». Il est donc difficile de déterminer la valeur de ces contrats. À cela, il faut mentionner la façon particulière de rémunérer le boulanger : en fournissant une quantité supérieure de farine aux besoins contractuels avec les forces armées.

Les principes et politiques d'approvisionnement des forces armées britanniques visent l'épargne des deniers publics de manière sécuritaire. Les journaux et actes notariés représentent des éléments importants de ce système. Les journaux bas-canadiens nous offrent une source inestimable d'informations. À l'aide des annonces parues pour le compte des différents départements de l'armée, nous avons pu connaître les besoins en matière d'approvisionnement pour les troupes stationnées au Canada de 1812 à 1830. Nous avons constaté que les principes et pratiques d'affaires des forces armées britanniques observées par Roch Legault étaient déjà bien

en place au moment du déclenchement de la guerre entre la Grande-Bretagne et les États-Unis en 1812. Bien que les autorités militaires n'affichent pas publiquement, par l'intermédiaire des journaux coloniaux, l'ensemble de leurs besoins au moment de cette action guerrière, nous retrouvons de nombreuses similitudes avec la gestion du ravitaillement en temps de paix. Comme nous l'avons déjà mentionné, il est probable que les forces armées britanniques dérogent à leurs principes et règles pour tenir compte de la conjoncture militaire. Il apparaît impossible pour les autorités de tenter d'appliquer l'ensemble de leurs politiques au moment où les besoins se font évidemment plus importants et surtout plus pressants.

À la différence de Legault qui était en mesure de tracer un parallèle entre le nombre d'appels d'offres et celui des contrats notariés pour la période 1815-1830, la situation « anormale » représentée par la guerre de 1812-1814 ne nous a pas permis de répéter l'exercice. Malgré tout, l'importance de notre échantillon d'actes notariés nous autorise à pousser plus loin l'étude de l'interaction des militaires britanniques avec la société coloniale en dépeignant les bénéficiaires de l'activité économique des forces armées dans le Haut-Richelieu, et plus particulièrement à Chambly, au cours de la guerre de 1812-1814.

CHAPITRE TROIS
Chambly et les postes du Richelieu
pendant la guerre de 1812

En juin 1812, les différents postes militaires du Bas-Canada, laissés à l'abandon depuis la fin du XVIII^e siècle, sont réoccupés par les troupes régulières britanniques et les milices canadiennes. Pendant la première année du conflit, l'administration militaire s'affaire à restaurer les ouvrages défensifs de la province bas-canadienne⁹⁷ et déploie un nombre important de troupes dans le Haut-Richelieu. Dans ce contexte, le poste de Chambly se retrouve au cœur de la défense de la région et les autorités britanniques y établissent un important complexe militaire. Le présent chapitre s'intéresse aux activités économiques des militaires au cours du conflit de 1812-1814. Afin de mettre en place les infrastructures nécessaires et de ravitailler leurs troupes, les forces armées entretiennent des liens avec de nombreux hommes d'affaires de la région et de l'extérieur.

Chambly dans la politique de défense coloniale

Depuis les années 1730, Chambly n'assume plus une fonction de position défensive où la garnison attend l'adversaire derrière les murs d'une fortification. Avec la construction du fort Saint-Frédéric en 1734, Chambly, jusque-là le plus important fort du Richelieu, est relégué en deuxième ligne. Au cours des dernières guerres opposant Français et Britanniques en Amérique, sa vocation se transforme. Le fort sert alors de bivouac aux troupes allant de Montréal à Saint-Frédéric, de lieu de ralliement aux expéditions de guerre, de lien de communication et d'entrepôts pour les forts plus avancés.⁹⁸ Dès le milieu du XVIII^e siècle, le poste de Chambly

⁹⁷ En 1812, le Bas-Canada se compose de trois districts militaires : Québec, Trois-Rivières et Montréal. Ce dernier couvre une vaste étendue qui s'étend de part et d'autre du Saint-Laurent, dans la partie occidentale de la province, et englobe toute la vallée du Richelieu. Montréal se situe à la tête d'un important réseau de postes militaires dont les uns sont voués à la défense contre les mouvements ennemis et les autres servent de relais pour l'acheminement des marchandises et le ravitaillement. Le district de Montréal comprend les garnisons de Montréal, Lachine, Coteau-du-Lac, William-Henry (Sorel), Blairfindie, Laprairie, Chambly, Saint-Jean, l'île aux Noix ainsi que de nombreux autres postes.

⁹⁸ Cyrille Gélinas, *Le rôle du fort de Chambly dans le développement de la Nouvelle-France de 1665 à 1760*, Ottawa, Parcs Canada, 1983, p. 42-44.

n'est donc plus un lieu exclusivement défensif, mais un camp militaire⁹⁹ d'où les troupes peuvent facilement se déplacer vers plusieurs autres lieux stratégiques. Cette vocation se concrétise pleinement lors de la guerre anglo-américaine de 1812. En fait, c'est le rôle que le gouverneur Prévost lui accorde dans sa politique de défense dès le début du conflit.¹⁰⁰

Renouveau défensif : 1812-1814

En 1812, le plan de l'armée britannique est simple. Au Bas-Canada, la majorité des troupes est postée au sud de Montréal. Cette ville étant le pivot stratégique de tout l'intérieur du pays, l'état-major britannique prévoit qu'elle sera la première cible des Américains.¹⁰¹ Afin d'empêcher l'ennemi d'atteindre son objectif, Prévost établit un cordon de troupes qu'il distribue sur la bande de terre comprise entre le fleuve Saint-Laurent et la rivière Richelieu.¹⁰² Comme nous l'avons vu au premier chapitre, ce territoire est en voie de développement au début du XIXe siècle. Les routes terrestres nécessitent davantage l'attention des militaires et ce, malgré les difficultés de circulation sur la majorité d'entre elles. Comment expliquer cette situation? André Charbonneau mentionne que :

« L'évolution de l'art de la guerre avait contribué jusqu'à un certain point à faciliter le déplacement des armées sur ces nouvelles voies de communication. Favorisée par le développement de l'artillerie plus légère, la poliorcétique subit d'importants changements dans la deuxième moitié du XVIIIe et au début du XIXe siècle. La manœuvre rapide et soudaine remplace graduellement le siège lent et immobile; elle offre le moyen le plus efficace pour aller détruire les forces de l'ennemi au lieu de simplement tenter d'occuper ses positions. »¹⁰³

⁹⁹ Michelle Guitard définit le camp militaire dans les termes suivants : « il s'agit d'un lieu conçu non pas pour la défense même, mais pour loger et desservir une population vivant du métier des armes, non seulement en temps de guerre, mais aussi en temps de paix. » Dans Michelle Guitard, *Le camp militaire de Chambly (1812-1869)*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 416), 1980, p. 12-13.

¹⁰⁰ Prévost à Liverpool, cité par Michelle Guitard, *Ibid.*, p. 10.

¹⁰¹ René Chartrand, *Le Patrimoine militaire canadien d'hier à aujourd'hui*, tome II : 1755-1871, Outremont, Art Global, 1995, p. 98.

¹⁰² André Charbonneau, *Les fortifications de l'île aux Noix : Reflet de la stratégie défensive sur la frontière du Haut-Richelieu aux XVIIIe et XIXe siècles*, Ottawa, Parcs Canada, 1994, p. 134-136.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 139.

Il ne faut pas être surpris de la grande présence des corps d'infanterie légère, de détachements d'artillerie à cheval¹⁰⁴ et à l'importante mobilisation des corps de milice légèrement équipés. La mobilité des armées est donc grandement augmentée et l'action des autorités militaires durant le conflit de 1812-1814 reflète cette évolution. C'est pourquoi, dès le début de la guerre, les stratèges se préoccupent des mouvements ennemis sur les routes de la frontière du Haut-Richelieu. La tactique qu'ils développent est basée sur la mobilité des troupes et leur rapidité à se transporter sur le théâtre de l'affrontement.¹⁰⁵

Comme en témoigne la concentration des effectifs, le territoire entre le Saint-Laurent et le Richelieu représente un secteur qui inquiète énormément les Britanniques. Cette zone devient parsemée de petits ouvrages militaires qui ont pour objectifs de bloquer la circulation sur les différentes voies, d'assurer le logement nécessaire aux troupes en mission sur le territoire, et ultimement d'appuyer l'offensive en territoire américain. Parmi ces ouvrages, nous retrouvons le blockhaus de la rivière Lacolle. La structure du blockhaus construit en 1782 est réparée et une batterie de canons y est installée.¹⁰⁶ À Burtonville, village situé à l'intersection de la rivière Lacolle et de la principale route menant de la frontière à Montréal, les autorités britanniques érigent deux corps de caserne d'une capacité de 400 hommes chacun. À Saint-Jean, les casernes sont remises en état et des effectifs importants les habitent pendant toute la durée de la guerre. À La Prairie, les Britanniques aménagent un centre de casernement pouvant héberger près de 450 soldats en 1813. L'année suivante, l'armée y ajoute des casernes pour la cavalerie et la capacité de logement atteint 1300 hommes en 1815. Le poste de relais « Halfway House » est également

¹⁰⁴ Les annonces passées dans les journaux de la colonie tendent à démontrer l'importance des détachements d'artillerie à cheval. En effet, au printemps 1814, en prévision des opérations sur le lac Champlain, le *Royal Artillery* indique ses besoins en chevaux pour les postes de Montréal, Longueuil et Chambly. *La Gazette de Montréal*, des 10 et 17 mai 1814, ainsi que le *Montreal Herald*, des 14, 21 et 28 mai 1814.

¹⁰⁵ Charbonneau, *op. cit.*, p. 139-140.

¹⁰⁶ Mario Fillion, *Le blockhaus de la rivière Lacolle*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1983, p. 27-35

transformé en secteur de casernement pour la cavalerie. Connu aussi sous le nom de « casernes de Blairfindie », ce poste occupe une position stratégique entre Saint-Jean et La Prairie; il est situé à la croisée des routes reliant les principales agglomérations du secteur, notamment le chemin conduisant à la frontière. Nous retrouvons à cet endroit les locaux nécessaires pour abriter 90 soldats de la cavalerie et une centaine de chevaux.¹⁰⁷

Même si les Britanniques n'appréhendent pas d'action d'importance sur la rive est du Richelieu, ils ne laissent pas ce secteur sans défense. Ils aménagent un blockhaus à Philipsburg, car cet endroit constitue le principal aboutissement du réseau routier du secteur en provenance de Hygate (États-Unis).¹⁰⁸ Dans la région de la rivière Yamaska, secteur vers lequel convergent plusieurs routes d'accès aux cantons de l'Est, plus de 550 soldats y sont présents en janvier 1814.¹⁰⁹

Quant à Chambly, les Britanniques y aménagent un complexe militaire pouvant servir de lieu de ravitaillement et de « quartier général » pour les autres postes de la région. De par sa position géographique, les militaires pouvaient facilement se déplacer vers plusieurs postes stratégiques afin de défendre le pays. Nous y retrouvons plusieurs services de l'armée britannique, dont les officiers de l'*Ordnance*, du *Commissariat* et du Casernement. Les compagnies et régiments du *Royal Artillery*, de l'infanterie et de la cavalerie s'y côtoient. Le vieux fort construit sous le régime français ne possédant pas l'infrastructure nécessaire à la nouvelle fonction défensive de Chambly, plus d'une quarantaine d'édifices sont aménagés à cet effet dans l'environnement immédiat du fort. Au seul chapitre du casernement, plus de 950 soldats pouvaient être logés dans le camp de Chambly.¹¹⁰

¹⁰⁷ Charbonneau, *op. cit.*, p. 142-143.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 147.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 147.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 143. Voir aussi Guitard, *op. cit.*, p. 8-16.

Le camp militaire de Chambly

Dans son ouvrage publié en 1815, Joseph Bouchette résume bien la politique de défense ainsi que l'activité qui règne à Chambly au cours de la guerre :

« Avant les dernières hostilités avec l'Amérique, sa garnison ne consistait que dans un petit détachement d'environ deux compagnies; mais quand la guerre a commencé, sa position avantageuse, et sa proximité de la frontière ennemie, l'ont fait considérer comme un fort point d'appui, où l'on pouvait assembler les troupes, et former un dépôt considérable: durant la saison des opérations, en 1812, 1813, 1814, il y a toujours eu une force considérable campée dans la plaine qui est auprès, et la dernière année cette force excédait 6000 hommes: durant cette époque on a élevé de nouveaux magasins et d'autres bâtiments sur le terrain qui a toujours été réservé par le gouvernement à cet effet. »¹¹¹

À l'été 1812, seul le fort desservait les militaires postés à Chambly. Faute d'espace disponible, les troupes furent temporairement abritées sous la tente à proximité du fort. La centaine de maisons du village ne pouvant suffire à loger les officiers et les soldats,¹¹² l'administration militaire fit construire un grand corps de casernes nommé « la caserne de pierres ». La capacité du bâtiment ne suffisant pas encore, d'autres édifices servirent également de logement pour les troupes d'infanterie. Des cuisines, des boulangeries et des latrines furent aussi érigées à proximité.¹¹³

Quant aux troupes de la cavalerie, elles occupèrent une grande superficie de terrain et un grand nombre de bâtiments. En plus des casernes et bâtisses de service, la cavalerie possédait des écuries et divers ateliers comme la forge, la maréchalerie, l'hôpital vétérinaire, les granges et les entrepôts pour les attelages.¹¹⁴

Les effectifs du service de l'artillerie et du génie (*Ordnance*) étaient moins nombreux que ceux de l'infanterie et de la cavalerie. Toutefois, leurs armes (canons, chariots, affûts) avaient

¹¹¹ Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada, avec des remarques sur le Haut-Canada, et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, W. Faden, 1815, p. 175.

¹¹² Guitard, *op. cit.*, p. 14.

¹¹³ *Ibid.*, p. 15.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 15.

des dimensions qui exigeaient beaucoup d'espace. D'autres services étaient également présents à Chambly : le *Commissariat* et le département de l'Intendance. Le premier, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, était en quelque sorte le service des finances des forces armées. À Chambly, les services du *Commissariat* regroupaient une maison ainsi que deux grands entrepôts. La maison servait à la fois de domicile et de bureau au commissaire général.¹¹⁵ Le département de l'Intendance fournissait et gérait le matériel et l'équipement. Il louait des terrains ainsi que des bâtiments pour entreposer matériaux et provisions.¹¹⁶

La mise en place des infrastructures du camp : les matériaux de construction

Selon Michelle Guitard, la construction des bâtiments du camp militaire débute en octobre 1812.¹¹⁷ En effet, la correspondance entre le département des casernes et le secrétaire militaire mentionne que l'armée a engagé William Yule :

*« to provide materials and superintend the fetting up of the Barracks [...] it was found necessary to erect a variety of other Building [...] Stables for fifty Horses, Gun Shed, Bake House which at that late Season of the Year, I found it would be impossible to do without his assistance. I therefore engaged that provided he gave his whole attention in processing the Materials and Superintending the erection of the Building [...] »*¹¹⁸

Militaire écossais, William Yule est présent à Chambly avec son frère John en 1812. Il transige à plusieurs reprises avec les forces armées britanniques. Pendant la guerre, il achète le fief de Samuel Jacobs,¹¹⁹ c'est-à-dire une partie de la seigneurie de Chambly-Ouest en bordure

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 16.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 16.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 16-17.

¹¹⁸ ANC, RG8, I, vol. 552, p. 29-30, microfilm, bobine C-3072, *Deputy Barrack Master General Office*, Québec, le 9 mars 1813, Armstrong, *Assistant Deputy Barrack Master General*, à N. Freer, secrétaire militaire.

¹¹⁹ Le fief Jacob mesure une lieue et demie de largeur sur une lieue de profondeur depuis la rivière vers l'intérieur des terres. Le fief s'étend des limites de la ville actuelle de McMasterville à la ville de Carignan, jusqu'au pied du mont Saint-Bruno, en plus d'inclure les îles de Carignan. Dans *Dictionnaire encyclopédique de la seigneurie de Chambly, 1609-1950*, Chambly, La Société d'histoire de la seigneurie de Chambly, 2001, p. 131.

de la rivière Richelieu. Yule ne semble pas avoir eu beaucoup d'activités en dehors de l'administration de ses entreprises et de la mise en valeur de ses propriétés.¹²⁰

Bien que la construction des bâtiments du camp militaire débute en octobre 1812, c'est au cours des années suivantes que les activités s'intensifient à Chambly. Nous retrouvons pour la période 1813-1815 une dizaine d'ententes faisant mention de services de construction ou d'approvisionnement en matériel. À trois reprises, l'assistant commissaire général Augustus Kuper transige avec Louis Papineau, un cultivateur de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly. En février 1813, il engage Papineau afin de fournir du bois de charpente (chêne, pin et pruche) au maître entrepreneur James Bell « pour construire un bâtiment de 140 pieds de long sur 36 pieds de large mesures anglaises. »¹²¹ En plus du bois de charpente, Papineau doit fournir 3 000 planches de bois au même entrepreneur.¹²²

Un mois plus tard, Kuper et Papineau signent un autre contrat pour du bois de charpente (chêne et pin) d'un bâtiment dont les dimensions sont précisées dans un appel d'offres.¹²³ Les termes financiers de cette entente sont les mêmes que ceux de la précédente. Puis, en juin, Kuper transige à nouveau avec Papineau. Ce dernier doit alors livrer environ 4 000 pieds de pin ou pruche de différentes dimensions aux militaires.¹²⁴ Cet exemple démontre l'importance des retombées des dépenses militaires pour certains cultivateurs et entrepreneurs locaux.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 269.

¹²¹ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2468, marché A. Kuper – L. Papineau, F. Papineau, le 9 février 1813.

¹²² Les termes financiers de l'entente prévoient « 24 sols pour chaque pied cube de pin et pruche et 10 sols du pied courant » et les planches à £108 par chaque 100 morceaux. Bien qu'il soit difficile d'en arriver à une valeur complète, la livraison des planches de bois représente à elle seule la somme de £3 240; une somme imposante pour un simple cultivateur! Dans *Ibid.* Cependant, en 1815, Louis Papineau ne se présente plus seulement comme un cultivateur, mais aussi un entrepreneur en bois. Ceci apparaît au moment où il engage Jean-Baptiste Pelté, un cultivateur de Chambly, pour lui fournir la quantité de 6 000 pieds de bois de pin. Dans ANQ-M, greffe Joseph Demers, no. 112, marché L. Papineau – J. B. Pelté, le 19 octobre 1815.

¹²³ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2493, marché A. Kuper – L. Papineau, le 8 mars 1813.

¹²⁴ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2607, marché A. Kuper – L. Papineau, le 21 juin 1813. Pour l'exécution du travail, Papineau reçoit la somme de £2 400. De plus, selon les termes du contrat, les personnes engagées par Papineau sont exemptées de service militaire jusqu'à la fin de l'entente, soit le 20 août 1813.

Les réseaux d'affaires dans la construction du complexe militaire

En 1814, la banlieue du Roi à Chambly prend réellement des allures de camp militaire.¹²⁵

Les fournisseurs travaillant à la mise en place des édifices du complexe s'appuient sur un réseau plus ou moins vaste de relations capables de leur fournir les matériaux nécessaires à l'exécution de leur contrat avec les autorités britanniques. Les renseignements recueillis nous fournissent quelques exemples de ces réseaux économiques qui œuvrent à la mise en place des infrastructures.

Après avoir signé une entente avec l'administration militaire, Pierre Papineau se présente à l'étude du notaire René Boileau. Dans un premier temps, ce maître-menuisier et entrepreneur de Chambly, conclut une entente avec Georges Ashley, maître-meunier de Saint-Mathieu.¹²⁶ Ce dernier s'engage à fournir, dans les trois prochains mois, 50 toises de pierres de carrière au lieu indiqué par le commissaire général ou son représentant à Chambly. Au cours de la même journée, Papineau signe un contrat avec Baptiste Girouard et François Macis, maîtres-aubergistes de la région.¹²⁷ Les détails de l'entente sont similaires à celle liant Papineau à Ashley. Seule la quantité de pierres est différente. En fait, Girouard et Macis doivent fournir 100 toises de pierres.

Samuel Potts fait partie des entrepreneurs qui participent à l'établissement du complexe militaire. Homme d'affaires et représentant du général britannique Christie Burton à Chambly, il s'associe à plusieurs occasions à William Yule. Comme nous l'avons précédemment mentionné, Yule est l'un des principaux artisans de la mise en place des infrastructures militaires à Chambly. Bien connu des militaires, il n'est pas étonnant de le voir transiger avec les forces armées à plusieurs reprises au cours de l'année 1814. En septembre 1814, Potts et Yule vendent le bois

¹²⁵ Guitard, *op. cit.*, p. 17.

¹²⁶ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2940, marché P. Papineau – G. Ashley, le 1^{er} juillet 1814. Pour son travail, Ashley touchera la somme de £112 10s.

¹²⁷ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2941, marché P. Papineau – B. Girouard, F. Macis, le 1^{er} juillet 1814. Ces derniers recevront la somme de £ 225.

composant une partie d'une « maison que les dits vendeurs ont érigé sur la banlieue du Roy près du fort Chambly avec permission du gouvernement [...] »¹²⁸

Personnes influentes du milieu, les deux associés possèdent aussi un réseau de relations leur permettant de combler les différents besoins des militaires quant aux matériaux de construction. Ainsi, après avoir conclu une transaction avec les forces armées, Potts et Yule transigent avec Basile Decelle et Joseph Courtemanche, cultivateurs et entrepreneurs de bois de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, pour d'importantes quantités de bois (pin) de différentes dimensions à livrer sur le terrain du Roi.¹²⁹

Malgré la fin des hostilités en 1814-1815, la construction se poursuit au camp de Chambly. En effet, de nombreuses résidences pour loger les officiers des différents départements sont érigées après la guerre. Par exemple, en octobre 1815, Thomas Whitehead, représentant du département des casernes à cet endroit, et François Valade, menuisier et entrepreneur en construction, concluent une entente pour la construction d'une maison sur la banlieue du Roi. Ce dernier « agrees to perform the following work and to find materials for the same, the whole to be completed by the 24th day of June next, [...] » lequel travail lui rapportera la somme de £250 courant.¹³⁰ Bien qu'entrepreneur en construction, Valade doit retenir les services de certains ouvriers spécialisés pour l'aider à mener à bien son projet. C'est pourquoi, quelques semaines plus tard, il fait appel aux services du maître-maçon Louis Duchatel pour exécuter la mise en place des fondations de la maison de Whitehead.¹³¹ Les activités économiques conjointes de

¹²⁸ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 3014, marché P. Van Cortland – S. Potts, W. Yule, le 19 septembre 1814.

¹²⁹ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2997, marché S. Potts, W. Yule – B. Decelles, J. Courtemanche, le 22 août 1814.

¹³⁰ ANQ-M, greffe Joseph Demers, no. 107, marché T. Whitehead – F. Valade, le 7 octobre 1815.

¹³¹ ANQ-M, greffe Joseph Demers, no. 117, marché F. Valade – L. Duchatel, le 2 novembre 1815.

Valade et Duchatel ne se limitent pas à la présence des militaires à Chambly, car ceux-ci collaborent, entre autres, à la construction de l'église anglicane Saint Stephen en 1820.¹³²

Les exemples des Papineau, Potts, Yule et Valade démontrent les liens économiques établis entre différents intervenants locaux et l'impact des dépenses militaires dans la région de Chambly. Marchands, ouvriers spécialisés (maître-maçon, maître-menuisier) et cultivateurs bénéficient énormément de la hausse des effectifs et de la réorganisation des ouvrages militaires. Cependant, afin de répondre aux exigences des ententes passées avec les forces armées, ils doivent être en mesure de s'appuyer sur un réseau assez large de relations.

Les liens d'affaires et le ravitaillement des troupes dans le district de Montréal : l'exemple de la viande

« La défaillance des exportations, le déclin des importations et des revenus du gouvernement empêchent le financement des hostilités à même les fonds de la colonie. Sans l'émission des « billets de l'armée », il aurait été extrêmement difficile de faire face à tous les problèmes que posait la défense du territoire dans les deux Canadas. Il fallait payer le salaire des miliciens, pourvoir à leur équipement et à leur nourriture, défrayer le coût de leurs déplacements, ravitailler et entretenir les troupes régulières, ériger des fortifications et construire des navires de guerre. Le gouvernement doit pour cela procéder à des importations massives de produits. Pendant la guerre, les importations augmentent de 88%. Il est un fait que la contrebande avec les États-Unis fut des plus actives de sorte que les insuffisances de la production locale furent comblées en partie par les Américains. »¹³³

En 1814, le gouverneur Prevost écrit au ministre Bathurst « [that] two-thirds of the Army in Canada [lived off] Beef provided by American Contractors drawn principally from the States of Vermont and New York. »¹³⁴ L'affirmation de Prevost démontre relativement bien la situation

¹³² Denis Juget, « Église anglicane St. Stephen's » <http://www.uquebec.ca/musique/orgues/quebec/sstephenc.html>. Consulté le 19 septembre 2006.

¹³³ Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada 1791-1840 : Changements structuraux et crise*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, p. 167.

¹³⁴ Prevost à Bathurst, cité par Henry N. Muller III, *The Commercial History of the Lake Champlain – Richelieu River Route 1760-1815*, Thèse de Ph.D., University of Rochester, 1968, p. 311.

du ravitaillement des troupes stationnées dans le district de Montréal, notamment dans la vallée du Richelieu.

Dès juin 1812, l'administration militaire fait connaître ses besoins en viande fraîche pour les postes de la région montréalaise.¹³⁵ Les quantités relativement faibles qui sont alors demandées dans ces annonces reflètent sans doute la réoccupation progressive des différents postes du district de Montréal.¹³⁶ Nous ne disposons toutefois pas de renseignements sur toutes les commandes passées par les forces armées britanniques pour cette denrée au cours de l'année 1812. Si la documentation consultée reste relativement muette pour 1812, il en est tout autrement pour les années qui suivent.

Le ravitaillement des troupes en 1813-1814 : les réseaux d'affaires des marchands montréalais

Dans le chapitre précédent, nous avons souligné l'importante planification des besoins faite par les autorités militaires pendant la guerre. Cette situation explique sans doute pourquoi nous ne retrouvons que peu d'annonces concernant la viande dans les journaux de l'époque. Par contre, les quantités ainsi que les sommes d'argent contenues dans les appels d'offres sont, quant à elles, considérables.

Le cas de William Johnson Holt nous le démontre. D'origine américaine, Holt participe à la guerre d'Indépendance aux côtés des troupes britanniques. Par la suite, il s'établit au Vermont où il demeure pendant plusieurs années. Au tournant du siècle, il migre dans la région de Saint-Armand, au Bas-Canada, avant de s'installer définitivement à Montréal où « Holt held a very lucrative office of Inspector of Pot and Pearl Ashes [and] where he accumulated considerable

¹³⁵ La *Gazette de Québec*, le 18 juin 1812 et La *Montreal Gazette*, le 22 juin 1812.

¹³⁶ Par exemple, l'armée désire recevoir 200 livres de bœuf par jour pour les besoins des troupes à Chambly ainsi que 100 livres pour celles stationnées au fort Saint-Jean. *Ibid.*

property. »¹³⁷ En août 1813, il s'engage à vendre et à livrer aux troupes de Sa Majesté la viande de bœuf.¹³⁸ Lors de la signature, Holt reçoit la somme de £8 722 4s 5p courant en acompte. En apparence, cette vente n'est pas compliquée, mais sa mise en application l'est à coup sûr. Le contrat indique que le produit doit être livré dans différentes garnisons de septembre 1813 à mai 1814, à raison de plusieurs centaines de livres par jour. En effet, Holt doit fournir 2 200 livres par jour aux troupes à Montréal, 1 600 à Chambly, 1 000 à Saint-Jean et à l'île aux Noix. Celui-ci se doit donc de disposer d'une infrastructure matérielle ainsi que des ressources humaines (des employés) de manière à pouvoir répondre quotidiennement à cette exigence inscrite dans l'acte de vente. Par ailleurs, il ne lui suffit pas de vouloir livrer la marchandise; il lui faut trouver la quantité de viande requise pour chaque jour. C'est à ce niveau qu'intervient la notion de « relation d'affaires».¹³⁹

Dans l'exécution de son contrat, William Johnson Holt agit de concert avec Horatio Gates. Au début du XIXe siècle, cet homme d'affaires d'origine américaine « joue le rôle d'intermédiaire pour écouler des produits agricoles des régions du Vermont et de l'État de New York, qui sont polarisées par la vallée du Saint-Laurent, et dont Montréal constitue le centre naturel. »¹⁴⁰ L'historien Jean-Claude Robert souligne que la guerre de 1812-1814, loin d'interrompre ses activités, lui donne l'occasion, avec l'aval des militaires, d'assurer la subsistance des troupes britanniques et de participer à un curieux commerce interlope.¹⁴¹ Il est vrai qu'en 1813, sans être le fournisseur officiel des forces armées britanniques, Gates joue un rôle de premier plan dans le ravitaillement des troupes. En effet, sur les sept ententes découlant

¹³⁷ <http://www.freepages.genealogy.rootsweb.com>. Consulté le 23 mars 2007.

¹³⁸ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 297, marché W.H. Robinson – W.J. Holt, le 7 août 1813. Il vend la viande au coût de 6p par livre.

¹³⁹ George Bervin, *Québec au XIXe siècle. L'activité économique des grands marchands*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1991, p. 189.

¹⁴⁰ Jean-Claude Robert, « Horatio Gates », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*. <http://www.biographi.ca>

¹⁴¹ *Ibid.*

du contrat entre Holt et le *Commissariat*, Gates agit au nom de son partenaire en cinq occasions. En août 1813, Gates se présente chez le notaire afin de conclure une entente avec Richard Mevison de Coteau du Lac pour « the quantity of about 500 pounds of Fresh Beef for each & every day daily in such quantity or quantities » nécessaires aux postes de Coteau du Lac, Les Cèdres (*The Cedars*) et Pointe Claire.¹⁴²

Dans les semaines qui suivent, Gates se rend à plusieurs reprises devant le notaire Griffin. Le 25 août 1813, il conclut un marché avec William Bowron et Robert Hoyle, deux marchands du Haut-Richelieu installés à proximité de la frontière américaine, pour le ravitaillement de la garnison de l'île aux Noix.¹⁴³ D'origine anglaise, Hoyle quitte la Grande-Bretagne pour les États-Unis où il s'installe près de Keeseville dans l'État de New York. Il y possède un domaine et y exploite une entreprise de bois de construction destiné au marché de la ville de Québec. Cependant, en 1812, alors qu'il prend parti pour la Grande-Bretagne, il doit abandonner les biens qu'il possède aux États-Unis et se réfugier au Bas-Canada. Hoyle s'établit alors en bordure de la frontière américaine, aux environs de Lacolle et d'Odelltown où il réussit rapidement à s'insérer dans l'élite locale.¹⁴⁴ Quant à William Bowron, originaire d'Angleterre, il s'installe à Montréal avant de s'établir dans le Haut-Richelieu pour y faire du commerce avec son associé Robert Hoyle.¹⁴⁵

¹⁴² ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 300, marché W. J. Holt – R. Mevison, le 13 août 1813. La transaction rapporte la somme de £2 400 à Mevison.

¹⁴³ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 308, marché W. J. Holt – W. Bowron, R. Hoyle, le 25 août 1813. D'après les chiffres mentionnés dans la transaction conclue entre Holt et l'armée, cette entente leur rapporte la somme de £4 800.

¹⁴⁴ Dès son arrivée au Bas-Canada, Robert Hoyle se lance dans l'agriculture, le commerce du bois et d'autres entreprises commerciales. Plus tard, en 1823, il possède un magasin en face de l'île aux Noix et en 1825, il exploite un service de traversier sur le Richelieu à Noyan. Dans Larry S. McNally, « Robert Hoyle », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

¹⁴⁵ En 1822, il est nommé agent des terres de la Couronne et fonde le village de Huntingdon. Dans Gilles Laporte, *Patriotes et Loyalux. Leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2004, p. 251.

Puis, au cours de la seule journée du 28 août 1813, Gates transige à trois reprises avec des personnes de la région de Dunham et de Saint-Armand. Les trois ententes concernent le ravitaillement des postes de Chambly, Saint-Jean, L'Acadie et Laprairie. La première entente est conclue avec James Harvey, un négociant du canton de Dunham.¹⁴⁶ Le second contrat est signé avec Joseph Baker et John Bawker, respectivement négociants à Dunham et Saint-Armand.¹⁴⁷ D'origine américaine, ceux-ci viennent s'établir au Bas-Canada vers la fin du XVIIIe siècle. Quant à la troisième entente, elle est conclue avec Elijah Kemp, aussi négociant à Saint-Armand.¹⁴⁸

Les détails financiers de ces ententes sont similaires.¹⁴⁹ Certains détails laissent supposer que les hommes d'affaires dont il est question s'entendent entre eux (réseau) pour se partager le marché. À ce sujet, des indices jettent un éclairage sur le partage de la vente de denrées par ces négociants. En observant les noms des vendeurs et des garants qui transigent avec Gates, nous pouvons constater un scénario qui présente une communauté d'intérêts entre les marchands. Lors de la transaction avec Gates, Baker et Bawker ont pour répondant James Harvey. Plus tard, c'est Joseph Baker qui à son tour se porte garant pour Elijah Kemp, à l'occasion de la vente de bœuf au même acheteur.

Même s'il laisse Gates jouer un rôle central dans l'entente le liant à l'administration militaire, William Johnson Holt transige personnellement avec Ambroise Charpentier dit Sansfaçon, « Yeoman of Yamaska/Saint-Hyacinthe », pour le ravitaillement des militaires postés à Saint-Denis et à Yamaska, « from the 1st day of the month of September now next [...] to

¹⁴⁶ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 310, marché H. Gates – J. Harvey, le 28 août 1813.

¹⁴⁷ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 311, marché H. Gates – J. Baker, J. Bawker, le 28 août 1813.

¹⁴⁸ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 312, marché H. Gates – E. Kemp, le 28 août 1813.

¹⁴⁹ Les contrats avec Harvey et Kemp précisent que ceux-ci recevront la somme de 6p par livre de bœuf tandis que le marché avec Baker mentionne « the quantity of 150 head of merchandable beef cattle to be delivered » au coût de 30s pour chaque 100 livres de viande. Dans ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 310, marché H. Gates – J. Harvey, le 28 août 1813; no. 311, marché H. Gates – J. Baker, J. Bawker, le 28 août 1813; no. 312, marché H. Gates – E. Kemp, le 28 août 1813.

continue in manner abovesaid [...] full end term of 8 calendar months which will terminate on the 1st day of the month of May 1814. »¹⁵⁰ Dans les faits, il semble que cette entente soit seulement une prolongation d'un contrat signé entre le *Commissariat* et Charpentier en juillet 1813, dans lequel Charpentier s'engageait à fournir la viande aux troupes à Yamaska à partir du « 15th day of the present month of July and continue the delivery in such quantity or quantities and at such times as may be required until the 1st day of September now next [...] »¹⁵¹ Au cours de l'été, Holt conclut aussi une entente avec Jonathan Frost, un fermier du canton de Shefford (comté de Richelieu). Ce dernier s'engage à fournir aux troupes britanniques stationnées à William-Henry (Sorel), la viande de bœuf nécessaire.¹⁵²

En 1814, Horatio Gates occupe une place centrale dans le ravitaillement des troupes britanniques présentes dans les Canadas. En avril 1814, il conclut une entente avec le sous-commissaire général adjoint Clarke dans laquelle il s'engage à livrer aux magasins du Roi à Montréal, de mai à novembre, toute la viande nécessaire à la garnison de la ville.¹⁵³ En juillet, après avoir conclu une entente avec le *Commissariat*,¹⁵⁴ il transige avec William R. Hipbern, un marchand d'Edwardburg au Haut-Canada, lequel s'engage à approvisionner, pour le compte de Gates, les postes de Prescott et de Cornwall en viande de bœuf.¹⁵⁵

En juin 1814, l'administration militaire, sans affichage public dans les journaux, reconduit le contrat d'approvisionnement des postes du district de Montréal. Contrairement à l'année précédente, c'est Gates qui est le principal fournisseur des forces armées de la région.¹⁵⁶

¹⁵⁰ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 304, marché W. J. Holt – A. Charpentier, le 21 août 1813.

¹⁵¹ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 278, marché W. H. Robinson – A. Charpentier, le 8 juillet 1813.

¹⁵² ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 320, marché W. J. Holt – J. Frost, le 7 août 1813.

¹⁵³ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 510, marché I. W. Clarke – H. Gates, le 30 avril 1814.

¹⁵⁴ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 566, marché H. Gates, R. M. Whitney – W. R. Hipbern, le 16 juillet 1814. Le contrat notarié mentionne que Gates a conclu une entente avec le *Commissariat* en date du 12 juillet 1814.

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 538, marché W. H. Robinson – H. Gates, R. M. Whitney, le 20 juin 1814. Horatio Gates s'engage à fournir la viande à l'armée et à la marine se trouvant dans le district de Montréal.

Par contre, avec le nombre croissant de militaires présents dans le district de Montréal, et particulièrement dans la région du Richelieu, le ravitaillement des troupes en 1814 devient encore plus important. C'est pourquoi, Gates agit de concert avec le marchand montréalais Reuben Miles Whitney. Comme garant de la transaction, nous retrouvons le fournisseur de l'année précédente, William Johnson Holt. D'ailleurs, quelques jours après la signature du contrat avec l'armée, Gates et Holt s'associent formellement afin de remplir les demandes des autorités militaires.¹⁵⁷

Le réseau d'affaires d'Horatio Gates et de ses associés est similaire à celui de 1813. En effet, en juillet 1814, Gates conclut une nouvelle entente avec Jonathan Frost pour le ravitaillement des troupes régulières, des milices et des troupes de la marine postées à William-Henry (Sorel) et Yamaska entre août et mars 1815.¹⁵⁸ Fait intéressant, l'acte notarié mentionne que Frost recevait la moitié de la somme en *American Bank Notes*. Bien que les renseignements ne nous permettent pas de savoir si Frost entretenait des liens directs ou indirects (par l'entremise d'autres intervenants) avec des fournisseurs américains, cette situation nous indique la provenance d'une partie de la viande fournie aux troupes britanniques. En ce qui a trait au ravitaillement des garnisons de l'île aux Noix et de Lacolle, Gates signe un nouveau contrat avec William Bowron.¹⁵⁹ Ce dernier s'engage à fournir la viande en « quantité requise par les troupes à tous les jours ou aussi souvent par semaine qu'il sera nécessaire [...] du 25 août au 24 mars 1815. »¹⁶⁰

Quant au contrat pour l'approvisionnement des postes de Coteau du Lac et Des Cèdres (*The Cedars*), Gates s'entend avec Édouard Hartley, un négociant de Montréal, qui doit fournir

¹⁵⁷ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 549, marché H. Gates, R. M. Whitney – W. J. Holt, R. Woodworth, le 30 juin 1814.

¹⁵⁸ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 595, marché H. Gates, R. M. Whitney – J. Frost, le 23 juillet 1814.

¹⁵⁹ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 547, marché H. Gates R. M. Whitney – W. Bowron, le 28 juin 1814.

¹⁶⁰ *Ibid.*

la viande durant la même période.¹⁶¹ Pour ce qui est du complexe militaire de Chambly, nous n'avons pas été en mesure de découvrir d'ententes liant Gates à des personnes de la région. Comme nous le verrons plus loin, d'autres fournisseurs – en plus de Gates – s'entendent avec l'administration militaire afin de ravitailler les effectifs postés à Chambly ou dans la région.

La planification effectuée par Holt et Gates en 1813-1814 exige que le vendeur sache à l'avance – avant de s'entendre avec l'administration militaire – à quels fournisseurs s'adresser, où trouver les gros vendeurs, qu'ils soient à l'extérieur du Bas-Canada ou dans la province même.¹⁶² Dans ce cas-ci, le réseau économique des hommes d'affaires montréalais se compose d'intervenants provenant de régions (Lacolle, Dunham, Saint-Armand) situées à proximité de la frontière américaine. Dans son article dans le DBC, Jean-Claude Robert mentionne que « grâce à son réseau d'associés américains, il [Gates] n'a aucune difficulté à remplir ses commandes »¹⁶³ pour les militaires britanniques. En examinant le passé de nombreux fournisseurs (Hoyle, Baker, Bawker), nous constatons qu'ils possèdent les caractéristiques leur permettant de faire partie du réseau d'associés d'origine américaine d'Horatio Gates. De plus, le lieu de résidence de ces hommes d'affaires – ils sont installés à proximité de la frontière – leur permet d'établir et de poursuivre leurs liens sociaux et économiques avec leurs voisins du Sud.

En 1812-1813, Gates occupe déjà une place importante au sein de la communauté d'affaires montréalaise. Comment expliquer sa place de garant et non de parti principal en 1813, alors qu'il possède un important réseau d'associés capable de satisfaire aux exigences et aux demandes des militaires? Sans remettre en question son association avec un homme de la stature de William Johnson Holt, nous cherchons à comprendre ce qui se produit entre 1813 et 1814.

¹⁶¹ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 545, marché H. Gates, R. M. Whitney – E. Hartley, le 27 juin 1814.

¹⁶² Bervin, *op. cit.*, p. 188-189.

¹⁶³ Jean-Claude Robert, « Horatio Gates », *op. cit.*

L'explication se trouve peut-être dans le contexte entourant la présence d'Américains dans la colonie. Comme le mentionne Robert,

*« La situation se révèle vraiment exceptionnelle. Gates, qui est né aux États-Unis et n'est donc pas sujet britannique, peut se voir soupçonner de déloyauté. En effet, au début de la guerre, le gouverneur Prevost a exigé de tous les Américains installés dans les colonies qu'ils prêtent le serment d'allégeance. Or, Gates refuse de le faire car il ne veut pas être appelé à prendre les armes contre son pays d'origine. Après certaines hésitations, il s'y résout à la toute fin de 1813 ou au début de 1814, mais obtient d'être dispensé de combattre contre les États-Unis. Face à ce dilemme de taille, Gates était même prêt, semble-t-il, à liquider ses biens et à quitter le Bas-Canada en 1812. »*¹⁶⁴

En 1814, Gates est donc en mesure de prendre en main, en tant qu'intervenant auprès de l'armée et sans être soupçonné de déloyauté, le ravitaillement des troupes se trouvant dans les postes du district de Montréal. D'ailleurs, comme le souligne Muller :

*« From the start the Lower Canadian officials appreciated the importance of the close commercial relationships between the Canadian and American merchants operating over the Champlain-Richelieu route, as well as the potential of using the relationship to support the Canadian war effort. At no time during the war did Lower Canada completely close the province to imports from the United States. But at the same time the government took immediate steps to prevent the merchants' notorious proclivity for profit from weakening the colony's military position. »*¹⁶⁵

Le ravitaillement des troupes dans le Haut-Richelieu : les liens d'affaires locaux

Pendant la guerre de 1812-1814, les grands marchands montréalais ainsi que leur réseau économique jouent un rôle primordial dans le ravitaillement des troupes britanniques stationnées dans le district de Montréal. Bien que leur présence soit importante, elle n'exclut pas l'existence de réseaux d'affaires au niveau local.

Le marchand James Finlay est l'un de ces hommes d'affaires locaux qui se trouvent à la tête d'un réseau économique dans la vallée du Richelieu. Originaire de Montréal, Finlay est

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ Muller, *op. cit.*, p. 299.

engagé, en 1784, à titre d'apprenti-commis par la *Little Company*, rivale de la compagnie du Nord-Ouest.¹⁶⁶ En 1800, il s'installe à Beloeil à titre de marchand et achète le meilleur emplacement commercial du village, c'est-à-dire un gros édifice en pierre construit près du quai et qui servira d'entrepôt. Sa clientèle s'étendait jusqu'à Saint-Charles et Saint-Hyacinthe ce qui en faisait l'un des plus riches marchands de l'endroit. Au cours de la guerre de 1812, il est lieutenant-colonel de milice de Beloeil.¹⁶⁷ Par la suite, il se retire à Montréal et devient magasinier pour le département des Affaires indiennes à Lachine.¹⁶⁸

Pendant le conflit, Finlay agit en tant que fournisseur des forces armées britanniques pour plusieurs postes du Richelieu. En juin 1813, il transige avec John Jones, un marchand établi près de la baie Missisquoi. Ce dernier s'engage à fournir « all the fresh Beef that may be required for the use of His Majesty's forces stationed at Isle aux Noix [...] between the 5th and 10th days of July [...] and continue delivery for said Beef each two days until the 31st day of August next. »¹⁶⁹ Pour sa part, Finlay « promise and undertake that all such Boats and Batteau Men required by the said John Jones for the use of transporting the cattle requisite to fulfill the present agreement from South River on to the said Island shall be furnished by the commanding officer at Isle aux Noix. » En plus de fournir la viande, Jones doit engager les hommes nécessaires « to embark and debark the said Cattle. »¹⁷⁰ L'acte notarié mentionne aussi que les sommes d'argent reçues par Jones sont payées comme suit : un tiers en espèce de la province et deux-tiers en *New York Bank*

¹⁶⁶ William Stewart Wallace, ed., « James Finlay », dans *The Encyclopedia of Canada*, vol. II, Toronto, University Associates of Canada, 1948, p. 337.

¹⁶⁷ En tant qu'officier de milice, James Finlay a probablement accès de l'information « privilégiée » concernant le ravitaillement des miliciens présents dans la région. D'ailleurs, il conclut plusieurs ententes pour l'approvisionnement en bois de chauffage et viande des troupes présentes à Saint-Hyacinthe en 1813. ANQ-M, greffe Louis Picard, marché C. Lagorce, Lhéreau – J. Finlay, le 15 décembre 1813, marché J. Benoit – J. Finlay, le 15 décembre 1813, marché J. Finlay – I. Phénix, le 16 décembre 1813.

¹⁶⁸ Pierre Lambert, « Les premiers marchands de Beloeil », <http://www.shbmsh.org>. Consulté le 29 mars 2007.

¹⁶⁹ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 269, marché J. Finlay – J. Jones, le 25 juin 1813.

¹⁷⁰ *Ibid.*

Bills.¹⁷¹ Établi près de la frontière, Jones commerçait sans doute avec les États de New York et du Vermont.

L'année suivante, James Finlay obtient à nouveau un contrat de ravitaillement des forces armées britanniques. L'entente qu'il conclut avec l'assistant commissaire général Kuper mentionne que Finlay s'engage à fournir en viande les postes de Blairfindie, de Saint-Philippe, de Laprairie et de l'île aux Noix en juillet et août 1814.¹⁷² Curieusement, Finlay avait transigé à trois reprises le 2 juillet afin de combler les besoins des troupes. Pour l'île aux Noix, Finlay s'entend avec David Mayo, un cultivateur de la région.¹⁷³ Il transige avec André Lécuyer, un maître-boucher de Saint-Philippe,¹⁷⁴ pour le ravitaillement des militaires présents à cet endroit tandis que pour Laprairie, Finlay engage Bernard Malzac, un maître-boucher du même endroit.¹⁷⁵ Bien que moins imposant que les réseaux des grands marchands montréalais tels Gates et Holt, le cas de James Finlay démontre la présence de réseaux d'affaires bien constitués dans la région du Haut-Richelieu. D'ailleurs, il ne s'agit pas du seul exemple que nous retrouvons au cours de la guerre de 1812-1814.

Mentionnons le cas de Charles Monjon, un maître-boucher de la paroisse de Verchères. En avril 1813, il signe un contrat avec l'assistant commissaire général Kuper afin de pourvoir aux besoins des soldats et officiers britanniques postés à Chambly et à Saint-Jean.¹⁷⁶ Selon l'entente, Monjon doit livrer respectivement 3 000 et 200 livres de bœuf quotidiennement entre le 21 juin et le 20 septembre 1813. L'année suivante, Kuper fait de nouveau appel aux services de Monjon avec lequel il conclut une entente en avril 1814.¹⁷⁷ Cette fois-ci, Monjon doit fournir

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2972, marché A. Kuper – J. Finlay, le 20 juillet 1814.

¹⁷³ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2942, marché J. Finlay – D. Mayo, le 2 juillet 1814.

¹⁷⁴ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2943, marché J. Finlay – A. Lécuyer, le 2 juillet 1814.

¹⁷⁵ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2944, marché J. Finlay – B. Malzac, le 2 juillet 1814.

¹⁷⁶ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2550, marché A. Kuper – C. Monjon, le 29 avril 1813.

¹⁷⁷ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2856, marché A. Kuper – C. Monjon, le 26 avril 1814.

quotidiennement, de mai à juillet, 2 000 livres à Saint-Jean ainsi que 3 000 livres aux troupes du complexe militaire à Chambly. Probablement incapable de fournir les quantités requises par la garnison du fort Saint-Jean, Monjon transige avec James Chasman et John Martin, maîtres-aubergistes de l'endroit, en juin 1814.¹⁷⁸ Ces derniers s'engagent à livrer à Monjon, alors à Chambly, la quantité de bœuf nécessaire à celui-ci pour répondre aux exigences de l'entente signée avec l'administration militaire.

Plusieurs détails ressortent de l'exemple de James Finlay et de Charles Monjon. Contrairement aux grands marchands montréalais au cours de la même période, les marchands et fournisseurs « locaux » de l'armée n'obtiennent pas les contrats après avoir passé par la procédure d'appels d'offres établie par l'administration militaire. Il nous a été impossible de jumeler les contrats signés aux appels d'offres. Les ententes obtenues par ces derniers sont, par contre, plus courtes (deux à quatre mois environ). Les différences entre les ententes des marchands montréalais et « locaux » semblent démontrer, comme nous l'avons souligné au chapitre précédent, une certaine « souplesse » du système de ravitaillement des troupes au cours de la guerre de 1812-1814.

Les fournitures diverses : les besoins en paille et en bois de chauffage

En plus de la viande, l'administration militaire doit subvenir à ses besoins en fourniture de toutes sortes, notamment le bois de chauffage et la paille. Ceux-ci jouent un rôle direct sur les conditions de vie des troupes en garnison. Avec la forte présence des régiments de cavalerie dans le district de Montréal et dans le Haut-Richelieu, la demande en paille est importante pour les postes de Chambly et Blairfindie (Halfway House). Les fournisseurs « locaux » occupent une grande place sur ces marchés pendant la guerre de 1812-1814.

¹⁷⁸ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2914, marché C. Monjon – J. Chasman, J. Martin, le 10 juin 1814.

La vente de paille et de foin à l'armée

L'assistant commissaire général Augustus Kuper, en poste à Chambly, conclut une entente avec Benjamin Holmes, maître-aubergiste de la paroisse de Saint-Luc, près de Saint-Jean.¹⁷⁹ Ce dernier doit livrer le foin et la paille nécessaire à l'usage des troupes, particulièrement celles de la cavalerie, qui sont cantonnées à Halfway House (L'Acadie). En 1814, Holmes n'en est pas à ses premières transactions avec les forces armées britanniques présentes dans la région. L'année précédente, il avait été l'un des principaux fournisseurs de matériel dans la construction des installations militaires du même endroit. Il avait d'ailleurs livré « 60 toises de pierre de carrière, 332 barriques de sable et 170 barriques de chaux, 3200 planches d'un pied de large et de dix pieds de long, 3200 madriers d'un pied de large sur 10 de long et 2 pouces d'épais [...] ».¹⁸⁰ Comme nous le verrons plus loin, en plus de transiger directement avec l'administration militaire, Holmes fait partie des réseaux d'affaires établis dans la région de L'Acadie et Saint-Philippe.

Pour le poste de Chambly, Kuper transige avec Charles Robert, un cultivateur de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, et Louis Papineau¹⁸¹ qui, en 1813, avait fourni du bois de construction nécessaire à la mise en place des bâtiments du camp militaire. Ces derniers s'engagent à livrer, entre juillet 1814 et janvier 1815, toute la paille nécessaire aux hommes et aux chevaux de la garnison.

Au cours de l'hiver 1815, la présence militaire dans le district de Montréal reste importante en prévision des opérations possibles de l'été. C'est pourquoi, à la fin du mois de janvier, Kuper signe une entente avec René Boileau. Celui-ci fournira « la quantité de pailles

¹⁷⁹ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2877, marché A. Kuper – B. Holmes, le 12 mai 1814. Pour ses services, Holmes recevra £3 pour chaque 100 bottes de foin et £1 10s pour chaque 100 bottes de paille livrées.

¹⁸⁰ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2604, marché A. Kuper – B. Holmes, le 20 juin 1813.

¹⁸¹ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2946, marché A. Kuper – C. Robert, L. Papineau, le 2 juillet 1814. Robert et Papineau recevront la somme £1 5s pour chaque 100 bottes de paille livrées et seront payés à toutes les 2 000 bottes de paille.

dont le gouvernement a eu et aura besoin à compter du 16 janvier courant au 31 décembre prochain [...] au besoin de la ditte garnison [...] que la ditte garnison en ait toujours pour quinze jours par avance. »¹⁸² Lorsqu'il conclut l'entente en 1815, ce n'est pas la première fois que Boileau transige avec les forces armées. Déjà en octobre 1814, il avait signé un contrat pour la livraison « de vingt milles pieds cubes de bois de pin [...] de douze à vingt sept pouces d'épaisseur. »¹⁸³

Il est intéressant de constater que René Boileau, notaire établi à Chambly, devient lui-même fournisseur des forces armées pendant la guerre. Ayant joué le rôle d'intermédiaire dans de nombreuses transactions, Boileau comprend sans doute l'importance des dépenses militaires effectuées dans la région et les retombées qu'elles peuvent générer. De plus, il a l'opportunité de tisser des liens avec le personnel militaire posté du fort Chambly, notamment avec Augustus Kuper.¹⁸⁴ Roch Legault mentionne d'ailleurs que l'une des principales faiblesses des mécanismes de surveillance mis en place par le *Commissariat* se trouvent « dans le personnel de rang inférieur qui est chargé d'appliquer le règlement : il demeure en place pour une longue période. Par conséquent, ce personnel subalterne a l'opportunité de tisser des liens avec la population coloniale. »¹⁸⁵

Quoiqu'il en soit, René Boileau n'est pas le seul notaire de la région à profiter des dépenses militaires au cours de la période. Citons l'exemple de Charles Lagorce, notaire à Saint-Hyacinthe. Entre 1813 et 1815, nous avons répertorié pas moins de 21 ententes commerciales où

¹⁸² ANQ-M, greffe Joseph Demers, no. 39, marché A. Kuper – R. Boileau, le 30 janvier 1815. L'entente avec l'armée rapporte à Boileau la somme de 42s 6d pour chaque botte livrée.

¹⁸³ ANQ-M, greffe Joseph Demers, no. 23, marché A. Kuper – R. Boileau, le 8 octobre 1814.

¹⁸⁴ D'ailleurs, quelques années plus tard, Kuper s'établit à Chambly où il devient un marchand et un homme d'affaires. En 1823, il met en service le bateau à vapeur *Salaberry* qui effectue la liaison entre Québec et Chambly. Dans le *Dictionnaire encyclopédique de la seigneurie de Chambly...*, p. 137.

¹⁸⁵ Roch Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses militaires au Canada (1815-1830)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1995, p. 310.

il apparaît comme «vendeur» ou «client».¹⁸⁶ Il agit principalement comme fournisseur de bois de chauffage pour les troupes régulières et les milices se trouvant dans la région de Saint-Hyacinthe. À l'image des autres fournisseurs, Charles Lagorce possède de nombreux liens d'affaires lui permettant de répondre aux besoins de l'administration militaire.

Le bois de chauffage : une denrée nécessaire aux troupes

Comme pour les autres denrées nécessaires aux forces armées britanniques, le ravitaillement en bois de chauffage s'effectue par l'entremise des réseaux d'affaires. Rappelons l'exemple du notaire Lagorce qui conclut des ententes avec plusieurs cultivateurs de la région de Saint-Hyacinthe afin de combler la demande des militaires de l'endroit.

Citons aussi le cas de John Yule. Frère de William Yule, il est «contracteur et pourvoyeur du campement militaire pour le bois de chauffage, la paille et le foin.»¹⁸⁷ En janvier 1815, alors associé à son frère et à John Lynch, un négociant de Chambly, il conclut une entente avec l'assistant commissaire général Kuper pour la livraison d'une quantité considérable – 10 000 cordes de bois – au complexe militaire.¹⁸⁸ En plus de recevoir une importante somme d'argent,¹⁸⁹ les fournisseurs ainsi qu'une soixantaine d'hommes seront exempts de tout service de milice ou de corvées pour la durée du contrat, soit du 24 janvier jusqu'à la fin du mois d'avril.

¹⁸⁶ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2876, marché A. Kuper – C. Lagorce, le 12 mai 1814; no. 3087, marché A. Kuper – C. Lagorce, le 16 décembre 1814; greffe Louis Picard, marché C. Lagorce, Lhéreau – J. Finlay, le 15 décembre 1813; greffe Louis Brunelle, marché C. Lagorce – F. Robichaud, le 20 mai 1814; marché C. Lagorce – J. M. Blanchette, le 16 juin 1814; marché C. Lagorce – F. Bélanger, le 16 juin 1814; marché C. Lagorce – J. B. Latour, le 24 juin 1814; marché C. Lagorce – P. Ruel, le 24 juin 1814; marché C. Lagorce – J. Poulin, le 5 juillet 1814; marché C. Lagorce – C. Côté, le 5 juillet 1814; marché C. Lagorce – P. Solier, le 29 juillet 1814; marché C. Lagorce – J. M. Hogue, le 1^{er} août 1814; marché C. Lagorce – F. Hogue, le 5 octobre 1814; marché C. Lagorce – E. Dupont, le 26 décembre 1814; marché C. Lagorce – P. Brisset, le 19 janvier 1815; marché C. Lagorce – M. Decelle, le 19 janvier 1815; marché C. Lagorce – P. Roi, le 21 janvier 1815; marché C. Lagorce – J. Boulette, A. Plouf, le 23 janvier 1815; marché C. Lagorce – J. Sévigny, le 2 février 1815; marché C. Lagorce – J. Sévigny, E. Sévigny, le 6 février 1815; marché C. Lagorce – C. Roy, A. Roy, le 9 février 1815.

¹⁸⁷ *Dictionnaire encyclopédique de la seigneurie de Chambly...*, p. 269.

¹⁸⁸ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 3120, marché A. Kuper – J. Yule, W. Yule, J. Lynch, le 24 janvier 1815.

¹⁸⁹ Les fournisseurs reçoivent la somme de £2 par corde de bois. Il s'agit donc d'un contrat d'une valeur de £20 000. *Ibid.*

Pour les frères Yule, la quantité demandée ne représente pas un problème, eux qui possèdent des liens d'affaires avec de nombreux intervenants de la région.

D'ailleurs, associés à l'important marchand de Beloeil James Finlay, ils fournissent les denrées aux troupes postées à Chambly, ainsi qu'à d'autres garnisons de la région. En effet, en juin 1814, ils obtiennent le contrat d'approvisionnement des postes de Saint-Philippe et de L'Acadie (Halfway House).¹⁹⁰ L'entente mentionne que Finlay et Yule doivent livrer 1 000 cordes de bois à ces postes militaires entre le 21 septembre et le mois de février 1815. La même journée, Finlay et Yule transigent avec Benjamin Holmes pour des quantités identiques à livrer aux garnisons ci-haut mentionnées.¹⁹¹

La guerre de 1812-1814 ramène une importante activité militaire dans la région de Montréal. Les postes de la vallée du Richelieu sont réactivés. De nouvelles infrastructures sont construites entre le Saint-Laurent et le Richelieu afin de loger les troupes présentes sur le territoire. Un vaste complexe militaire est érigé à Chambly, complexe qui tiendra lieu de « quartier général » pour les autres postes du secteur. À partir des renseignements fournis par les diverses sources consultées, nous avons été en mesure de découvrir les liens commerciaux établis par les forces armées afin d'assurer leur ravitaillement pendant cette période de campagnes militaires. Cette étude nous a aussi permis de présenter les réseaux d'affaires des différents fournisseurs de l'armée.

¹⁹⁰ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2867, marché A. Kuper – J. Finlay, J. Yule, le 5 juin 1814. Les fournisseurs recevront la somme de 22s 6p pour chaque corde de bois livrée.

¹⁹¹ ANQ-M, greffe René Boileau, no. 2866, marché J. Finlay, J. Yule – B. Holmes, le 5 juin 1814. Pour sa part du contrat, Holmes recevra la somme de 18s pour chaque corde de bois livrée aux militaires. Le ravitaillement des garnisons de Saint-Philippe et de L'Acadie rapporte donc la somme de £225 à James Finlay et John Yule.

Bien que les marchands montréalais occupent une grande place dans la vente de viande à l'armée, ils ne monopolisent pas pour autant le marché. Les hommes d'affaires et fournisseurs « locaux », notamment de la région de Chambly, y tiennent une place importante. Ces derniers semblent aussi jouer un rôle de premier plan dans l'approvisionnement en matériaux de construction et en denrées non comestibles (bois de chauffage, paille, foin). Quant à la répartition ethnique des contrats au cours de la guerre, nombreux sont les francophones qui transigent directement avec l'administration militaire ou font partie d'un réseau d'affaires régional et ce, pour différents types de denrées ou de service.

Le ravitaillement à partir de la colonie étant souhaité par les autorités métropolitaines depuis le début du XIXe siècle, de nombreux intervenants coloniaux vont bénéficier des dépenses militaires effectuées au cours de la guerre de 1812-1814. Reste à savoir si cette situation se poursuivra au cours des années de paix.

CHAPITRE QUATRE
Le fort Lennox : chantier militaire
et garnison éloignée (1819-1836)

En 1815, les autorités métropolitaines et coloniales décident de revoir leurs stratégies de défense en Amérique du Nord. Le retour de la paix entraîne durant quelques années une forte diminution des budgets et des effectifs militaires. Puis, la décennie 1820 présente une hausse importante des activités militaires au Bas-Canada, particulièrement dans la région de Montréal. Parmi ces nouvelles activités, la construction d'une nouvelle fortification sur l'île aux Noix retient plus spécifiquement notre attention. L'étude de ce projet permettra d'analyser les liens d'affaires établis entre les forces armées et les fournisseurs civils sur un chantier militaire. Nous examinerons aussi la question du ravitaillement d'une garnison éloignée.

Les politiques de défense en Amérique du Nord britannique après la guerre de 1812

La paix de Gand ramène la Grande-Bretagne et les États-Unis aux positions territoriales d'avant-guerre. Le traité ne propose aucune solution permanente visant à empêcher une reprise des hostilités. La question des frontières est reportée à des négociations ultérieures. La situation est donc précaire. Comme le souligne Hitsman:

*« it was perhaps natural for people on both sides of the Canadian-American border to assume that there would probably be another war at some time in the not too distant future. Planning was therefore put in hand by senior officers on both sides. But economics, as well as war weariness, soon dominated policy-making in political circles in London and Washington. »*¹⁹²

Les autorités britanniques reconnaissent l'importance de défendre adéquatement leurs positions en Amérique du Nord. Les stratèges s'affairent à repenser la défense du territoire à la lumière de l'expérience acquise lors de la dernière guerre. La nature de la défense du territoire canadien devient le principal point de questionnement des militaires britanniques; doit-on

¹⁹² J. Mackay Hitsman, *Safeguarding Canada, 1763-1871*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, p. 110.

privilégier une défense navale ou un système défensif basé sur un réseau de fortifications et de canaux ?

La défense navale

Dans le contexte d'après-guerre, une constatation s'impose aux dirigeants militaires : afin d'être en mesure de défendre adéquatement chacune des parties de la colonie, il est nécessaire de conserver la communication entre le Haut et le Bas-Canada. « It was now known that the Americans had proposed to cut the line of the St. Lawrence River had there been a military campaign in 1815. »¹⁹³ C'est pourquoi, quelques mois après la ratification du traité de paix, le commodore Owen, le commissaire naval sur les lacs du Canada, est chargé d'étudier les problèmes de communication entre Montréal et Kingston. Rapidement, il souligne à ses supérieurs le rôle indispensable joué par le Saint-Laurent dans la défense du Haut-Canada. Dans son rapport, il mentionne que « the means of forwarding supplies for Upper Canada forms so important a feature in its defence that every improvement in it which can be suggested claims immediate attention. »¹⁹⁴

L'objectif des Britanniques est d'assurer leur supériorité navale sur le fleuve et les Grands Lacs. Les difficultés de navigation, quant à elles, amènent Owen à conclure qu'entre Montréal et Kingston « our naval means can give but little assistance : a land defence can be alone relied on. »¹⁹⁵ Il propose donc la construction d'une série de fortifications qui empêcherait l'ennemi « de contrôler le couloir de communication entre les deux villes, en utilisant le fleuve, les routes ou les deux. »¹⁹⁶ En exposant les limites de la force navale dans la défense du Canada, le commissaire Owen amène certains de ses collègues à s'interroger sur la rentabilité de celle-ci.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 110.

¹⁹⁴ Owen à Crocker, cité par André Charbonneau, *Les fortifications de l'île aux Noix : Reflet de la stratégie défensive sur la frontière du Haut-Richelieu aux XVIIIe et XIXe siècles*, Ottawa, Parcs Canada, 1994, p. 160.

¹⁹⁵ Owen à Crocker, cité par André Charbonneau, *Ibid.*, p. 160.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 160.

Pourtant, la supériorité navale avait été l'un des principaux objectifs des Britanniques au cours du conflit de 1812-1814. D'ailleurs, en 1814, les Grands Lacs et le lac Champlain avaient été le théâtre d'une course coûteuse aux armements entre les marines britannique et américaine. En termes de proximité de population et des ressources, les Américains possédaient un avantage dans le domaine de la construction navale.¹⁹⁷ La possibilité de défendre les colonies canadiennes par l'entremise de la marine est donc mise de côté avec la signature de l'accord Rush-Bagot en avril 1817.¹⁹⁸ La défense de l'Amérique du Nord britannique allait désormais passer par l'établissement d'un système de défense composé de fortifications et de canaux.

Le système défensif

Dans le contexte d'après-guerre où les tensions demeurent vives, différentes propositions sont mises de l'avant par les autorités britanniques en vue de renforcer leurs positions au Canada.

Les propositions soumises par Gordon Drummond pour la défense du Haut-Canada

« were squelched by a letter from Lord Bathurst of October 10, 1815. He was directed to « abstain from undertaking them until His Majesty's Government shall have decided upon some general plan for the future defence of the Province; their attention has already been directed to this object and it is therefore desirable that no new Fortification shall be erected which might either interfere or impede the general measures of defence which upon a further survey may be considered most eligible. »¹⁹⁹

Conformément aux volontés du ministre Bathurst, les autorités militaires n'entreprennent donc aucune construction ou réparation majeure aux ouvrages défensifs de la colonie en 1815-1816. Cependant, les ingénieurs militaires ne tardent pas à souligner la nécessité d'aménager de

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 161.

¹⁹⁸ En 1817, le Secrétaire d'État américain, Richard Rush, et l'ambassadeur britannique à Washington, Charles Bagot, conclurent une entente diplomatique. L'entente stipule que chaque pays n'entretiendra plus, dorénavant, qu'un petit navire armé d'un seul canon de 18 livres sur les lacs Champlain et Ontario, et deux navires semblables sur les lacs Érié, Huron et Supérieur. Les bâtiments existants seront désarmés et aucun autre ne sera construit. En outre, il est entendu que la Royal Navy maintiendra de petites bases navales à l'île aux Noix, à Kingston et à Penetanguishene jusqu'au milieu des années 1830. Dans René Chartrand, *Le Patrimoine militaire canadien d'hier à aujourd'hui*, tome II : 1755-1871, Outremont, Art Global, 1995, p. 141. Voir aussi Hitsman, *op. cit.*, p. 114-115.

¹⁹⁹ Hitsman, *op. cit.*, p. 110.

nouvelles fortifications à Québec et à Kingston, les deux principaux pôles défensifs des Canadas. L'île aux Noix et Niagara s'ajoutent rapidement aux endroits ciblés comme prioritaires, à cause de la construction d'ouvrages défensifs par les Américains sur chacune de ces frontières.²⁰⁰

Par ailleurs, à l'automne 1816, le nouveau commandant des ingénieurs royaux au Canada, E.W. Durnford, juge la défense de Montréal déplorable. Selon lui, Montréal n'est pas en mesure de résister à une attaque en force, alors que la ville et ses abords immédiats constituent la plaque tournante des communications entre les Canadas.²⁰¹

Au début de 1817, la plupart des éléments majeurs d'un nouveau système défensif, jugés indispensables depuis la fin du conflit, sont clairement identifiés. Néanmoins, il faut attendre l'arrivée du duc de Richmond, à titre de gouverneur général en 1818,²⁰² afin que ces différentes propositions soient clairement intégrées dans une stratégie défensive globale pour l'ensemble des Canadas.²⁰³ Le plan de Richmond préconise des fortifications accrues pour Québec et Kingston, l'amélioration des communications entre le Haut et Bas-Canada, par la canalisation des rapides de Lachine,²⁰⁴ d'une part, et l'aménagement d'un lien navigable sur les rivières Outaouais et Rideau, d'autre part. De plus, Montréal devient le pivot logistique de la stratégie défensive des

²⁰⁰ Charbonneau, *op. cit.*, p. 161. Dès 1816, les Américains avaient entrepris la construction d'une fortification à Rouses Point en bordure de la frontière du Richelieu-lac Champlain. Il s'agit d'un « *Bomb-proof Fort* » qui sera surnommé plus tard « *Fort Blunder* » du fait de sa construction en sol canadien suite à une erreur d'arpentage de la frontière. Dans les années 1840 et après le règlement des questions sur la frontière, les autorités américaines érigeront une nouvelle fortification à Rouses Point nommée « *Fort Montgomery* ». Voir James P. Millard, *Fort Montgomery Through the Years. A Pictorial History of the Great Stone Fort on Lake Champlain*, South Hero (Vermont), America's Historic Lakes, 2005.

²⁰¹ Charbonneau, *op. cit.*, p. 162.

²⁰² Charles Lennox, quatrième duc de Richmond, général de l'armée britannique et vétéran de Waterloo, s'affaire à la tâche, dès son arrivée, en effectuant un voyage de reconnaissance dans les différentes parties de la colonie. Dans *Ibid.*, p. 162. Voir aussi George F. G. Stanley, « Charles Lennox », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*. <http://www.biographi.ca> et Frederic Tolfrey, *Tolfrey : un aristocrate au Bas-Canada* (traduit et présenté par Paul-Louis Martin). Montréal, Éditions du Boréal, 1979, p. 190-206.

²⁰³ Charbonneau, *op. cit.*, p. 162.

²⁰⁴ Avant la conclusion de l'entente Rush-Bagot en 1817, l'Amirauté britannique aurait proposé que le canal de Lachine soit capable d'accueillir des navires de guerre (canonnières) et préféablement des navires à vapeur. Dans Hitsman, *op. cit.*, p. 114.

Canadas. Un dépôt de munitions et de matériel militaire devra alors être aménagé sur l'île Sainte-Hélène afin de mieux protéger Montréal et d'en faciliter la défense. Ainsi, Richmond pense que :

« [...] *the Enemy would be reduced to make their principle attack from Lake Champlain to force the line of the Richelieu River. For this plan of operations they are evidently preparing, - the Works at Rouse's Point, the capacious Barracks building in the neighbourhood and the formation of Military Roads to those points, are sufficient indications of their intentions.* »²⁰⁵

Dans cette même perspective, la défense du Richelieu occupe une place de premier plan dans le programme défensif du gouverneur. Quant à l'île aux Noix, Richmond mentionne que :

« *this Island may be considered as one of the most important points to preserve and as the principal outwork to Quebec. [...] St. Johns, Chambly and Sorel might all contribute to gain time, in a climate like this a most important consideration, but could hardly be expected to stop an Enemy who had carried Isle aux Noix.* »²⁰⁶

Dès novembre 1818, il autorise l'armée à faire connaître ses besoins en piquets de cèdre et fait inclure la somme de £ 3,000 en investissement au plan de dépense de 1819 en vue de l'amélioration des ouvrages de défense.²⁰⁷

Bien que s'engage un débat entre les officiers du Génie et les officiers de la Marine concernant le choix du site pour l'aménagement des principaux ouvrages défensifs dans le Haut-Richelieu,²⁰⁸ la nouvelle stratégie est soumise à Wellington, alors *Master General of the Board of Ordnance*,²⁰⁹ qui n'hésite pas à appuyer Richmond. L'approbation de Wellington suscite l'acceptation de la nouvelle stratégie pour les Canadas par les autorités britanniques. Alors qu'au

²⁰⁵ ANC, RG8, I, vol. 1247, p. 114, microfilm, le 10 novembre 1818, Richmond à Bathurst.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ Voir à ce sujet, Charbonneau, *op. cit.*, p. 164-182.

²⁰⁹ Le Grand maître du Génie et de l'Artillerie dirige le corps des ingénieurs et celui de l'artillerie. Il siège au Conseil du Génie et de l'Artillerie (*Board of Ordnance*). Quant au Conseil du Génie et de l'Artillerie lui-même, il doit d'abord fournir l'armée et la marine en armes, en munitions, en uniformes, en vêtements, en équipement et mobilier pour les différentes garnisons. Il est également responsable de la construction et de l'entretien des fortifications et de toute autre construction militaire. Voir à ce sujet, Roch Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses militaires au Canada (1815-1830)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1995, p. 23, Charbonneau, *op. cit.*, p. 164 et Chartrand, *Le patrimoine militaire... Tome II : 1755-1871*, p. 122.

chapitre des dépenses militaires, le budget britannique était passé de 58 à 16 millions de livres entre 1815 et 1819,²¹⁰ cette décision a pour effet de débloquer, au cours des années 1820-1830, d'importantes sommes pour la construction d'ouvrages défensifs à Québec, à l'île Sainte-Hélène, à Kingston, pour le canal Rideau et pour le fort Lennox.

Par ailleurs, des considérations économiques prévalent aussi lors de la prise de décision du gouvernement britannique. Les échanges commerciaux entre le Canada et l'Angleterre se sont accrus considérablement depuis la fin du XVIIIe siècle.²¹¹ Or, les canaux permettent d'améliorer les communications et le commerce tandis que les fortifications contribuent à préserver cet empire commercial.²¹² Selon certains militaires, les investissements requis par l'élaboration de ce plan de défense seront récupérés indirectement par le jeu du commerce, qu'il s'agisse d'importations ou d'exportations. Cette préoccupation commerciale s'avère d'autant plus importante que vers les années 1830, la métropole transige, pour le tiers de son commerce, avec l'ensemble de ses colonies.²¹³ La construction du fort Lennox, sur l'île aux Noix, est l'une des composantes du nouveau système défensif malgré les réticences exprimées contre ce projet par la Commission Carmichaël-Smyth, en 1825.²¹⁴ Cette construction aura des retombées économiques importantes sur le milieu des affaires de la région de Montréal et dans la société du Haut-Richelieu.

²¹⁰ Charbonneau, *op. cit.*, p. 182.

²¹¹ Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada 1791-1840 : Changements structuraux et crise*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980, p. 197-198.

²¹² André Charbonneau, Yvon Desloges et Marc Lafrance, *Québec, ville fortifiée du XVIIe au XIXe siècle*, Ottawa, Parcs Canada et Éditions du Pélican, 1982, p. 71.

²¹³ Peter Burroughs, *British Attitudes Towards Canada, 1822-1849*, cité par *Ibid.*, p. 71.

²¹⁴ Voir à ce sujet, Charbonneau, *Les fortifications de l'île aux Noix...*, p. 182-194.

Le chantier de l'île aux Noix : l'armée britannique comme maître d'œuvre

L'ingénieur

Sans étudier en détail les rouages complexes de l'appareil bureaucratique de l'armée britannique, il convient d'esquisser les grandes lignes de la conception d'un projet de fortification et de bien cerner les fonctions remplies par les forces armées dans un chantier de construction. D'abord, le projet naît de la plume d'un ingénieur militaire. Le plan de base à partir duquel la construction du fort Lennox est entreprise en 1819 est soumis par l'ingénieur Gustavus Nicolls,²¹⁵ en avril 1816. Mentionnons l'important rôle joué par le département des ingénieurs royaux dans tout le processus. En effet, ce dernier prépare les plans, les devis et les mémoires qui serviront à étayer les recommandations. Le chantier du fort Lennox ne fait pas exception à la règle, puisque les plans des différents bâtiments sont l'œuvre des ingénieurs militaires. Par exemple, les plans du logis des officiers²¹⁶ et du corps de garde²¹⁷ sont respectivement le travail de Samuel Romilly, commandant des ingénieurs pour le district de Montréal, et de Elias W. Durnford. Ces plans étaient présentés aux entrepreneurs avant la rédaction de l'acte notarié. Selon la documentation consultée, dans le cas de l'île aux Noix, cette rencontre a eu généralement lieu dans les bureaux des ingénieurs à Montréal.²¹⁸

Le rôle des ingénieurs militaires ne se limite pas à la conception du projet de fortification. Ils en assurent aussi la supervision et la réalisation. Le lieutenant-colonel Durnford inspecte les

²¹⁵ Gustavus Nicolls est commandant des ingénieurs dans les Canadas, de 1815 à 1816 et de 1832 à 1838. Entre ces deux séjours, il occupe la même fonction à Halifax. Sa longue carrière dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord lui donne l'occasion de travailler à plusieurs projets importants de fortifications. Ainsi, il est responsable de la construction de la citadelle de Halifax et dresse les premiers plans du fort Lennox à l'île aux Noix. Dans Charbonneau, *op. cit.*, p. 209.

²¹⁶ ANC, NMC-2289, « Officers' Quarter - Fort Lennox to contain 2 Field Officers, 2 Captains, 6 Subalterns. », signé par Samuel Romilly, Capitaine, Commandant du *Royal Engineers* district de Montréal, le 29 avril 1825.

²¹⁷ ANC, NMC-6190, « Guard House - Fort Lennox », signé par Elias Walker Durnford.

²¹⁸ ANQM, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 484, marché R. Edwards - J. Hislop, le 5 novembre 1824, no. 488, marché R. Edwards - R. Drummond, le 2 décembre 1824 et no. 613, marché C. Forbes - J. Shand, le 3 août 1827. ANQM, greffe H. Griffin, no. 3653, marché P. Rutherford - S. Romilly, le 24 mars 1821.

travaux une fois par année. C'est au capitaine Romilly que revient, en grande partie, la supervision des travaux. C'est sans doute pour remplir cette tâche qu'il effectue plusieurs séjours à l'île aux Noix, entre 1819 et 1822. Ce dernier juge de la compétence des employés civils et signe les rapports sur les travaux ainsi que les réquisitions.²¹⁹ De même, il apparaît à trois occasions comme représentant des forces armées dans les actes notariés.²²⁰ Sans donner de détail sur le rôle de l'ingénieur dans la sélection des fournisseurs, cette situation permet de constater son statut d'intermédiaire entre les entrepreneurs et les forces armées.

Il semble toutefois que les ingénieurs outrepassent leur rôle et ce, au grand mécontentement des officiers du *Commissariat*. En fait, depuis la guerre de 1812, le *Commissariat* a la responsabilité de construire les ouvrages militaires et agit comme intermédiaire de la trésorerie. Or, depuis la réforme administrative de 1795, toute construction militaire doit, en principe, être régie par le conseil du Génie et de l'Artillerie, dont relèvent les ingénieurs royaux.²²¹

À l'île aux Noix, cette rivalité se présente sous la forme d'une volonté de chacun d'agir comme l'agent économique des forces armées. Par exemple, en août 1819, le département des ingénieurs annonce ses besoins en piquets de cèdre pour le chantier de l'île aux Noix. À la suite de l'annonce, une entente est conclue avec le marchand montréalais Oliver Wait.²²² Cependant, la correspondance militaire nous apprend que le *Commissariat* avait lui aussi entamé des démarches en vue d'acquérir le matériel. Ce dernier, voyant qu'une entente avait été conclue et

²¹⁹ Christian Rioux, *L'armée britannique au fort Lennox de 1819 à 1870 : organisation et effectifs*, Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 206), 1985, p. 32.

²²⁰ ANQM, greffe H. Griffin, no. 3013, marché O. Wait – S. Romilly, le 11 mars 1820, ANQM, greffe H. Griffin, no. 3102, marché Duchesnay – S. Romilly, le 20 avril 1820, ANQM, greffe H. Griffin, no. 3653, marché P. Rutherford – S. Romilly, le 24 mars 1821.

²²¹ Charbonneau, Desloges et Lafrance, *op. cit.*, p. 268.

²²² ANC, RG8, I, vol. 125, p. 123-124, microfilm, bobine C-2684, *Commissary General Office*, Montréal, le 20 avril 1820, I.W. Clarke, *Deputy Commissary General*, à Bowles.

qu'une grande partie du matériel avait déjà été fournie, fit marche arrière.²²³ Toutefois, l'assistant commissaire général I.W. Clarke exprime son mécontentement et vante les mérites de son département dans sa lettre destinée au secrétaire militaire. Il insiste alors pour que le paiement des fournisseurs soit confié à son département plutôt qu'au département des ingénieurs. Il écrit :

« [...] *that it is owing to some mistakes that materials have been contracted for by the Engineers and there appears now a difficulty as to the payment of the article; this may probably be best overseen on (-) (-) with the Commissary General.* »²²⁴

Le personnel de soutien

À l'île aux Noix, l'ingénieur Romilly s'appuie sur un personnel de soutien. Un à deux officiers ayant le grade de lieutenant ou de capitaine résident au fort Lennox pour la surveillance des travaux. Au cours des premières années de la construction, l'officier « résidant » veille à la bonne marche des travaux et dirige les groupes de travailleurs militaires (*Working party*). Par la suite, il surveille la réalisation des travaux effectués par les entrepreneurs civils. Au plan administratif, il signe les comptes pour que les fournisseurs soient payés.²²⁵

Un grand nombre d'employés civils assistent les ingénieurs militaires. En effet, le département des ingénieurs royaux emploie un maître charpentier, un maître maçon, des contremaîtres, un commis de travaux, un forgeron ainsi que du personnel administratif.²²⁶ Au fort Lennox, le maître charpentier assistait l'ingénieur dans la direction des travaux de construction et de réparation. Quant au maître maçon, il avait la tâche d'évaluer le matériel et de voir à la bonne finition des édifices, effectuée par les entrepreneurs civils. Le commis de travaux, lui, avait

²²³ ANC, RG8, I, vol. 125, p. 126, microfilm, bobine C-2684, *Commissary General Office*, Montréal, le 8 avril 1820, I.W. Clarke à John Hare, *Assistant Storekeeper General*.

²²⁴ ANC, RG8, I, vol. 125, p. 123-124, *op. cit.*

²²⁵ Rioux, *op. cit.*, p. 32.

²²⁶ Pour la liste complète des personnes employées à l'île aux Noix par le département des ingénieurs, voir l'Appendice E, *Ibid.*, p. 122-124.

comme principale fonction de tenir les listes des employés, les listes de paye et les livres de comptes.²²⁷

Certains membres du personnel civil à l'emploi du département des ingénieurs proviennent de la région immédiate de l'île aux Noix. Il s'agit d'anciens militaires ou des personnes ayant entretenu des liens avec les forces armées. Certains provenaient de l'extérieur de la région puisque l'armée transférait son personnel d'une garnison à une autre selon ses besoins.²²⁸

Prenons l'exemple du maître charpentier John Watts. Celui-ci servit les forces armées au sein du *Royal Artillery* de 1797 à 1814. À ce moment, il se vit offrir le poste de maître charpentier dans le corps du génie royal. Il obtint donc son congé de l'artillerie royale et occupa sa charge à l'île aux Noix, dès le 24 juin 1814. Il occupa cette fonction pendant dix ans et demi, travaillant à la construction de la base navale et, plus tard, à celle du fort Lennox.²²⁹

Mentionnons aussi les cas de William Shand et Robert Dent, tous deux maîtres charpentiers au fort Lennox. Installés à Montréal depuis le début du XIXe siècle, William Shand et son frère Joseph travaillent en tant que *civil engineers*.²³⁰ En 1810, le premier fonde avec Andrew White une société qui dure jusqu'en 1815.²³¹ Au cours de la guerre, il joint un bataillon de la milice volontaire et participe à la défense de Montréal. À partir 1819, il est engagé par le *Royal Engineers* pour le compte duquel il travaille à l'île aux Noix (1822-1824)²³² et à

²²⁷ *Ibid.*, p. 33-34.

²²⁸ ANC, RG8, I, vol. 420, p. 149-152, microfilm, bobine C-2943, *Royal Engineer Office*, Québec, le 20 septembre 1824, Durnford à Darling.

²²⁹ Thomas Hooper et David Lee, « Le maître charpentier John Watts » dans David Lee *et al.*, *Études Thématiques : île aux Noix*, Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 47), 1967, 180-181. En qualité de maître charpentier, Watts recevait un salaire de £ 136 17s 6d par année et logeait dans les bâtiments publics situés sur l'île aux Noix. Dans Rioux, *op. cit.*, p. 122.

²³⁰ Douglas Shand Tucci, « The Shand Family » dans *Missisquoi Loyalist Legacies*, Missisquoi Historical Society, vol. 14, 1976, p. 127.

²³¹ John Witham, « Andrew White », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

²³² Rioux, *op. cit.*, p. 122.

Chambly.²³³ Quant à Robert Dent, il travaille pour le compte des ingénieurs militaires à l'île aux Noix en 1830-1831 après avoir participé à la construction du fort Lennox en tant qu'entrepreneur.

Bien que nous ne puissions pas tirer de conclusion à l'aide de ces exemples, il est probable que certains employés civils aient déjà servi au sein des forces armées britanniques, particulièrement au sein du *Royal Artillery*. Comme le mentionne Rioux, les soldats de l'artillerie ont la possibilité de quitter le régiment en obtenant un emploi. Il semble que cette option soit surtout offerte aux sergents. Par exemple, en 1844, quatre sergents du régiment sont éligibles pour un poste de maître éclusier sur le canal Rideau. En 1846, un sergent est nommé contremaître pour le bureau de l'*Ordnance*.²³⁴ L'exemple de John Watts ne représente donc pas un cas isolé au sein des forces armées britanniques au Canada. Quant aux cas de Shand et de Dent, ils démontrent l'utilisation de ressources locales par le département des ingénieurs.

La main-d'œuvre des entrepreneurs civils

Contrairement à Québec où, comme l'expliquent Charbonneau, Desloges et Lafrance, l'armée britannique cherche, dans la mesure du possible, à subvenir elle-même aux besoins en main-d'œuvre dans le domaine de la construction,²³⁵ le recrutement de travailleurs civils devint

²³³ ANC, RG8, I, vol. 419, p. 137-138, microfilm, bobine C-2943, *Royal Engineers' Office*, Québec, le 17 juillet 1824, Durnford à Darling, secrétaire militaire.

²³⁴ Christian Rioux, *La présence du régiment Royal Artillery à Québec de 1759 à 1871 : organisation, effectifs, fonctions*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 331), 1979, p. 93.

²³⁵ Charbonneau, Desloges et Lafrance, *op. cit.*, p. 291. Selon eux, aucun contrat n'est accordé à un entrepreneur pour la construction de la Citadelle. Là-dessus les auteurs de l'imposante thèse n'ont pas tout à fait raison. En effet, deux contrats sont passés à Montréal, le 8 février 1822, entre Andrew White et Oliver Wait, d'une part, et Isaac W. Clarke, assistant commissaire général, d'autre part, concernant l'approvisionnement en pierres de construction pour le chantier de la citadelle sur le Cap-diamant : ANQM, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 273 et no. 274. Quoiqu'il en soit, il semble que les militaires cherchent à recruter les artisans parmi les soldats de la garnison. Or, s'ils choisissent des militaires, ils mettent également à contribution une partie de la garnison par le biais des corvées (*fatigue*). D'ailleurs, la garnison cantonnée à Québec pendant cette période se chiffre à quelques 1,400 soldats. Même s'il est fort probable que les militaires ne possédaient pas tous un métier, la garnison représente un important réservoir de main-d'œuvre.

Cependant, y avait-il des civils sur le chantier de la Citadelle? Quoique la documentation militaire reste muette à ce sujet, il semble qu'une partie de la main-d'œuvre ait été civile. Bien qu'elle ait eu une importance appréciable,

rapidement une préoccupation des autorités britanniques dans un chantier éloigné comme celui de l'île aux Noix. En décembre 1819, Durnford fait parvenir une lettre au secrétaire militaire au sujet du logement des ouvriers civils dans laquelle il souligne que la demande provient des entrepreneurs eux-mêmes.²³⁶ Par ailleurs, il recommande de prendre des dispositions à cet égard dans un court délai afin de ne pas mettre en péril la construction du fort Lennox. La recommandation de Durnford est suivie puisque Romilly rapporte, dès le printemps suivant, que les bâtiments et les casernes temporaires « will be ready by the 20th of April, and will be partly wanted for the accomodation of the civil artificer and contractors' men. »²³⁷ D'ailleurs, quelques jours plutôt, Romilly – au nom de l'armée – s'était engagé à « furnish at Isle aux Noix, Barracks rooms on premises to lodge the workman & laborers of the said Peter Rutherford ». ²³⁸

Le chantier de construction de l'île aux Noix se trouve donc sous l'entière responsabilité des militaires. Ces derniers emploient le personnel de soutien nécessaire, assurent – par l'entremise du département des ingénieurs – le bon déroulement des travaux de construction et supervisent la main d'œuvre des entrepreneurs. Les militaires voient même au logement de la main-d'œuvre, qu'elle soit ou non, engagée par eux.

Les travaux de construction (1819-1829)

La construction de l'enceinte fortifiée : fossé et rempart

La construction du fort Lennox débute au printemps 1819 et s'échelonne sur une dizaine d'années. Les efforts se concentrent d'abord sur l'aménagement du fossé et du rempart. Pour ce

elle n'a représenté que 17% de la main-d'œuvre totale. Nous constatons ainsi l'omniprésence des militaires sur le chantier du cap Diamant. D'ailleurs, la présence des civils peut s'expliquer par la mobilisation des soldats de la garnison de Québec vers l'île aux Noix. Il est aussi fort probable, comme nous l'évoquions, que les militaires en garnison ne possédaient pas tous un métier, ce qui justifie, la présence des artisans civils au cours de la construction de la Citadelle. Voir Charbonneau, Desloges et Lafrance, *Ibid.*, p. 279.

²³⁶ ANC, RG8, I, vol. 404, p. 194-195, microfilm, bobine C-2939, *Royal Engineer Office*, Québec, le 7 décembre 1819, Durnford à Bowles.

²³⁷ ANC, RG8, I, vol. 569, p. 49-50, microfilm, bobine C-3075, *Royal Engineer Office*, Montréal, le 29 mars 1820, Romilly à (probablement) Durnford.

²³⁸ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3653, marché P. Rutherford – S. Romilly, 24 mars 1821.

faire, les militaires utilisent la main-d'œuvre qu'ils ont sous la main : les soldats. En 1818, le gouverneur Richmond prévoyait employer 500 hommes durant les mois d'été pour la construction du fort. Selon lui, cela devait permettre des économies et accélérer les travaux.²³⁹ La moitié de la garnison de Montréal est donc affectée à l'île aux Noix en 1819.²⁴⁰ L'année suivante, les autorités font appel à un détachement de Québec, probablement pour ménager le régiment de Montréal.²⁴¹ L'achèvement des travaux de construction de l'enceinte fortifiée permet aux autorités militaires de réduire le nombre de troupes affectées à l'île aux Noix.

Pourtant, il semble que les militaires n'aient pas été les seuls à travailler sur les ouvrages de fortifications. En effet, devant des difficultés d'ordre technique et face à la lenteur des travaux, l'emploi d'ouvriers civils devient une nécessité aux yeux de l'ingénieur Romilly. À ce sujet, il écrit à Durnford en 1820:

« [...] *I have every reason to think sufficient Labourers would engage if they are allowed the rations; And I am convinced the work would then be done cheaper by them than the military; if this measure is not adopted it is hardly worth while to carry on the fortification any longer this season;* [...] »²⁴²

Quoique l'opinion de Romilly aille à l'encontre de la vision du duc de Richmond, Durnford transmet la demande de son subalterne à Québec afin d'obtenir l'autorisation du commandant des forces armées. Il espère que Dalhousie autorisera l'embauche d'ouvriers civils, en leur offrant un salaire acceptable et des rations, sans toutefois dépasser les montants déjà prévus à cet effet dans les estimés et le budget.²⁴³ Le gouverneur Dalhousie approuve la demande

²³⁹ ANC, RG8, I, vol. 1247, p. 114, microfilm, le 10 novembre 1818, Richmond à Bathurst.

²⁴⁰ ANC, RG8, I, vol. 567, p. 62-64, microfilm, bobine C-3075, le 12 juillet 1819, Harvey à Van Cortland et ANC, RG8, I, vol. 567, p. 72, microfilm, bobine C-3075, 20 septembre 1819, Van Cortland à Bowles. Cette situation entraîne toutefois l'embauche de civils pour exécuter des tâches ordinairement faites par les militaires dans la ville. Dans *Ibid.*, p. 62-64.

²⁴¹ Claudette Lacelle, *La garnison britannique dans la ville de Québec d'après les journaux de 1764 à 1840*, Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 183), 1976, p. 114, note 24.

²⁴² ANC, RG8, I, vol. 407, p. 124, microfilm, bobine C-2940, île aux Noix, le 8 août 1820, Romilly à Durnford.

²⁴³ ANC, RG8, I, vol. 407, p. 122, microfilm, bobine C-2940, *Royal Engineer Office*, Québec, le 24 août 1820, Durnford à Darling, secrétaire militaire.

de Durnford. Pourquoi? La garnison montréalaise étant moins importante que celle de Québec, les autorités militaires se voient dans l'impossibilité d'affecter plus d'hommes au chantier du fort Lennox. D'ailleurs, Dalhousie répond à Romilly en écrivant : « I have not the means of giving you the strength of Military workmen that could enable you to make any notorial progress. »²⁴⁴

Par ailleurs, la correspondance entre le secrétaire militaire et le *Commissariat* démontre que les autorités militaires procèdent effectivement à l'embauche de travailleurs civils afin de pallier le manque de troupes disponibles dans le district de Montréal.²⁴⁵ Il nous est toutefois difficile d'évaluer l'importance de ceux-ci sur le chantier de l'île aux Noix.²⁴⁶

Utilisation de nouvelles technologies : la vapeur

Le chantier de construction de l'île aux Noix permet aux Britanniques d'utiliser de nouvelles technologies. Le plan dessiné par l'ingénieur Nicolls en 1816 comprenait la présence d'un fossé sec autour du rempart du fort. Cependant, la nappe phréatique se trouvant à quelques pieds sous le niveau du sol,²⁴⁷ la main-d'œuvre doit faire face à un obstacle important dans l'édification d'un tel ouvrage défensif : l'inondation. Afin d'être en mesure de poursuivre les travaux, l'ingénieur Romilly incite pour que l'armée fasse l'acquisition d'un « petit engin à vapeur ». Selon lui,

« [...] on a careful Examination of the state of the New Works at Isle aux Noix; and from my knowledge of what they will consequently be in the Spring; it is absolutely necessary that a Small Steam Engine should be erected to pump out the water, I recommend a Twenty Horse power as Engine of that description will always sell for some other purpose; and that Advertisements be immediately published for proposals to that effect.

²⁴⁴ ANC, RG8, I, vol. 128, p. 15, microfilm, bobine C-2685, île aux Noix, le 2 septembre 1820, Dalhousie à Romilly.

²⁴⁵ ANC, RG8, I, vol. 126, p. 165, microfilm, bobine C-2684, *Commissary Generals' Office*, Québec, le 30 septembre 1820, Wood, Commissaire général, à Darling.

²⁴⁶ Comme le soulignent Lafrance, Desloges et Charbonneau à l'égard du chantier de la citadelle à Québec, l'analyse de la main-d'œuvre d'un chantier militaire présente beaucoup de difficultés. La carence des sources ne permet de dégager que les grandes lignes et les chiffres mentionnés restent incomplets. Dans Charbonneau, Desloges et Lafrance, *op. cit.*, p. 278.

²⁴⁷ Charbonneau, *Les fortifications de l'île aux Noix...*, p. 230.

*I think the Steam Engine should work large chain pumps, and be so constructed as to be able to communicate its power to such places in any part of the Ditch.»*²⁴⁸

Romilly consulte les ingénieurs civils ainsi que la main-d'œuvre des fonderies montréalaises. Il conclut qu'un engin à vapeur coûterait environ £800 incluant les coûts de transport du matériel et la construction d'un hangar.²⁴⁹ Il précise néanmoins qu'un engin moins coûteux pourrait être utilisé, mais ne pourrait être revendu par la suite, « where as the one aluded to may be sold when it is no longer wanted and will answer for a Small Steam boat or any use to which Steam Engines are applied. »²⁵⁰

La demande formulée par Romilly est transmise au secrétaire militaire par Durnford.²⁵¹ Même si la correspondance militaire tend à démontrer l'utilisation d'un tel engin à l'île aux Noix, la documentation consultée ne nous permet pas de l'affirmer.

À l'intérieur de l'enceinte : les bâtiments du fort Lennox

La poudrière

« À cause des impératifs défensifs inhérents à ce genre d'édifices »²⁵², la poudrière devient, en 1820, le premier bâtiment achevé au fort Lennox. Les militaires évaluent son coût à £2 018.²⁵³ Faite de pierres, elle est construite au nord-ouest de la fortification, dans le bastion le moins exposé à l'ennemi, ce qui est conforme aux exigences défensives de l'époque.²⁵⁴ En effet, « advenant la destruction ou l'explosion de l'édifice, le bastion peut être rapidement refermé à la

²⁴⁸ ANC, RG8, I, vol. 410, p. 106, microfilm, bobine C-2941, *Royal Engineer Office*, Montréal, le 23 octobre 1821, Romilly à Durnford.

²⁴⁹ ANC, RG8, I, vol. 410, p. 107, microfilm, bobine C-2941, *Royal Engineer Office*, Montréal, le 10 novembre 1821, Romilly à Durnford.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 107.

²⁵¹ ANC, RG8, I, vol. 410, p. 105, microfilm, bobine C-2941, *Royal Engineer Office*, Québec, le 14 décembre 1821, Durnford à Darling, secrétaire militaire.

²⁵² Charbonneau, *op. cit.*, p. 200, notes de bas de page numéro 4.

²⁵³ David Lee, *Historique de la construction du fort Lennox*, Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 108), 1973, p. 39.

²⁵⁴ Charbonneau, *op. cit.*, p. 202.

gorge par un retranchement temporaire, pour permettre une défense contre l'assaut. »²⁵⁵ Comme mesure supplémentaire de contrôle et de défense, les autorités britanniques aménagent une palissade bois autour du bâtiment tandis que la gorge du bastion est fermée par un mur de maçonnerie.²⁵⁶

Le corps de garde

Construit en 1821, ce bâtiment de pierre comprend deux étages et un portique à arcades. Cet édifice possède un triple usage. Tout d'abord, le corps de garde joue le rôle de quartier général du fort Lennox. C'est pourquoi, nous y retrouvons, au niveau inférieur, les salles de garde pour les soldats et les officiers. La salle de garde constitue la salle de repos des sentinelles tandis que la salle de l'officier du jour représente le bureau pour l'officier en service. En deuxième lieu, cet édifice sert de lieu de détention pour les soldats récalcitrants. La section est du niveau inférieur du bâtiment est consacrée à cet usage. Nous y retrouvons donc le bureau de l'adjudant du fort, l'officier en charge du respect de la discipline et des règlements, ainsi que la prison. En troisième lieu, l'étage supérieur sert d'entrepôt, bien qu'il ait aussi été employé comme dortoir pour les soldats.²⁵⁷ Les militaires évaluent les montants de sa construction à £2 219 16s 5½d.²⁵⁸

Les entrepôts de l'Ordnance et du Commissariat

Le plan initial prévoyait la construction d'un long bâtiment abritant les différentes fournitures nécessaires à la garnison. En raison de l'instabilité des sols de l'île aux Noix,²⁵⁹ les

²⁵⁵ *Ibid.*, p. 202.

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 202.

²⁵⁷ Lee, *op. cit.*, p. 10. En 1827, la vieille caserne de bois située à l'extérieur de l'enceinte fut détruite. La caserne étant encore en construction, les troupes logent au corps de garde.

²⁵⁸ ANC, RG8, I, vol. 411, p. 66-67, microfilm, bobine C-2941, « Estimate of expence for the Main Guard, Officer Guard Room, Orderly Room, Solitary Cells with a Store Room above for Barrack furniture at Fort Lennox », *Royal Engineer Office*, Montréal, le 16 mars 1821.

²⁵⁹ « L'île aux Noix comporte un sol surtout composé d'argile silteuse, d'une profondeur d'environ 40 pieds, avant d'offrir des nappes plus compactes de graviers rocheux et de roc. Des sondages archéologiques révèlent de plus la

ingénieurs militaires décidèrent d'ériger deux édifices. Construits entre 1821 et 1823, ces bâtiments de pierre avec toiture sur charpente de bois étaient composés de deux étages qui servaient d'entrepôt. L'entrepôt de l'*Ordnance* abritait le matériel et les articles dont le *Royal Artillery* avait besoin dans l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire les pièces d'artillerie ainsi que les projectiles de toutes sortes, à l'exception de la poudre noire qui était entreposée dans la poudrière. Quant au bâtiment du *Commissariat*, il servait pour l'entreposage du matériel destiné aux troupes de la garnison.

Le logis des officiers

La construction du logis des officiers du fort Lennox débute en 1821 pour se terminer en 1828. Les problèmes éprouvés par les militaires dans l'achèvement des remparts et des ennuis contractuels avec certains entrepreneurs retardent sa construction. Le logis est construit en pierre avec un portique à arcades identique au corps de garde. Contrairement aux autres bâtiments du fort, son rez-de-chaussée n'est pas construit « à l'épreuve des bombes », c'est-à-dire qu'il n'est ni blindé, ni voûté. Un plan du bâtiment effectué par le capitaine Romilly précise que le bâtiment pouvait accueillir deux officiers supérieurs, deux capitaines et six officiers subalternes.²⁶⁰ En 1825, les autorités militaires affectent la somme de £2,851 17s 3½d à la construction de l'édifice.²⁶¹

Les casemates, les latrines des officiers et la caserne des soldats

Des cuisines et des entrepôts de nourriture sont érigés pour les officiers et les soldats de la garnison. Construites « à l'épreuve des bombes » et aménagées sous le rempart, le vocabulaire

présence, aux travers de couches d'argile, de bancs de sable de volumes inégaux et ce, particulièrement sur le côté sud-est de l'île. » Dans Charbonneau, *op. cit.*, p. 230.

²⁶⁰ ANC, NMC-2289, « Officers' Quarter - Fort Lennox to contain 2 Field Officers, 2 Captains, 6 Subalterns. », signé par Samuel Romilly, Capitaine, Commandant du *Royal Engineers* district de Montréal, le 29 avril 1825.

²⁶¹ ANC, WO44, vol. 40, p. 42, microfilm, bobine B-1309, le 30 avril 1825. Le document mentionne qu'une somme de £500 avait déjà été autorisée en 1824.

militaire les désigne sous le nom de « casemates ». À l'origine, sept casemates devaient servir aux besoins des troupes et quatre autres aux officiers. Au cours de la période de construction, les militaires apportèrent des changements au plan initial. En 1829, le fort Lennox comporte donc onze casemates construites sous le rempart nord-ouest, à l'arrière de la caserne des soldats, et six casemates sous le rempart nord-est, à l'arrière du logis des officiers, en plus des latrines des officiers situées, elles aussi, à l'arrière du bâtiment des officiers.

Érigée entre 1827 et 1829, la caserne est la dernière construction du fort Lennox. Autre bâtiment de pierre, elle comprend deux étages et constitue le plus grand bâtiment de la fortification.²⁶² Conçue pour résister aux attaques de l'artillerie, la caserne repose sur d'imposantes fondations dont un arc de pierre renversé ayant pour objectif d'empêcher l'affaissement de la construction dans le sol marécageux de l'île aux Noix.²⁶³

Les entrepreneurs en construction

La construction du fort Lennox entraîne des dépenses militaires ainsi que des retombées économiques importantes dans le district de Montréal. Les fournisseurs sont les premiers bénéficiaires de l'activité de l'armée. Malgré tout, le marché militaire montréalais demeure ouvert et compétitif pendant toute la période et dans tous les secteurs,²⁶⁴ notamment dans le secteur de la construction. En effet, les entrepreneurs qui oeuvrent à l'île aux Noix n'ont l'occasion de décrocher des contrats qu'une seule fois, parfois deux avec un peu de chance. L'armée britannique a ainsi recours à une variété considérable de fournisseurs dans le domaine de la construction.

²⁶² Selon la documentation militaire, entre 400 et 450 soldats pouvaient y loger. ANC, RG8, I, vol. 585, p. 20, microfilm, bobine C-3149, « Returns of the Capacity and Condition of the Barracks in Upper and Lower Canada », 1834. Le document fait mention d'une capacité de 419 personnes.

²⁶³ Lee, *op. cit.*, p. 57.

²⁶⁴ Legault, *op. cit.*, p. 304.

La poudrière

Jean-Baptiste Juchereau-Duchesnay et Robert Christie obtiennent le contrat de construction de la poudrière en avril 1820.²⁶⁵ Selon l'entente, les entrepreneurs s'engagent à fournir la main-d'œuvre, la pierre de construction, la brique et les matériaux secondaires tels la chaux et le charbon de bois.²⁶⁶ La correspondance entre le département des ingénieurs, le *Commissariat* et le secrétaire militaire confirme cet état des choses.²⁶⁷ Pour ce qui est de la main d'œuvre, ils évaluent que de 100 à 300 travailleurs seront engagés afin de compléter rapidement le travail de construction.²⁶⁸ De son côté, l'armée s'engage à fournir le logement aux ouvriers²⁶⁹ confirmant ainsi la pression exercée par les fournisseurs sur les autorités militaires au sujet du logement, d'une part, et l'importance des employés civils, d'autre part.

Issu de l'une des plus riches familles de l'aristocratie seigneuriale de la région de Québec, Jean-Baptiste Juchereau-Duchesnay opte pour la carrière des armes qu'il quitte brièvement en 1802 pour se lancer en affaires dans la région de Lotbinière. En 1805, il réintègre l'armée en obtenant une commission d'enseigne dans le 60^e régiment d'infanterie.²⁷⁰ Pendant la

²⁶⁵ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3102, marché J. B. Duchesnay – S. Romilly, le 20 avril 1820. Les entrepreneurs s'engagent à commencer les travaux avant le 15 mai 1820, soit un peu moins d'un mois après la signature du contrat.

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ ANC, RG8, I, vol. 126, p. 40, microfilm, bobine C-2684, *Commissary Generals' Office*, Québec, le 7 juin 1820, Wood à Bowles, secrétaire militaire.

²⁶⁸ Dans l'étude des marchés passés par les militaires, il est très rare de posséder, en plus du contrat notarié, la soumission de l'entrepreneur. Dans le cas de Duchesnay-Christie, la soumission permet d'obtenir quelques précisions supplémentaires sur la main-d'œuvre. En plus des nombreux points financiers et techniques, la soumission de Duchesnay-Christie indique que la brique provient de la région du lac Champlain. ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3102, marché J. B. Duchesnay – S. Romilly, le 20 avril 1820.

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ Le 60^e régiment accueille davantage de Canadiens que les autres régiments d'infanterie des forces armées britanniques. Charles-Michel de Salaberry, Jean-Baptiste et Michel-Louis Duchesnay peuvent ainsi s'intégrer à l'armée régulière dans le 60^e régiment. Les Duchesnay tout comme Salaberry « doivent compter sur le patronage du prince Edward Augustus, le duc de Kent et de Strathhearn. Ils s'appuient sur le réseau de relations, patiemment mis sur pied et entretenu par le prince Edward. » Roch Legault, *Une élite en déroute. Les militaires canadiens après la Conquête*, Outremont, Athéna éditions, 2002, p. 79.

Selon Roch Legault, « seul le 60^e régiment est ouvert aux officiers étrangers, mais il est plus exposé au feu de l'ennemi que les autres unités de la Grande-Bretagne. À plusieurs reprises, le *War Office* condamne des déserteurs à servir dans ce régiment plutôt que d'avoir recours à la flagellation, ce qui le rend encore moins attrayant pour les aspirants-officiers. » Roch Legault, « L'organisation militaire sous le régime britannique et le rôle assigné à la

guerre de 1812, il sert à titre de capitaine dans les Voltigeurs canadiens et se distingue à la bataille de la Châteauguay. Le gouverneur Dalhousie le nomme aide de camp provincial à l'état-major de la milice, à Québec, en mars 1821. Cette promotion lui vaut le grade de lieutenant-colonel de la milice.²⁷¹

De son côté, Robert Christie est originaire de la Nouvelle-Écosse. Au début du XIXe siècle, il se lance en affaires à Halifax avant de poursuivre sa vie professionnelle à Québec comme avocat. Pendant la guerre de 1812, il sert en tant que capitaine dans la milice de Québec. Par la suite, c'est comme journaliste et homme politique qu'il est reconnu. En 1819, il est nommé greffier d'une commission chargée de trancher la question des revendications foncières de la Gaspésie, commission où l'on retrouve Michel-Louis Juchereau-Duchesnay, le frère de son partenaire d'affaires à l'île aux Noix.²⁷²

Étonnante association d'affaires que celle-ci. Bien que les deux partenaires aient l'expérience des affaires, ni l'un, ni l'autre ne possèdent l'expertise et les compétences requises pour la réalisation des travaux de construction de la poudrière du fort Lennox. Tous deux résident loin du chantier de l'île aux Noix. En observant le passé militaire des deux hommes, nous pourrions soupçonner les forces militaires d'effectuer du patronage dans la sélection des entrepreneurs. Pourtant, le contrat passé par le département des ingénieurs respecte les principes et les pratiques de l'armée britannique. En réponse à une annonce diffusée par le Gouvernement dans la *Gazette de Québec*, Duchesnay et Christie s'enquière de trouver des garants avant de remettre leur soumission aux autorités militaires. Du fait de leurs liens avec les autorités, il est cependant possible que ces derniers aient eu accès à de l'information privilégiée.

gentilhomme canadienne (1760-1815)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 45, no. 2, automne 1991, p. 236-237.

²⁷¹ Céline Cyr et Michelle Guitard, « Jean-Baptiste Juchereau-Duchesnay », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

²⁷² Shirley C. Spragge, « Robert Christie », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

Il ne faudrait pas passer sous silence l'appuie de certains personnages influents des milieux d'affaires de Québec et de Montréal. Ainsi, John Goudie, Moses Hart, Horatio Gates, de même que la société Caldwell & Davidson, font partie des répondants de Duchesnay et Christie. Qui plus est, certains garants, par exemple John Goudie²⁷³ et Horation Gates, entretiennent des liens économiques étroits avec les autorités militaires. Aussi, comme le mentionne Legault, « toute l'affaire est l'œuvre d'un officier du département du génie et de l'artillerie et elle se produit avant que le *Commissariat* resserre sa surveillance sur le choix des fournisseurs et des garants. »²⁷⁴ Néanmoins, les risques d'une telle entente sont, pour l'armée, extrêmement limités.

Le logis des officiers

Différents entrepreneurs ont été chargés des travaux du logis des officiers. En mars 1821, le département des ingénieurs s'entend avec Peter Rutherford pour la mise en place des fondations du bâtiment.²⁷⁵ Ce dernier s'engage à fournir les matériaux et la main-d'œuvre nécessaires alors que l'armée verra à loger les ouvriers. Marchand-négociant de Montréal, Rutherford s'intéresse au chantier de l'île aux Noix où il obtient différents contrats entre 1821 et 1824. Sans doute pour des raisons d'ordre économique, il s'établit à l'île aux Noix en 1821-1823. Cette situation n'est probablement pas étrangère au fait qu'il soit associé aux Lighthall et Nye, deux familles importantes de la région.²⁷⁶

²⁷³ Entrepreneur d'origines écossaises, John Goudie représente une figure importante de la construction navale à Québec. Pendant la guerre de 1812-1814, il fut envoyé dans le Haut-Canada par le gouverneur Prévost afin de superviser la mise sur pied de la flotte britannique sur les Grands Lacs. Pendant l'hiver de 1814-1815, il signe des contrats pour la construction d'un navire de 74 canons à Kingston et pour celle de deux frégates, d'un navire ravitailleur et de 11 canonnières à l'île aux Noix. Comme le mentionne Eileen Marcil, « ces contrats témoignent aussi bien de ses qualités d'organisateur que de sa compétence comme constructeur. » Ces contrats furent toutefois annulés en 1815 à l'exception des canonnières qui furent achevées. Dans Eileen Marcil, « John Goudie », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne* et dans Robert Malcomson, *Warships of the Great Lakes, 1754-1834*, Londres, Caxton Editions, 2001, p. 136.

²⁷⁴ Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses...*, p. 292.

²⁷⁵ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3653, marché P. Rutherford – S. Romilly, le 24 mars 1821.

²⁷⁶ En effet, la famille Nye est établie dans la région de Lacolle où certains de ses membres sont des marchands importants. Larry S. McNally, « Robert Hoyle », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*. Voir aussi Jule Romme, *Beaujeu : Saint-Bernard-de-Lacolle (1843), Notre-Dame-du-Mont-Carmel (1913), Lacolle (1920)*, 1993, p.

Par la suite, l'armée fait appel aux maçons de la société Thomson & Hislop pour la construction de l'édifice de deux étages.²⁷⁷ Ceux-ci doivent effectuer les travaux intérieurs, par exemple, le plâtre. Les entrepreneurs fournissent tout le matériel nécessaire à la construction à l'exception des échafaudages qui seront fournis par les militaires. Thomas Thomson et James Hislop sont des entrepreneurs locaux. Récemment immigré d'Écosse, James Hislop s'établit dans la région de Clarenceville et de Noyan.²⁷⁸

Enfin, un troisième intervenant participe à la construction du logis des officiers. Afin d'exécuter les travaux de menuiseries, le *Commissariat* accorde un contrat à Robert Dent et Richard Webster, deux menuisiers de l'île aux Noix.²⁷⁹ Contrairement aux autres contrats concernant le logis des officiers, l'armée fournit tout le matériel nécessaire à la réalisation des travaux. Les entrepreneurs, eux, effectuent les ouvrages de peinture, de vernis et sont responsables des travaux de couverture de la toiture du bâtiment. Encore une fois, les entrepreneurs proviennent de la région immédiate du fort Lennox.

Né en Angleterre en 1785, Robert T. Dent s'établit dans le Haut-Richelieu au cours des premières années du XIXe siècle. Tout comme James Hislop, Dent habite la région de Noyan et Clarenceville.²⁸⁰ Dent n'en est pas à sa première expérience de travail avec les forces armées

81-82. Les membres de la famille Nye font partie des héritiers potentiels des propriétés du général Gabriel Christie, en particulier la seigneurie de Lacolle. Quant à Rutherford, son séjour dans la région lui permet de se marier avec Margaret Taylor, résidente de l'île aux Noix, en mars 1823. Archives de l'Université McGill, *Lighthall Papers*, caisse 21, dossier 18, *letters and Papers* 1817-1854.

²⁷⁷ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 484, marché R. Edwards – J. Hislop, le 5 novembre 1824. Cette entente s'élève à £1 494. Quant aux termes du contrat, Thomas Thomson et James Hislop s'engagent à terminer la structure du bâtiment pour le 1^{er} septembre 1825.

²⁷⁸ <http://freepages.genealogy.rootsweb.com>. Consulté le 15 décembre 2006.

²⁷⁹ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 487, marché R. Edwards – R. Dent et R. Webster, le 1^{er} décembre 1824. Le contrat est évalué à £370.

²⁸⁰ Comme nous l'avons souligné plus tôt, il est employé par les ingénieurs militaires à titre de maître-charpentier à l'île aux Noix en 1830-1831. Dans Rioux, *op. cit.*, p. 123.

britanniques à l'île aux Noix. Déjà en 1815, il avait obtenu, avec William Griffin, un contrat pour la construction des casernes de la Marine et de deux *cookhouses*.²⁸¹

Les casemates, les latrines des officiers et la caserne des soldats

En 1824, l'architecte Robert Drummond obtient le contrat de construction de quatre casemates servant de cuisines situées sous le rempart nord-ouest pour la somme de £1 458.²⁸² Pour ce qui est des matériaux, les détails du contrat sont similaires aux autres ententes étudiées. Originaire d'Écosse, Drummond arrive au Canada en 1817. Rapidement, à titre d'entrepreneur, il obtient des contrats pour le gouvernement. Il construit une écluse aux rapides de Sainte-Anne. À l'île aux Noix, il érige l'un des ponts-levis de la nouvelle fortification. En 1825, il effectue des travaux pour le compte de l'armée à William-Henry.²⁸³ Plus tard, Drummond, comme plusieurs entrepreneurs ayant œuvré dans les travaux publics de la région de Montréal, fut l'un des principaux entrepreneurs du canal Rideau.²⁸⁴

Trois ans plus tard, en août 1827, les charpentiers Joseph Shand et George Hay obtiennent un contrat pour construire la caserne des soldats, des casemates-cuisines ainsi que les latrines des officiers.²⁸⁵ Les entrepreneurs s'engagent à fournir les matériaux de construction. Résidant respectivement à l'île aux Noix et à Chambly, Shand et Hay font partie du groupe des entrepreneurs locaux ayant œuvré à la construction du fort Lennox. Shand s'installe avec sa

²⁸¹ ANQ-M, greffe Thomas Barron, no. 1096, marché T. Edgecombs – W. Griffin, le 15 août 1815.

²⁸² ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 488, marché R. Edwards – R. Drummond, 2 décembre 1824. Les travaux doivent être complétés pour le 24 octobre 1825.

²⁸³ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 509, marché H. Hill – R. Drummond, le 6 septembre 1825. Il obtient alors la somme de £52 10s.

²⁸⁴ Edward F. Bush, « Robert Drummond », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

²⁸⁵ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 613, marché C.J. Forbes – J. Shand et G. Hay, le 3 août 1827. Les entrepreneurs recevront £8 534 pour la construction de la caserne, £600 pour les casemates et £250 pour les latrines, soit un montant total de £9 384 Sterling. Selon l'entente, les fondations des casemates et des latrines devaient être complétés pour le 1^{er} novembre de la même année et la totalité des travaux exécutée pour le 1^{er} octobre 1828.

famille dans le comté de Roxton en 1826.²⁸⁶ La même année, il est engagé par les militaires afin d'effectuer des réparations à la toiture des casernes de la cavalerie à Chambly.²⁸⁷ Après sa participation à la construction du fort Lennox, Joseph Shand s'établit dans la seigneurie de Noyan, près de l'île aux Noix, en 1837.²⁸⁸ De son côté, résidant toujours à Chambly en 1827, George Hay se déplace vers Lacolle.²⁸⁹

Le corps de garde, les entrepôts de l'Ordnance et du Commissariat

La documentation consultée ne nous a pas permis de connaître les entrepreneurs chargés de leur construction. Cependant, une lettre datée de 1833 mentionne que l'entrepreneur ayant eu la charge de construire le corps de garde et les magasins avait possédé une propriété sur l'île aux Noix pendant la construction du fort Lennox.²⁹⁰ Il s'agit peut-être du marchand-négociant montréalais Peter Rutherford qui, comme nous l'avons souligné précédemment, était présent sur l'île entre 1821 et 1823, soit la période au cours de laquelle la construction de ces édifices se déroule.

Néanmoins, nous savons que différents intervenants ont exécuté des travaux sur l'un ou l'autre des bâtiments mentionnés. Citons le cas de Robert Drummond qui se voit confier d'importants travaux de réparations aux cheminées, aux fondations et à la toiture du bâtiment du *Commissariat* en 1825.²⁹¹

L'obtention du contrat ne représente que la première étape d'un processus complexe pour les fournisseurs de l'armée britannique. Ces derniers doivent compter sur un réseau de

²⁸⁶ Shand Tucci, *op. cit.*, p. 129.

²⁸⁷ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 555, marché H. Hill – J. Shand, le 24 juillet 1826.

²⁸⁸ Shand Tucci, *op. cit.*, p. 129.

²⁸⁹ En mai 1834, il participe à une assemblée du mouvement loyal à Odelltown. Dans <http://cgi2.cvm.qc.ca>, *Les Patriotes de 1837@1838*.

²⁹⁰ ANC, WO44, vol. 42, p. 455, microfilm, bobine B-1311, Montréal, 12 juillet 1833, Francis Wyatt, maître-charpentier, aux *Respective Officers*.

²⁹¹ ANQ-M, greffe J.M. Mondelet (concession), no. 505, marché R. Edwards – R. Drummond, 27 juillet 1825. Contrat d'une valeur de £52 10s.

partenaires d'affaires qui les aidera à fournir l'ensemble des matériaux ainsi que la main-d'œuvre. Bref, des liens qui permettent de remplir les exigences de leur contrat.

Les réseaux d'affaires des entrepreneurs en construction : les sous-contrats

Attardons-nous maintenant à l'étude des réseaux d'affaires des entrepreneurs en construction du fort Lennox. Nous explorerons les sous-contrats signés par Jean-Baptiste Juchereau-Duchesnay et Robert Dent ainsi que le réseau de Peter Rutherford. Comme nous le verrons, ceux-ci s'appuient sur des fournisseurs ou artisans spécialisés comme des maîtres-maçons qui leur fournissent l'expertise nécessaire pour respecter le contrat passé avec le gouvernement.

À la recherche d'une expertise : les cas de Juchereau-Duchesnay et de Robert Dent

Nous mentionnions plus tôt l'étonnante association d'affaires entre Duchesnay et Christie. En poussant plus loin les recherches, nous découvrons la situation suivante. Afin de pallier leur manque d'expertise dans le domaine de la construction, les deux partenaires, par l'entremise de Duchesnay, signent une entente avec le maçon Thomas McKay.²⁹² Celle-ci mentionne que Juchereau-Duchesnay s'engage à fournir les matériaux, c'est-à-dire la pierre, le sable, la brique, la chaux et le bois pour les échafaudages nécessaires à la construction. Quant à McKay, il a la responsabilité d'embaucher la main d'œuvre. Cette entente représente sans doute l'une des premières occasions pour McKay de travailler pour le compte des militaires.

D'origine écossaise, McKay arrive au Canada en 1817 et s'établit à Montréal. En plus des travaux qu'il exécute au fort Lennox en 1820, McKay participe comme entrepreneur aux travaux du canal de Lachine (1821-1825), en société avec son compatriote John Redpath, et effectue

²⁹² ANQ-M, greffe N. B. Doucet, no. 7605, marché J. B. Duchesnay – T. McKay, le 24 mai 1820.

d'autres travaux à l'île aux Noix (1821), cette fois, en société avec Peter Rutherford.²⁹³ Nous étudierons cette association plus loin. Par la suite, Thomas McKay fut l'un des plus importants entrepreneurs dans la construction du canal Rideau. Quant aux autres engagements pris par Juchereau-Duchesnay, les sources consultées ne nous ont pas permis d'en apprendre davantage sur l'étendue de ses liens d'affaires.

Autre exemple, le cas de Robert Dent. En décembre 1824, lui et son partenaire Richard Webster obtiennent un contrat pour effectuer divers travaux au logis des officiers, notamment la toiture du bâtiment. Étant menuisiers de profession, Dent et Webster vont engager les services d'une personne qualifiée pour exécuter les travaux à la toiture du bâtiment. Toutefois, des problèmes avec la firme Hislop & Thomson retardent la construction de l'édifice. Cette situation amène donc Dent et Webster à prendre des arrangements afin de reporter l'échéance de leur contrat avec le *Commissariat* en octobre 1826. À ce moment, Dent engage Casimis Poitras, un couvreur, résidant à Montréal.²⁹⁴ Dans l'entente, ce dernier promet de « travailler immédiatement avec un nombre d'ouvriers suffisant pour finir la dite couverture dans le cours du mois prochain (novembre). »²⁹⁵ Les matériaux étant fournis par les forces armées, Dent s'engage seulement à loger et à nourrir Poitras et ses ouvriers pendant leur séjour sur l'île aux Noix. Le cas de Robert Dent démontre aussi une situation où le fournisseur de services de l'armée recherche une expertise qui lui échappe.

Les liens et réseaux d'affaires : le cas du marchand-négociant Peter Rutherford

Dans le secteur des contrats de services, notamment dans la construction, remplir les conditions de l'entente nécessite un réseau de relations capable de fournir l'ensemble des matériaux requis (bois et pierres de construction, chaux et sable), en plus des ressources

²⁹³ Edward F. Bush, « Thomas McKay », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

²⁹⁴ ANQ-M, greffe André Jobin, no. 4132, marché R. Dent – C. Poitras, le 11 octobre 1826.

²⁹⁵ *Ibid.*

humaines (la main-d'œuvre) nécessaires à l'accomplissement du travail. En étudiant certains greffes de notaires nous avons été en mesure de reconstituer partiellement le réseau d'affaires sur lequel l'un des entrepreneurs en construction s'est appuyé pour remplir ses obligations.

Pour mener à bien son entreprise, Rutherford s'associe avec le maître-maçon Thomas McKay. Bien qu'elle soit plus tard remise en question,²⁹⁶ cette association démontre l'important rôle exercé par les liens économique et social dans la constitution des réseaux d'affaires. Ainsi, lorsque Rutherford conclut la transaction avec les forces armées, il est appuyé par les hommes d'affaires montréalais John et Thomas Porteous.²⁹⁷ Ceux-ci, fournisseurs occasionnels de l'armée, font partie du groupe des principaux promoteurs du canal de Lachine.²⁹⁸ Or, voilà que McKay œuvre lui aussi à la construction du canal de Lachine. Cette situation permet sans doute à Rutherford de faire appel aux services de McKay. Qui plus est, McKay et Thomas Porteous apparaissent comme cautions lors d'ententes signées par Rutherford avec Isaac Clark, le représentant du *Commissariat*, en décembre 1821,²⁹⁹ et avec William Lunn, du département de la Marine, en août 1824.³⁰⁰

Une semaine plus tard, les deux partenaires concluent une transaction avec Ezra Thurber,³⁰¹ « farmer from Clinton County in the State of New York acting in his name and names of » Matthew Sax et Aaron.B. Smith, pour la quantité de 15 à 20 000 perches de pierres

²⁹⁶ Edward F. Bush, « Thomas McKay », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*. Voir aussi à ce sujet, les archives de l'Université McGill, *Lighthall Papers*.

²⁹⁷ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3653, marché P. Rutherford – S. Romilly, le 24 mars 1821.

²⁹⁸ Carman Miller, « Thomas Porteous », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

²⁹⁹ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 216, marché I. Clark – P. Rutherford, le 24 décembre 1821.

³⁰⁰ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 478, marché W. Lunn – P. Rutherford, le 11 août 1824. Étrangement, une clause de l'entente spécifie qu'aucun Américain ou étranger « be admitted to any share or part of this agreement whatever. »

³⁰¹ Né à Dartmouth, Massachusetts, en 1780, Ezra Thurber arrive à Champlain (N.Y.) avec sa famille en 1799. En 1806, il se marie à Achsa Smith. Officier de milice (*Champlain militia*) au cours de la guerre de 1812-1814, Thurber et sa compagnie participent à la défense du territoire américain lors de la campagne britannique de Plattsburg en 1814. Il est un des premiers habitants du village Rouses Point. Ezra Thurber meurt en mai 1842. <http://worldconnect.rootsweb.com> et <http://freepages.genealogy.rootsweb.com>. Consultés le 18 septembre 2006 et le 15 septembre 2006.

de construction.³⁰² Ainsi, l'approvisionnement en pierres par l'entremise de fournisseurs américains donne, au chantier du fort Lennox, une dimension internationale. Situation curieuse, s'il en est une! En effet, les carrières de pierres sont nombreuses au Bas-Canada. Dans la région de Québec, mentionnons celles de Beauport, de L'Ange-Gardien et de Château-Richer.³⁰³ Dans la région de Montréal, nous retrouvons celles de l'île Jésus, de Terrebonne ainsi que celle de Caughnawaga. Avec autant de possibilités, comment pouvons-nous expliquer la décision des entrepreneurs de faire affaires avec des fournisseurs américains? Des facteurs géographique et économique ont peut-être joué un rôle important dans la décision. Le transport d'une telle quantité de pierres à partir de Québec ou des carrières de la région de Montréal aurait constitué une entreprise longue et coûteuse pour les entrepreneurs.³⁰⁴ C'est donc de l'île Lamotte, située en territoire américain, à moins de 30 kilomètres de l'île aux Noix, un endroit facilement accessible par la voie Richelieu-lac Champlain, que Rutherford et McKay s'approvisionnent en matériel. Quelques mois plus tard, Rutherford adresse un mémoire à Dalhousie dans lequel il mentionne :

*« [...] particularly the lime could only be proceeded from Isle Lamotthe (sic) in the state of Vermont, he was consequently obliged to enter into contracts with the Proprietors of the Quarrie there, as well as with the owners of six large Sloops to transport the stone from hence to Isle aux Noix [...] »*³⁰⁵

En plus des facteurs économique et géographique, les liens d'affaires peuvent aussi expliquer la décision. Déjà, pour la construction du canal Lachine, les hommes d'affaires, dont McKay, s'approvisionnaient en pierres de construction à partir de l'île Lamotte sans que la distance ou les coûts de transport ne constituent, dans ce cas, des obstacles incontournables.

³⁰² ANQ-M, greffe H. Griffin, no. 3668, marché P. Rutherford, T. McKay – E. Thurber, M. Sax, A. Smith, le 31 mars 1821.

³⁰³ Charbonneau, Desloges et Lafrance, *op. cit.*, p. 225-226.

³⁰⁴ Par voie navigable, la cargaison aurait emprunté le Saint-Laurent et le Richelieu, sans oublier les obstacles représentés par les rapides entre Chambly et Saint-Jean. Par voies terrestres, à travers un territoire en plein développement où les routes étant difficilement praticables, le transport du matériel demeure coûteux et pénible.

³⁰⁵ ANC, RG8, I, vol. 410, p. 11-13, microfilm, bobine C-2941, mémoire de P. Rutherford au gouverneur Dalhousie, le 21 août 1821.

Soulignons qu'un deuxième contrat est signé le 9 avril 1821 pour la qualité mentionnée avec les mêmes personnes. Par contre, Rutherford et McKay n'y figurent pas. Il s'agit plutôt de Joseph Bowman, John Tindale et John Stephenson, tous trois de Montréal.³⁰⁶ Comment expliquer cette situation? Alors que la première entente porte sur l'approvisionnement en matériel, la seconde met l'accent sur l'extraction de la pierre. De plus, en nous intéressant aux personnes prenant part à la transaction, nous sommes en mesure de tirer des conclusions quant aux possibles liens d'affaires qui unissent les différents intervenants.³⁰⁷

Quant aux autres matériaux comme la chaux, Rutherford et McKay s'entendent avec des fournisseurs de la région immédiate. Le 2 avril 1821, soit quelques jours après la conclusion de la transaction avec les autorités militaires, ils signent une entente avec Augustin Cartier et Theodore Béchar, pour la livraison de 2 000 à 3 000 barriques de chaux.³⁰⁸

Évidemment, nous sommes loin d'avoir reconstitué l'ensemble des liens établis par Rutherford. D'ailleurs, dans sa lettre adressée au gouverneur Dalhousie, il indique avoir pris d'autres engagements à cet effet: « And as those contractors as well as those he contracted with for lime and sand have all fulfilled their respective contracts [...] »³⁰⁹ Cependant, les transactions étudiées démontrent de toute évidence que Peter Rutherford, avant même de négocier avec l'administration militaire, savait où il allait se procurer les matériaux nécessaires à

³⁰⁶ ANQ-M, greffe H. Griffin, no. 3680, marché J. Bowman, J. Tindale, J. Stephenson – E. Thurber, M. Sax, A. Smith, le 9 avril 1821.

³⁰⁷ Originaire d'Angleterre, John Tindale émigre au Canada où il participe à la construction du canal de Lachine. De là une rencontre possible avec McKay ou Porteous. De plus, il est probable qu'il entretienne des liens avec des Américains du Vermont ou de New York puisqu'il se marie avec Mary Bowman, résidente de l'île Lamotte. Il s'établit à Caughnawaga et devient un entrepreneur important dans la mise en place des nombreux canaux au pays. Par la suite, Tindale s'installe à Clintonville dans l'État de New York où il poursuit ses activités industrielles.

Par l'entremise de McKay ou de Porteous, Peter Rutherford a sans doute eu accès à John Tindale et aussi à son réseau de fournisseurs américains pour s'approvisionner en pierres de construction. Dans <http://freepages.genealogy.rootsweb.com>. Consulté le 18 septembre 2006.

³⁰⁸ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3670, marché T. McKay, P. Rutherford – A. Cartier, T. Béchar, le 2 avril 1821. Cette entente rapporte une somme allant de £410 à £610 aux fournisseurs.

³⁰⁹ ANC, RG8, I, vol. 410, p. 11-13, microfilm, bobine C-2941, mémoire de P. Rutherford au gouverneur Dalhousie, le 21 août 1821.

la construction et de qui les obtenir. Pour en arriver à une telle « planification », l'entrepreneur principal doit déjà compter, avant de conclure une entente avec l'armée, sur un réseau d'affaires suffisamment large.

Les besoins de l'armée : le bois de construction

Les forces armées britanniques confient la construction des édifices de la nouvelle fortification de l'île aux Noix à des entrepreneurs civils. Ceux-ci ont la responsabilité d'embaucher la main d'œuvre et de fournir la majorité des matériaux de construction nécessaires à la réalisation du travail. De son côté, l'armée doit fournir du bois de construction qui servira, par exemple, aux échafaudages utilisés par les entrepreneurs. Au début de la construction du fort Lennox, les militaires ont à combler d'importants besoins en bois afin de compléter le revêtement de l'escarpe et de la contre-escarpe de la fortification.³¹⁰

Au mois d'août 1819, en réponse à une annonce passée dans les journaux par le département des ingénieurs royaux, le marchand montréalais Stanley Bagg offre ses services au capitaine Romilly. Il lui propose de livrer à l'île aux Noix, avant la fin du mois de mai 1820, de 3 à 10 000 piquets de cèdre. Bagg mentionne également que son frère, Abner Bagg, ainsi qu'Oliver Wait prendront part à l'entente.³¹¹ Marchands importants, les Bagg occupent une place importante dans le paysage économique de la région montréalaise. Stanley Bagg s'intéresse à la finance et au commerce, notamment celui de la farine, sa clientèle étant variée. Son frère, Abner Bagg, possède une brasserie à Laprairie et une petite manufacture de chapeaux dans le comté de

³¹⁰ ANC, RG8, I, vol. 125, p. 125, microfilm, bobine C-2684, « Estimate of the Material that will be Required in Building the Counterscarp of Fort Lennox with Cedar Pickets », *Royal Engineer Office*, Québec, décembre 1819, Durnford à Bowles, secrétaire militaire.

³¹¹ ANC, RG8, I, vol. 125, p. 122, microfilm, bobine C-2684, Montréal, le 21 août 1819, Stanley Bagg à Samuel Romilly. Bagg mentionne un coût de 3s 6p par piquet.

Terrebonne.³¹² Avec Oliver Wait, ils font partie des principaux promoteurs du canal de Lachine.³¹³

Plusieurs mois plus tard, en mars 1820, le capitaine Romilly conclut un marché pour la livraison de plus de 3 000 piquets de cèdre avec Wait, pour lequel les frères Bagg se portent garant.³¹⁴ Cette entente respecte les principes et politiques des forces armées. Par contre, elle démontre les avantages financiers accordés à certains fournisseurs et la nécessité pour certains petits entrepreneurs de transiger par le biais de ces intermédiaires. Plusieurs mois avant la signature du contrat, en août 1819, les autorités militaires avaient approuvé la demande formulée par les frères Bagg et Wait.³¹⁵ Puis, en décembre 1819, Oliver Wait avait fait appel à son réseau d'affaires en sous-contractant avec Elias Hamilton, « Yeoman of the town of Champlain, in the State of New York »,³¹⁶ pour la même quantité de matériel.

Après ce premier contrat, Oliver Wait transige en au moins trois occasions avec les forces armées de 1820 à 1822. En mars 1820, en plus de l'entente concernant le fort Lennox, il s'engage à fournir divers matériaux (pierres, chaux, bois de construction) au département des ingénieurs royaux pour la construction du dépôt de l'île Sainte-Hélène.³¹⁷ En février 1822, conjointement avec Andrew White, il signe un contrat pour approvisionner en pierres le chantier de la Citadelle à Québec.³¹⁸

³¹² Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses...*, p. 274.

³¹³ John Witham, « Andrew White », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

³¹⁴ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3013, marché S. Romilly – O. Wait, le 11 mars 1820.

³¹⁵ ANC, RG8, I, vol. 125, p. 122, microfilm, bobine C-2684, Montréal, le 21 août 1819, Stanley Bagg à Samuel Romilly.

³¹⁶ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 2865, marché O. Wait – E. Hamilton, le 9 décembre 1819. L'entente mentionne le coût de 2 s par piquet. Wait fait donc un profit de 1s 6p pour chaque piquet vendu.

³¹⁷ ANQ-M, greffe Henry Griffin, no. 3046, marché I. W. Clarke – O. Wait, le 21 mars 1820.

³¹⁸ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), nos. 273-274, marchés A. White, O. Wait – I. W. Clarke, le 8 février 1822.

Quant à Stanley Bagg, personnellement impliqué dans de nombreuses transactions avec les militaires britanniques, il apparaît comme caution lors de toutes les ententes impliquant Oliver Wait et les forces armées.

Par ailleurs, d'autres personnes fournissent du bois de construction au cours des travaux à l'île aux Noix. L'un de ces fournisseurs est le marchand-négociant Peter Rutherford qui conclut ce type de marché avec le *Commissariat* de l'armée, en décembre 1821, alors qu'il effectue la construction du logis des officiers.³¹⁹ Rutherford [is]

*« to furnish, supply and deliver, [...], upon such parts of the Isle aux Noix [...] Three Hundred and Twenty Thousand feet /cubic Measure/ of rough-squared Hemlock Timber [...] to be delivered to the said Commanding Officer of the Royal Engineers at Isle aux Noix, by quantities of not less than Eighty Thousand feet [...] the whole quantity of three thousand cubic feet, to be so delivered at the said place, previous to the 15th day of May 1822 [...] »*³²⁰

Par la suite, en 1823, la correspondance militaire nous apprend que c'est Ira Flagg qui obtient la responsabilité d'approvisionner les forces armées britanniques en bois de construction.³²¹ D'origine américaine, Flagg (1789-1845) réside à proximité de l'île aux Noix, dans la région de Clarenceville.³²² Les liens entre celui-ci et les autorités militaires ne se limitent pas à l'approvisionnement en matériel puisqu'au cours de la décennie, Flagg devient l'administrateur de la cantine de la garnison du fort Lennox.³²³

³¹⁹ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 216, marché I. W. Clarke – P. Rutherford, le 24 décembre 1821. Au prix d'un penny et demi pour chaque pied cube de bois, le montant global de ce marché est de £2 000.

³²⁰ *Ibid.*

³²¹ ANC, RG8, I, vol. 132, p. 27, microfilm, bobine C-2686, *Commissary Generals' Office*, Québec, le 8 mai 1823, Peter Turquand, *Commissary General*, à Darling, secrétaire militaire.

³²² <http://www.freepages.genealogy.rootsweb.com>. Consulté le 27 février 2007.

³²³ ANQ-M, greffe Charles Ainslie, marché T. McVey – I. Flagg, le 3 décembre 1828. Selon Carol Whitfield, il semble qu'après la construction des casernes en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle, l'armée ait converti le système de permis accordés à des cantiniers en un système de cantines dans les casernes. Vers 1825, le *Board of Ordnance* commença à comprendre que les cantines pouvaient être profitables. Dès lors, ces endroits furent confiés aux *Respectives Officers* de chaque poste qui les donnaient à bail. Les cantines devenaient donc des entreprises privées. Toutefois, les autorités militaires conservèrent un certain contrôle puisque le bail pouvait être résilié avec une semaine de préavis dans le cas de plainte du chef d'état-major.

Le ravitaillement des troupes et des travailleurs

La vente de viande à l'armée

Tout comme pendant la période précédente, les forces armées, par l'entremise du *Commissariat*, confient aux marchands de la colonie l'approvisionnement de leurs troupes pour l'ensemble des garnisons du district de Montréal. Malgré une baisse significative des effectifs après la période de conflit, la demande en denrées de bouche, notamment pour la viande, reste importante. Les fournisseurs doivent toujours répondre aux exigences de l'acheteur qui veut s'assurer que ses troupes recevront en temps opportun la nourriture qui leur est destinée. Le fournisseur principal, appuyé par son réseau d'affaires, doit donc être en mesure d'effectuer des livraisons quotidiennes dans plusieurs lieux différents.

Un premier coup d'œil à la documentation nous porte à croire que les grands marchands montréalais monopolisent les contrats de vente de viande à l'armée. De décembre 1819 à avril 1820, Stanley Bagg obtient la responsabilité d'approvisionner tous les postes de la région de Montréal en viande fraîche.³²⁴ Par la suite, John Clarke, boucher de la paroisse de Montréal, se voit accorder le contrat d'approvisionnement des forces armées et navales à Montréal, Lachine, Chambly, St-Jean, l'île aux Noix, William-Henry (Sorel), Coteau-du-Lac, Soulange et Grenville.³²⁵ Un simple boucher devant approvisionner l'ensemble des troupes du district montréalais, voilà une situation pour le moins surprenante! Toutefois, en regardant les garants de

Dans les années 1830, l'armée établit d'autres règlements concernant les contrats relatifs aux cantines. Le bail était d'une durée de trois ans, le loyer étant une somme fixe à laquelle s'ajoutait un bénéfice constitué d'un paiement mensuel correspondant à chaque dizaine d'hommes se trouvant en garnison. En 1835, ce bénéfice fut aboli et le loyer devint un versement hebdomadaire. De même, le locataire de la cantine devait fournir de bonnes garanties et des échantillons de tous les produits alcooliques qu'il avait l'intention de vendre ainsi que leur prix. Une liste des alcools et des produits alimentaires avec les prix correspondants devait être affichée bien en vue dans chaque cantine. Les tenanciers pouvaient toujours être expulsés avec un préavis d'une semaine pour désobéissance aux règlements. Dans Carol Whitfield, *Tommy Atkins: le soldat britannique traditionnel en garnison au Canada de 1759-1870*, Ottawa, Parcs Canada, 1981, p. 45-47.

³²⁴ ANC, RG8, I, vol. 125, p. 15, microfilm, bobine C-2684, *Commissary Generals' Office*, Montréal, le 4 janvier 1820, Wood à Bowles.

³²⁵ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 315, marché I. W. Clarke – J. Clarke, le 8 avril 1822.

la transaction, nous en arrivons à une meilleure compréhension. Dans son entreprise, Clarke est appuyé par les frères Bagg. En tant qu'importants marchands de farine et de viande, ces derniers disposent d'infrastructures matérielles ainsi que de ressources humaines leur permettant de répondre quotidiennement à la demande inscrite dans l'acte de vente. En 1821-1822 et 1822-1823, c'est Theodore Davis,³²⁶ appuyé notamment par Thomas Porteous, qui prend le relai de Clarke. À notre avis, ces exemples démontrent, d'une part, l'importance du réseau commercial des garants dans l'exécution du contrat et, d'autre part, soulignent la place considérable occupée par les grands marchands dans les ententes concernant la vente de viande à l'armée.

Qui plus est, d'avril 1823 à décembre 1825, le commissaire général adjoint Edwards a recours à de nombreuses reprises au même fournisseur : John O'Flaherty.³²⁷ Ce dernier, un boucher montréalais, a pour répondants Jean-Philippe Leprohon et Michael O'Sullivan.³²⁸ Malheureusement, la documentation consultée ne nous a pas permis d'en apprendre davantage sur les liens commerciaux ayant permis à Flaherty de répondre aux exigences des autorités militaires. Il aurait été intéressant de savoir si, encore une fois dans ce cas-ci, le fournisseur s'en était remis aux liens d'affaires de ses cautions. Cependant, le cas de Flaherty démontre que le marché de la viande n'est pas seulement l'affaire des grands marchands-négociants montréalais.

Bien que les besoins spécifiques de la garnison de l'île aux Noix soient annoncés dans les journaux montréalais vers la fin des années 1820, la correspondance militaire indique que le ravitaillement des troupes ait été plus souvent effectué par des fournisseurs de la région que par

³²⁶ Arpenteur et homme d'affaires d'origine américaine, Davis s'installe dans le comté d'Argenteuil au début du XIXe siècle. Établi à Pointe-Fortune, il possède un magasin en copropriété ainsi qu'une terre à Carillon. Dans <http://www.assnat.qc.ca>

³²⁷ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 402, marché R. Edwards – J. O'Flaherty, le 11 juillet 1823; no. 461, marché R. Edwards – J. Flaherty, le 19 octobre 1823; no. 469, marché R. Edwards – J. Flaherty, le 21 mai 1824; no. 493, marché R. Edwards – J. Flaherty, le 23 décembre 1824.

³²⁸ D'origine irlandaise, O'Sullivan est avocat. Il participe à la guerre de 1812 en qualité d'aide de camp de Charles-Michel de Salaberry lors de la campagne sur la Châteauguay. Par la suite, il fait de la politique et agit en tant que député de Huntingdon de 1814 à 1824. Dans <http://www.assnat.qc.ca>

les membres locaux des réseaux d'affaires de marchands montréalais. D'après le commissaire général Routh, cette situation entraîne toutefois de nombreux problèmes dans le ravitaillement de la garnison.³²⁹ En 1836, le *Commissariat* décide donc de transiger avec une personne ayant fourni de meilleures garanties et ce malgré une soumission plus élevée. C'est pourquoi, George Row, de Noyan, obtient le contrat de vente de viande à la place de Willard Nichols, de Clarenceville qui, en plus de fournir de moins bonnes garanties aux yeux des militaires, avait été l'associé d'un fournisseur fautif.³³⁰

L'approvisionnement en pain

Les contrats de boulangerie octroyés par les militaires britanniques n'obéissent pas au même mode de paiement que les autres contrats des forces armées. En fait, le *Commissariat* paie ses fournisseurs en leur fournissant plus de farine qu'il n'en faut pour produire la commande. Comme le souligne Legault, le *Commissariat* complexifie sans cesse les contrats pour s'assurer du respect des règles de qualité de cette denrée.³³¹

Compte tenu de la présence du pain dans la ration quotidienne des troupes, les autorités militaires recourent, pour ce produit essentiel, à un fournisseur, installé de manière permanente ou temporaire, à proximité de leur garnison. Ainsi, en décembre 1824, George Lang, un résident de l'île, s'engage auprès du *Commissariat* à fournir en quantité et qualité suffisante la garnison ainsi que les employés militaires et civils des différents départements des forces armées.³³² Ce fournisseur local, établi à l'île aux Noix, s'insère toutefois dans un réseau familial œuvrant à une échelle plus large auprès de l'armée. Deux ans plus tard, un autre membre de la famille Lang,

³²⁹ ANC, RG8, I, vol. 146, p. 230-232, microfilm, bobine C-2690, *Commissary General Office*, Québec, le 9 septembre 1836, Routh au secrétaire militaire.

³³⁰ *Ibid.* et ANC, RG8, I, vol. 146, p. 223-225, microfilm, bobine C-2690, Noyan, le 19 août 1836, lettre de W. Nichols à John Colborne, commandant-en-chef.

³³¹ Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses...*, p. 296.

³³² ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 494, marché R. Edwards – G. Lang, le 28 décembre 1824.

Robert, obtient un contrat similaire du *Commissariat* de l'armée britannique.³³³ Bien que nous possédions peu d'informations à leur sujet, les membres de la famille Lang occupent une place importante dans les réseaux des fournisseurs de l'armée. En quatre occasions entre 1824 et 1826, nous retrouvons leurs noms associés à une entente. Mentionnons aussi que les frères Lang obtiennent le contrat de boulange du pain pour le chantier du canal Rideau en avril 1827.³³⁴ N'ayant pas d'officier sur place aux débuts des travaux, c'est à partir de Montréal que le *Commissariat* transige pour subvenir aux besoins des hommes affectés à cet autre grand chantier militaire de l'époque.³³⁵

Les besoins en bois de chauffage

Le marché d'approvisionnement du bois de chauffage dans la région de Montréal a déjà fait l'objet d'une étude attentive par Robert Sweeny.³³⁶ Ce marché est primordial et influence directement les conditions de vie des troupes en garnison.

Encore une fois, l'approvisionnement s'effectue par l'entremise de fournisseurs provenant de la région du fort Lennox. Au printemps 1820, le commissaire général Wood transmet pour approbation le contrat avec William Bowron pour la quantité de 1000 cordes de bois.³³⁷ Ce dernier, comme nous l'avons mentionné dans le précédent chapitre, a joué un rôle important dans l'approvisionnement de la garnison de l'île aux Noix pendant la guerre.

L'étude des actes notariés nous a aussi permis de reconstituer les relations d'affaires établies par le fournisseur John Chitty, résidant à Saint-Valentin. Bien que nous n'ayons pas été en mesure de retracer l'entente liant Chitty à l'armée, celui-ci s'entend avec quatre personnes,

³³³ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 588, marché H. Hill – R. Lang, le 11 décembre 1826.

³³⁴ ANQ-M, greffe J. M. Mondelet (concession), no. 600, marché C. J. Forbes – R. Lang, le 17 avril 1827.

³³⁵ Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses...*, p. 240.

³³⁶ Robert Sweeny, avec la collaboration de Grace Laing Hogg et Richard Rice, *Les relations ville/campagne : le cas du bois de chauffage*, Montréal, Groupe de recherche sur l'histoire des milieux d'affaires de Montréal, 1988. Le travail porte sur la période 1820-1830.

³³⁷ ANC, RG8, I, vol. 125, p. 165, microfilm, bobine C-2684, *Commissary General Office*, Québec, le 28 avril 1820, Wood à Bowles.

entre octobre et décembre 1828, afin de ravitailler la garnison du fort au cours des mois d'hiver 1829. En octobre, John Chitty s'entend avec Michael Cassidy, un fermier de Noyan, pour la livraison de 30 cordes de bois.³³⁸ Au mois de décembre, Chitty se présente à trois reprises à l'étude du notaire Ainslie afin de signer des contrats avec Jacques Chaudreault,³³⁹ François Tremblé³⁴⁰ et Joseph Terrien.³⁴¹ Ces derniers sont cultivateurs et tous habitent à Saint-Valentin. Quant aux quantités liées aux contrats, elles sont limitées par la baisse marquée des effectifs vers la fin des travaux de construction. Elles sont respectivement de 10, 12 et 10 cordes de bois. Bien qu'il ne s'agisse pas de contrats comparables à celui attribué à William Bowron en 1820, le fournisseur s'appuie malgré tout sur un réseau local qui lui permet de remplir ses obligations envers les forces armées.

Le chantier du fort Lennox : une occasion d'affaires?

La construction d'une nouvelle fortification sur l'île aux Noix suscite l'intérêt des hommes d'affaires montréalais et régionaux. En plus des ententes commerciales passées pour la construction des bâtiments et le ravitaillement de la garnison, la présence d'importants effectifs militaires ainsi que de la main d'œuvre civile peut représenter un marché intéressant pendant une période définie. Citons ici, les démarches entreprises par Thomas Porteous et John Yule auprès de l'administration militaire.

En mars 1821, quelques jours après la signature d'un contrat par Peter Rutherford pour lequel il est garant, Thomas Porteous fait parvenir une lettre à Darling, le secrétaire militaire, dans laquelle il demande l'autorisation d'établir un magasin servant aussi de débit de boisson sur

³³⁸ ANQ-M, greffe Charles Ainslie, marché J. Chitty – M. Cassidy, le 17 octobre 1828.

³³⁹ ANQ-M, greffe Charles Ainslie, marché J. Chitty – J. Chaudreault, le 8 décembre 1828.

³⁴⁰ ANQ-M, greffe Charles Ainslie, marché J. Chitty – F. Tremblé, le 10 décembre 1828.

³⁴¹ ANQ-M, greffe Charles Ainslie, marché J. Chitty – J. Terrien, le 10 décembre 1828.

l'île aux Noix.³⁴² Afin d'assurer la bonne marche des travaux, il est absolument nécessaire, selon Porteous, de mettre en place un tel endroit afin de ravitailler en pain et en viande les ouvriers engagés par Rutherford et lui-même.³⁴³ Il indique aussi qu'un tel établissement aurait des avantages sur le ravitaillement des militaires présents à l'île aux Noix.³⁴⁴ D'ailleurs, le lieutenant-colonel Rumpler, commandant de la garnison, écrit à Darling que

*« the benefits, which attended a Separation of Canteens lease I should imagine that an establishment for the sale of spirituous liquors, to the men employed by Mr. Porteous, and another for the use of the common labourers at the island if both under proper restriction would be recommandable, and prevent any (-) between these parties and the military, which by (-) together might (-) great disorder, and which the above establishment would prevent and leave the garrison only for the use of the Troops. These measures I beg to submit, (-) (-) (-) to regularity and good order. »*³⁴⁵

Bien qu'il approuve l'idée de Porteous, Rumpler émet des réserves à l'égard de la présence excessive d'alcool à proximité du chantier et s'inquiète des conséquences néfastes que cela pourrait avoir sur la garnison.

*« These (-) establishments will, I suppose, only continu during the Duration of the Public Works, as the introduction of Spirituous liquors is very injurious and is already so too great an extent of this island. I recommand most strongly to afford (-) (-) and lassy every protection to establish the retaining of Malt during te period of the Labour, as the use of it, is to (-) (-) to the Labourer, (-) the bad Spirits that are generally retailed. »*³⁴⁶

En cautionnant Peter Rutheford, Thomas Porteous s'ouvrait un petit marché lucratif qui, bien que temporaire, lui rapporterait des revenus supplémentaires. Cet exemple nous fournit une explication quant aux motivations des garants des transactions passées avec les forces armées.

³⁴² ANC, RG8, I, vol. 571, p. 95-96, microfilm, bobine C-3146, Montréal, le 27 mars 1821, Porteous à Darling.

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ ANC, RG8, I, vol. 572, p. 3, microfilm, bobine C-3146, île aux Noix, le 11 avril 1821, Rumpler, lieutenant-colonel du 60^e régiment, à Darling.

³⁴⁶ *Ibid.*

Un autre exemple d'occasion d'affaires est celui de John Yule. Conjointement avec Charles-Michel de Salaberry, Yule transmet à Dalhousie son intérêt pour l'établissement d'un « *beer cellar* » sur l'île aux Noix. Dans sa lettre, il affirme que l'établissement d'une telle entreprise :

*« would be attended with beneficial effects to this country by tending to lessen an illicit trade from the United States in beers, it being well known that our frontiers and several parts of this Province is exclusively supplied from that quarter, and consequently large sums of money carried out of the Province, by increasing the internal manufactures of the country would encourage and afford a ready market for the produce of the Canadian Agriculturist, it would also have a desirable tendency to lessen the excessive consumpt of ardent spirits so obviously injurious to the health and morals of the people. »*³⁴⁷

En examinant les arguments présentés par l'homme d'affaires de Chambly, posons-nous la question suivante : pourquoi choisir l'île aux Noix pour une entreprise dont on fait miroiter des retombées à l'échelle canadienne? Bien qu'il ne mentionne aucunement la présence militaire à cet endroit, Yule compte probablement y faire de bonnes affaires. Il semble que le marché de l'alcool soit indissociable de la présence des militaires britanniques en garnison au Canada dans les années 1820-1830 et représente un marché important. Néanmoins, il ne faudrait pas passer sous silence la proximité du marché américain dans toute cette entreprise.

Les cas ci-mentionnés nous permettent d'observer l'attrait joué par un important chantier militaire dans les années 1820. Bien qu'il s'agisse d'un intérêt économique à court terme, des hommes d'affaires se sont intéressés aux possibilités offertes par la création d'un marché lié à la présence significative d'effectifs militaires et de main d'œuvre civile dans un endroit éloigné comme l'île aux Noix.

³⁴⁷ ANC, RG8, I, vol. 574, p. 203, microfilm, bobine C-3146, lettre (pétition) de John Yule et Charles-Michel de Salaberry à Dalhousie.

Suite à la guerre de 1812-1814, l'administration militaire britannique revoit la stratégie de défense de ses colonies en Amérique du Nord. Considérée comme un point important dans la défense du Bas-Canada, l'île aux Noix est le théâtre d'importants travaux au cours de la décennie 1820. Nous avons été en mesure de cerner le rôle central exercé par les militaires, par l'entremise du département des ingénieurs royaux et du *Commissariat*, dans le chantier de construction du fort Lennox. Contrairement à la situation qui prévaut sur un autre chantier militaire d'importance – les travaux de fortification de la citadelle de Québec – les autorités militaires font appel à la sphère civile afin de mettre en place la nouvelle fortification de l'île aux Noix. À partir des renseignements que nous ont livrés les différentes sources consultées, nous avons été en mesure de présenter les liens commerciaux établis entre l'armée et les fournisseurs, d'une part, et les relations d'affaires ayant permis à ces derniers de remplir leurs engagements, d'autre part.

Comme l'ont démontré les recherches effectuées par Legault et Bervin sur les marchés militaires montréalais et québécois, nous retrouvons un groupe d'hommes d'affaires bien connus de l'administration militaire (McKay, Drummond, Porteous, Bagg, etc.). Toutefois, l'étude des relations économiques entourant l'île aux Noix révèle une forte proportion d'entrepreneurs et fournisseurs provenant de la région immédiate du fort Lennox. Bien que notre analyse porte sur le Haut-Richelieu, nous retrouvons une très faible proportion de francophones au sein du groupe de fournisseurs de l'armée. Les quelques francophones qui transigent avec les forces armées le font par l'entremise des fournisseurs principaux (anglophones). Néanmoins, les dépenses militaires ont un impact important dans le Haut-Richelieu. Elles ont donc eu un rôle à jouer dans le développement et la société du Haut-Richelieu dans le premier tiers du XIXe siècle.

Conclusion

Dans ce mémoire, nous avons privilégié l'étude des liens économiques entretenus par les militaires britanniques avec les fournisseurs coloniaux pour l'approvisionnement des garnisons du Richelieu de 1812 à 1836. Nous avons voulu montrer les liens et réseaux d'affaires ainsi que l'impact économique engendrés par ces garnisons éloignées sur le milieu environnant afin de rendre compte des interactions entre les forces armées et la sphère civile à l'extérieur des grands centres urbains de l'époque.

C'est à partir de sources complémentaires, actes notariés, correspondance officielle des militaires et journaux, que nous avons élaboré notre analyse consacrée aux relations d'affaires entre les populations du district de Montréal, et plus particulièrement les populations du Haut-Richelieu, et « le plus important consommateur du Bas-Canada dans les premières décennies du XIXe siècle. »³⁴⁸

Compte tenu de la nature des sources disponibles qui ne se prêtait pas vraiment à une étude quantitative, nous n'avons pas cherché à connaître l'ampleur des dépenses militaires dans la vallée du Richelieu. Nous avons plutôt tenté de déterminer les principaux bénéficiaires de ces dépenses et à esquisser leur impact sur le développement de la région. Nous avons voulu démontrer l'importance de la présence des militaires britanniques dans l'économie de la société canadienne avant l'industrialisation. Nous avons poursuivi cet objectif au cours de quatre chapitres.

Dans une première étape, nous avons rendu compte de l'évolution et de l'état de développement du Haut-Richelieu dans le premier tiers du XIXe siècle. Depuis le tournant du siècle, et particulièrement à la suite de la guerre de 1812, cette région connaît un développement

³⁴⁸ George Bervin, *Québec au XIXe siècle. L'activité économique des grands marchands*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1991, p. 167.

fulgurant. D'une part, avec la création de villages et le développement des infrastructures routières, le Haut-Richelieu perd progressivement ses allures de région éloignée. D'autre part, l'immigration joue un rôle important dans son développement. Provenant de l'Angleterre et de l'Irlande, les immigrants s'ajoutent aux populations loyalistes (anglophones) établies à proximité de la frontière américaine depuis la fin du XVIII^e siècle. L'ouverture des terres profite aussi aux francophones qui ne deviendront majoritaires dans le Haut-Richelieu qu'au milieu du siècle. Région stratégique, la vallée du Richelieu connaît au même moment la plus importante présence militaire de son histoire. Au cours de la guerre de 1812-1814, les postes de la région jouent un rôle de premier plan. Par la suite, loin de diminuer, les activités militaires restent considérables pendant les années 1820.

Ensuite, pour connaître les interactions de l'administration militaire avec les fournisseurs coloniaux, nous avons résumé les principes et les pratiques d'affaires des forces armées britanniques. Souhaité par la métropole depuis la fin du XVIII^e siècle, le ravitaillement des troupes à partir de la colonie s'effectue selon ces politiques. Par l'entremise des différents départements, notamment le *Commissariat*, l'armée met de l'avant des règles libérales, où le marché reste ouvert à la compétition, et des mécanismes de surveillance garantissant un minimum de justice dans ses transactions commerciales et financières. La guerre de 1812-1814 permet donc aux autorités militaires de « tester » leur système de ravitaillement. Pourtant, les besoins logistiques d'une armée en campagne militaire font en sorte que les Britanniques mettent de côté certaines pratiques. Ils n'affichent pas publiquement l'ensemble de leurs besoins par l'intermédiaire des journaux coloniaux. Par contre, ils respectent les coutumes du pays et officialisent les transactions en signant des contrats notariés. Le système de ravitaillement des

forces armées fonctionne donc « à deux vitesses » en période guerrière. Par la suite, l'armée britannique suit plus fidèlement les procédures prévues.

Dans un troisième temps, nous avons étudié les liens et les réseaux commerciaux établis dans la région de la vallée des forts pendant la guerre de 1812. D'importantes infrastructures sont construites sur le territoire compris entre le Saint-Laurent et le Richelieu, notamment un complexe militaire à Chambly. Pour la mise en place de ces infrastructures et le ravitaillement de leurs troupes, les autorités militaires britanniques transigent avec de nombreux fournisseurs. Bien que les hommes d'affaires montréalais détiennent une place importante au sein du groupe de fournisseurs de l'armée, ils ne monopolisent pas le marché militaire pour autant. Les marchands « régionaux » possèdent, eux aussi, de larges réseaux d'affaires. Pour la période de la guerre, il en ressort que les fournisseurs canadiens (montréalais et « régionaux ») entretiennent des liens étroits avec le marché américain. Aussi, nous avons pu constater l'impact des déboursés militaires sur plusieurs classes de la société coloniale bas-canadienne. En examinant les liens d'affaires, nous avons été en mesure de suivre, dans certains cas, les dépenses jusqu'aux cultivateurs et petits artisans. Davantage, nous avons remarqué la présence de nombreux francophones au sein du groupe de fournisseurs des forces armées. Évidemment, la situation « anormale » créée par la guerre met à contribution l'ensemble de la population. Pourtant, l'étude des relations économiques des militaires représente assez bien la composition ethnique de la vallée du Richelieu à proximité de Chambly.

Finalement, le dernier volet de ce mémoire porte sur les dépenses militaires liées à la construction du fort Lennox en examinant plus spécifiquement les rapports entre l'armée et ses partenaires civils. Jalon important du nouveau système défensif mis en place par les autorités britanniques suite à la guerre de 1812, l'île aux Noix est un lieu d'activités militaires

considérables au cours de la décennie 1820. Notre étude a démontré la place centrale occupée par l'armée – par l'entremise du département des ingénieurs et du *Commissariat* – dans le chantier du fort Lennox. Elle a aussi présenté la présence importante des civils dans un chantier militaire.

Quant aux entrepreneurs et fournisseurs, nous retrouvons un groupe d'hommes d'affaires bien connus des autorités militaires. Cependant, à l'image de la période précédente, ces derniers ne monopolisent pas le marché militaire. Encore une fois, les fournisseurs « régionaux » participent en grand nombre à la construction de la fortification et au ravitaillement de la garnison du fort Lennox. Notre enquête a également démontré les interactions entre la ville et la campagne. En effet, les marchands montréalais entretiennent des liens commerciaux avec des intervenants locaux faisant partie de leur réseau d'affaires. Toutefois, dans certains cas, nous avons constaté la situation inverse. Ainsi, les entrepreneurs « régionaux » font appel à des intervenants de la ville.

Contrairement à la période précédente, les francophones sont moins présents. Les quelques fournisseurs canadiens-français qui transigent avec les forces armées le font par l'entremise de fournisseurs anglophones. Cette situation s'explique. La région immédiate du fort Lennox est principalement peuplée d'anglophones nouvellement immigrés de Grande-Bretagne. Les liens d'affaires reflètent donc la composition de la population du Haut-Richelieu dans la première moitié du XIX^e siècle.³⁴⁹

L'étude des relations commerciales et financières des forces armées britanniques au Canada est intimement liée au contexte stratégique de la colonie. Roch Legault souligne que :

« Les dépenses publiques de la Grande-Bretagne sont réduites de 25% au cours des deux décennies qui suivent la fin des guerres napoléoniennes à cause

³⁴⁹ Ludger Beauregard que « dans la première moitié du XIX^e siècle, des éléments français, américains et anglais se sont livrés une bataille pacifique pour l'occupation du Haut-Richelieu. Au moment de la Confédération, les cultivateurs français s'étaient assurés de la victoire. » Dans Ludger Beauregard, «Le peuplement du Richelieu», *Revue de géographie de Montréal*, vol. 19, no. 1-2, 1965, p. 73.

principalement des compressions financières effectuées dans le secteur de la défense. Aussi, le pressant désir des Britanniques d'économiser après les guerres napoléoniennes ainsi que le nouveau professionnalisme des administrateurs britanniques à Londres poussent la métropole à se procurer tout ce dont elle a besoin en terre américaine et cela, dans une certaine mesure, au détriment des marchands métropolitains. Les entrepreneurs [coloniaux] ont la chance de profiter d'un cadre défini pour faire des affaires à ce moment. Cet environnement d'affaires stables n'est troublé que par les concepteurs de la stratégie militaire. En Amérique, toutefois, une des marches de l'Empire, la Grande-Bretagne se sent encore menacée et jamais les dirigeants métropolitains n'oublient ce fait, classe politique et militaire confondues. C'est ainsi que le projet de mise en état de défense de la frontière canadienne, bien qu'il possède des implications économiques majeures pour la colonie, obéit avant tout à une logique stratégique. Le marché militaire canadien est ainsi constamment moulé par deux facteurs : l'économique et le stratégique. »³⁵⁰

Nous sommes loin de penser mettre un terme aux recherches dans le domaine. Il s'agit d'une modeste contribution à l'étude des rapports économiques entretenus par les forces armées britanniques au Canada, à l'histoire socio-économique et militaire de la vallée des forts. Comme l'écrivait André Charbonneau dans son ouvrage sur les fortifications de l'île aux Noix :

« Bien que la présence d'un poste militaire puisse juguler dans certains cas le développement régional [les militaires s'opposent à l'amélioration du réseau routier ainsi qu'à l'aménagement du chemin de fer et du canal], elle peut constituer en contrepartie un impact économique fort intéressant, et il faudrait un jour le comprendre et l'analyser en détail. »³⁵¹

Une première étape dans ce sens est franchie. Toutefois, les avenues de recherche restent nombreuses quant aux interactions entre les sphères militaire et civile de la société coloniale canadienne.

³⁵⁰ Roch Legault, *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses militaires au Canada (1815-1830)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1995, p. 313-314.

³⁵¹ Charbonneau, *Les fortifications de l'île aux Noix : Reflet de la stratégie défensive sur la frontière du Haut-Richelieu aux XVIIIe et XIXe siècles*, Ottawa, Parcs Canada, 1994, p. 337.

Sources bibliographiques



ARCHIVES ET SOURCES MANUSCRITES

Archives de l'Université McGill

Lighthall Papers

Letters and Papers 1817-1854

Archives de l'Université de Montréal

Collection Baby

P2 Papiers militaires

Archives nationales du Canada (ANC)

RG8, Archives militaires et navales britanniques

I, Série C (documents militaires britanniques)

Vol. 119-151, Commissariat, 1788-1870, bobines C-2683 à C-2692.

Vol. 407-437, Ordnance and Engineers, 1785-1870, bobines C-2940 à C-2972.

Vol. 517-598, Posts and Barracks, 1786-1870, bobines C-3062 à C-3152.

Vol. 842-991, Regiments, bobines C-3268 à C-3356.

Public Record Office (PRO) : séries conservées aux Archives nationales du Canada

Colonial Office – Londres

CO 42, Canada, correspondance officielle, 1760-1866, originaux microfilmés, vol. 156, bobine B-129.

War Office – Londres

WO55, vol. 15511, no. 7A, Report of General Smyth, p. 3-15

War Office – Londres

WO44, Ordnance office, in-letters, Canada, originaux microfilmés, vol. 40-42, bobines B-1309 à B-1311.

Archives nationales du Québec à Montréal (ANQ-M)

Grefte Charles Ainslie, 1826-1828.

Grefte Thomas Barron, 1799-1831.

Grefte Pierre Besse, 1814-1854.

Grefte René Boileau, 1812-1832.

Grefte Louis DeCoigne, 1807-1832.

Grefte Joseph Demers, 1813-1832.

Grefte Nicolas Benjamin Doucet, 1804-1855.

Grefte Henry Griffin, 1812-1847.

Grefte André Jobin, 1813-1853.

Grefte Charles Lagorce, 1808-1824.

Grefte Jean-Marie Mondelet (Concession), 1794-1842.

Greffé Louis Picard, 1799-1827.

Sources publiées

A) Journaux

La Gazette de Québec
Montreal Gazette
Montreal Herald

B) Documents

Bell, Sir George. *Soldier's Glory : Rough Notes of an Old Soldier* (préparé par Brian Stuart). Londres, 1956.

Bouchette, Joseph. *Description topographique de la province du Bas-Canada, avec des remarques sur le Haut-Canada, et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*. Londres, W. Faden, 1815.

Lambert, John. *Travels through Lower Canada and the United States of North America in the Years 1806, 1807, and 1808 : To Which are Added Biographical Notices and Anecdotes of Some of the Leading Characters in the United States*. Londres, R. Philipps, 1810.

Sansom, Joseph. *Travels in Lower Canada : with the author's recollections of the Soil, and Aspect, the Morals, Habits, and Religious Institutions of that Country*. Londres, R. Philipps, 1820.

Tolfrey, Frederic. *Tolfrey : un aristocrate au Bas-Canada* (traduit et présenté par Paul-Louis Martin). Montréal, Éditions du Boréal, 1979.

Weld, Isaac. *Travels through the States of North America and the Provinces of Upper and Lower Canada During the Years 1795, 1796 and 1797*. Londres, Stockdale, 1799.


OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Dictionnaire encyclopédique de la seigneurie de Chambly, 1609-1950. Chambly, La Société d'histoire de la seigneurie de Chambly, 2001.

The Encyclopedia of Canada, vol. II. Toronto, University Associates of Canada, 1948.

Aubin, Paul. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada 1966-1975*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, 2 volumes.

Aubin, Paul et Louis-Marie Côté. *Bibliographie du Québec et du Canada 1976-1980*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985, 2 volumes.



Cruikshank, Ernest A. *Inventaire des documents militaires du Dépôt des archives canadiennes*. Ottawa, Imprimeur de sa Très Excellente Majesté le Roi, 1912.

Théberge, Jean-Yves. *Le Haut-Richelieu. Nouvelle bibliographie*. Saint-Jean-sur-Richelieu, Le musée du Haut-Richelieu, 2003.

Études générales : histoire canadienne au XIXe siècle


Bervin, George. *Québec au XIXe siècle. L'activité économique des grands marchands*. Sillery, Éditions du Septentrion, 1991.

Burroughs, Peter. *British Attitudes Towards Canada, 1822-1840*. Scarborough, Prentice Hall, 1971.

Courville, Serge. *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990.

Dickinson, John A. et Brian Young. *Brève histoire socio-économique du Québec*. Sillery, Éditions du Septentrion, 1995.

Greer, Allan. *Habitants, marchands et seigneurs. La société rurale du bas Richelieu 1740-1840*. Sillery, Éditions du Septentrion, 2000.



Ouellet, Fernand. *Le Bas-Canada 1791-1840 : Changements structuraux et crise*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.

Paquet, Gilles et Jean-Pierre Wallot. *Le Bas-Canada au tournant du 19^e siècle : Restructuration et modernisation*. Ottawa, La Société historique du Canada (Brochure historique No. 45), 1988.

Sweeny, Robert *et al.* *Les relations ville/campagne : le cas du bois de chauffage*. Montréal, Groupe de recherche sur l'histoire des milieux d'affaires de Montréal, 1988.

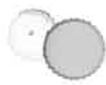
Ouvrages généraux : histoire militaire

Bellico, Russell P. *Sails and Steam in the Mountains : A Maritime and Military History of Lake George and Lake Champlain. Revised Edition*. Fleischmanns, Purple Mountain Press, 2001.

Best, Geoffrey. *War and Society in Revolutionary Europe, 1770-1870*. Suffolk, Fontana, 1982.

Chandler, David et Ian Beckett. *The Oxford History of the British Army*. Oxford et New York, Oxford University Press, 1996.

Charbonneau, André, Yvon Desloges et Marc Lafrance. *Québec, ville fortifiée du XVIIe au XIXe siècle*. Ottawa, Parcs Canada et Éditions du Pélican, 1982.



Chartrand, René. *Le Patrimoine militaire canadien d'hier à aujourd'hui*, tome I : 1000-1754; tome II : 1755-1871. Outremont, Art Global, 1993 et 1995.

Fortescue, J.W. *A History of the British Army*. Londres, Macmillan, 1899 à 1930, 13 volumes.

Hitsmann, J. Mackay. *Safeguarding Canada, 1763-1871*. Toronto, University of Toronto Press, 1968.


Holmes, Richard. *Redcoat : The British Soldier in the Age of Horse and Musket*. New York, W.W. Norton & Company, 2001.

Lacelle, Claudette. *La garnison britannique dans la ville de Québec d'après les journaux de 1764 à 1840*. Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 183), 1976.

Laporte, Gilles. *Patriotes et Loyaux. Leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838*. Sillery, Éditions du Septentrion, 2004.

Legault, Roch. *Une élite en déroute. Les militaires canadiens après la Conquête*. Outremont, Athéna éditions, 2002.

Malcomson, Robert. *Warships of the Great Lakes, 1754-1834*. Londres, Caxton Editions, 2001.



Rioux, Christian. *L'armée britannique à Québec au XVIIIe siècle : organisation et effectifs*. Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 418), 1980.

Rioux, Christian. *La garnison britannique à Québec*. Québec, Parcs Canada, 1996.

Rioux, Christian. *La présence du régiment Royal Artillery à Québec de 1759 à 1871 : organisation, effectifs, fonctions*. Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 331), 1979.

Rioux, Christian. *Quelques aspects des effets sociaux et urbains de la présence d'une garnison britannique à Québec entre 1759 et 1871*. Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 112), 1983.

Stanley, George F.G. *Nos soldats : l'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*. Montréal, Éditions de l'Homme, 1980.

Stanley, George F.G. *The War of 1812. Land Operations*. Ottawa, Macmillan et Musées nationaux du Canada, 1983.

Whitfield, Carol M. *Tommy Atkins : Le soldat britannique traditionnel en garnison au Canada, de 1759 à 1870*. Ottawa, Parcs Canada (Histoire et archéologie no. 56), 1981.



Monographies : études sur le Haut-Richelieu

Brosseau, Jean. D. *Essai de monographie paroissiale : Saint-George d'Henryville et la Seigneurie de Noyan*. Saint-Hyacinthe, La Cie d'Imprimerie et comptabilité de Saint-Hyacinthe, 1913.


Brosseau, Jean D. *Saint-Jean-de-Québec : origine et développement*. Saint-Jean, Le Richelieu, 1937.

Demers, Philippe. *Le général Hazen, seigneur de Bleury-sud. Essai de monographie régionale* (conférence prononcée devant la Société historique de Montréal). Montréal, Librairie Beauchemin, 1927.

Gélinas, Cyrille. *Réflexions préliminaires à une étude de la vallée du Richelieu : Quelques observations générales sur trois siècles d'agriculture et d'exploitation forestière*. Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 414), 1980.

Noël, Françoise. *The Chrities Seigneuries. Estate Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992.

Romme, Jule. *Beaujeu : Saint-Bernard-de-Lacolle (1843), Notre-Dame-du-Mont-Carmel (1913), Lacolle (1920)*. Lacolle, Municipalité du village de Lacolle, 1993.



Sévigny, P.-André. *Trade and Navigation on the Chambly Canal: A Historical Overview*. Ottawa, Parcs Canada, 1983.

Monographies : Histoire des institutions militaires et paramilitaires du Haut-Richelieu


Castonguay, Jacques. *Le fort Saint-Jean : trois siècles d'histoire*. Montréal, Éditions du Lévrier, 1965.

Charbonneau, André. *Les fortifications de l'île aux Noix. Reflet de la stratégie défensive sur la frontière du Haut-Richelieu aux XVIIIe et XIXe siècles*. Ottawa, Parcs Canada, 1994.

Everest, Allan S. *The War of 1812 in the Champlain Valley*. Syracuse, Syracuse University Press, 1981.

Filion, Mario. *Le blockhaus de la rivière Lacolle*. Québec, ministère des Affaires culturelles, 1983.

Fortin, Réal. *Le fort Sainte-Thérèse et la Nouvelle-France*. Montréal, Éditions Histoire Québec, 2003.



Gélinas, Cyrille. *Le rôle du fort Chambly dans le développement de la Nouvelle-France 1665-1760*. Ottawa, Parcs Canada, 1983.

Guitard, Michelle. *Histoire sociale des miliciens de la bataille de la Châteauguay*. Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 361), 1983.

Guitard, Michelle. *Le camp militaire de Chambly (1812-1869)*. Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 416), 1980.

Hooper, Thomas. *The Royal Navy Station at Ile-aux-Noix (1812-1839)*. Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 167).

Langlois, Roger. *L'Île-aux-Noix et le Fort-Lennox. Faits méconnus et influence sur le milieu*. Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Imprimerie Papyrus, 2000.

Lee, David. *Historique de la construction du fort Lennox*. Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 108), 1973.

Lee, David *et al.* Theme Papers, île aux Noix. Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 47), 1967.

Millard, James P. *Fort Montgomery Through the Years. A Pictorial History of the Great Stone Fort on Lake Champlain*. South Hero (Vermont), America's Historic Lakes, 2005.

Nadon, Pierre. *Fort Chambly : A Narrative History*. Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 17), 1965.

Nadon, Pierre *et al.* *Fort Chambly : Interpretation Themes*. Ottawa, Parcs Canada (Travail inédit no. 169), 1966.

Ouellet, Fernand. «The British Army of Occupation in the St-Lawrence Valley, 1760-74 : The Conflict Between Civil and Military ». Dans Roy A. Prete et A. Hamish Ion, *Armies of Occupation*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1984, p. 18-54.

Piédalue, Gisèle. *Le fort Saint-Jean et son milieu : perspective historique et archéologique*. Québec, Parcs Canada, 1983.

Rioux, Christian. *L'armée britannique au fort Lennox de 1819 à 1870 : organisation et effectifs*. Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 206), 1985.

Senior, Elinor Kyte. *British Regulars in Montreal : an Imperial Garrison, 1832-1854*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1981.

Articles de périodiques

Beauregard, Ludger. «Le peuplement du Richelieu». *Revue de géographie de Montréal*, vol. 19, no. 1-2, 1965, p. 43-74.

Dion, Dominique et Roch Legault. «L'organisation de la milice de la région montréalaise de 1792 à 1837 : de la paroisse au comté». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, nos 2-3, 2000 (hiver-printemps), p. 108-118.

Lafrance, Marc. « Art militaire et technique de guerre : Le fort Chambly de 1710-1711 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, no. 1, juin 1983, p. 21-49.

Legault, Roch. «L'organisation militaire sous le régime britannique et le rôle assigné à la gentilhommerie canadienne (1760-1815)». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 45, no. 2, automne 1991, p. 229-249.

Legault, Roch et Christian Dessureault. «Les officiers de milice de Saint-Hyacinthe : une étude de cas, 1790-1830». *Société historique du Canada, Journal de l'association du Canada*, 1998.

Muller III, Henry N. « A « Traitorious and Diabolic Traffic » : The Commerce of the Champlain-Richelieu Corridor During the War of 1812 ». *Vermont History*, vol. 44, no. 2 (printemps 1976), p. 78-96.

Muller, Henry N. « Smuggling into Canada : How the Champlain Valley Defied Jefferson's Embargo ». *Vermont History*, vol. 38 (hiver 1970), p. 5-21.

Noël, Françoise. «La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845)». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no. 4, printemps 1987, p. 561-582.

Ouellet, Fernand. «Officiers de milice et structure sociale au Québec (1660-1815)». *Histoire sociale*, vol. 12, nos 23-24, 1979, p. 37-65.

Philip, John. «The Economic and Social Effects of the British Garrisons on the Development of Western Upper Canada». *Ontario Historical Society, Papers and Records*, vol. 41, 1949, p. 37-48.

Shand Tucci, Douglas. « The Shand Family », *Missisquoi Loyalist Legacies*, Missisquoi Historical Society, vol. 14, 1976.

Thèses

Ballabon, M.B. *A Regional Study of the Richelieu Valley : The Urban Centres*. Mémoire de M.A., Université McGill, 1952. 332 pages.

Beauregard, Ludger. *La vallée du Richelieu*. Thèse de Ph.D. (Géographie), Université de Montréal, 1957. 349 pages.

Bervin, George. *Les marchands-négociants et la diversité de leurs activités économiques à Québec entre 1800 et 1825*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1989. 574 pages.



Henderson, James L. *A Study of the British Garrison in London, Canada West (Later Ontario), 1838-1869*. Mémoire de M.A., Université de Windsor, 1967.

Legault, Roch. *Le Commissariat de l'armée britannique et les dépenses militaires au Canada (1815-1830)*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1995. 344 pages.

Muller III, Henry N. *The Commercial History of the Lake Champlain – Richelieu River Route 1760-1815*. Thèse de Ph.D., University of Rochester, 1968. 335 pages.

Noël, Françoise. *Gabriel Chritie's Seigneuries, Settlement and Seigneurial Administration in the Upper Richelieu Valley, 1764-1854*. Thèse de Ph.D., Université McGill, 1985. 814 pages.


Ostola, Larry. *A Very Public Presence : The British Army Garrison in the Town of Quebec, 1759-1838*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 2007.

SOURCES INTERNET

<http://www.biographi.ca>, *Le Dictionnaire biographique du Canada en ligne*

<http://cgi2.cvm.qc.ca>, *Les Patriotes de 1837@1838*.

<http://www.freepages.genealogy.rootsweb.com>



<http://www.shbmsh.org>

<http://www.uquebec.ca/musique/>

<http://worldconnect.rootsweb.com>

<http://www.assnat.qc.ca>

Appendices

Annexe 1
Les troupes régulières britanniques à Chambly (1812-1817)

Mois/Année	Effectifs (troupes régulières)	Mois/Année	Effectifs (troupes régulières)
09/1812	286	09/1815	957
11/1812	374	10/1815	926
12/1812	1014	11/1815	743
05/1813	1099	12/1815	795
06/1813	1748	01/1816	826
08/1813	1746	02/1816	812
09/1813	1328	03/1816	836
04/1814	1047	04/1816	767
05/1814	1014	05/1816	825
06/1814	2212	06/1816	642
08/1814	3136	07/1816	347
09/1814	1672	08/1816	370
10/1814	1739	09/1816	345
11/1814	1770	10/1816	294
12/1814	1793	11/1816	305
01/1815	1814	12/1816	339
02/1815	1747	01/1817	324
03/1815	1708	02/1817	307
04/1815	1718	03/1817	285
05/1815	1717	04/1817	285
06/1815	1132	05/1817	292
07/1815	895	06/1817	279
08/1815	819		

Source : Michelle Guitard, *Le camp militaire de Chambly (1812-1869)*, Québec, Parcs Canada (Travail inédit no. 416), 1980, p. 176-184.

Annexe 2
Les effectifs présents à l'île aux Noix (1819-1836)

Mois/Année	Effectifs (troupes régulières)	Mois/Année	Effectifs (troupes régulières)
06/1819	175	09/1826	218
08/1819	378	04/1827	134
09/1819	404	09/1827	184
10/1819	321	10/1827	184
06/1820	444	06/1828	366
10/1820	427	08/1828	227
04/1821	222	10/1828	138
09/1821	119	11/1828	138
07/1822	167	05/1829	119
09/1822	202	09/1829	177
04/1823	189	10/1829	177
11/1823	166	08/1830	147
04/1824	150	11/1830	151
10/1824	167	10/1831	117
11/1824	167	01/1832	60
09/1825	130	01/1833	58
10/1825	130	01/1834	57
04/1826	153	01/1835	56
07/1826	334	01/1836	58

Source : Christian Rioux, *L'armée britannique au fort Lennox de 1819 à 1870 : organisation et effectifs*, Québec, Parcs Canada (Rapports sur microfiches no. 206), 1985, p. 11, 13 et 86-88.

Annexe 3

Les occupations socio-professionnelles des fournisseurs des forces armées à l'île aux Noix

Architecte (architect)
Boucher (butcher)
Boulangier (baker)
Cantinier (cantinekeeper)
Charpentier (carpenter)
Couvreur (roofer)
Cultivateur (farmer)
Écuyer (esquire)
Franc-tenancier (yeoman)
Maçon (mason)
Maître-charpentier (master carpenter)
Marchand (merchant)
Menuisier (joiner)
Négociant (trader)

Annexe 4

Les occupations socio-professionnelles des garants des fournisseurs des forces armées à l'île aux Noix

Architecte (architect)
Aubergiste (innkeeper)
Avocat (advocate)
Chapelier (hatter)
Charpentier (carpenter)
Cultivateur (farmer)
Écuyer (esquire)
Gentilhomme (gentleman)
Maçon (mason)
Magasinier (storekeeper)
Maître-maçon (master mason)
Marchand (merchant)
Marchand-épicier (grocer)
Négociant (trader)

